

LA POLOGNE  
CONTEMPORAINE.

ÉDITIONS D'ART ÉDOUARD PELLETAN

125, Boulevard Saint-Germain, 125

PARIS



## CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

La Pologne Contemporaine formera un volume in-folio 27×29 comprenant environ 400 pages et 250 illustrations parmi lesquelles plusieurs gravures sur bois, héliogravures, lithographies hors texte, etc.

La Pologne Contemporaine paraîtra en 24 fascicules (16 pages chacun), deux fascicules par mois, au prix de trois francs.

La préface, la couverture (ou reliure), les cartes géographiques et politiques seront jointes au dernier fascicule.

PRIX DU VOLUME EN SOUSCRIPTION (PAYABLE D'AVANCE) :

Sans reliure. . . . . 24 francs.  
Avec une reliure . . . . . 30 francs.

Il sera tiré vingt-cinq exemplaires de luxe sur papier du Japon impérial, numérotés, reliés en cuir repoussé à la main

Au prix de . . . . . 150 francs.

Ces prix ne sont réservés qu'aux souscripteurs. Après l'apparition du volume ils seront doublés.

### LA POLOGNE CONTEMPORAINE

72, Rue de Seine

(Au coin du Boulevard Saint-Germain).

ANTOINE POTOCKI.



11-306513



~~W 35290~~



Alte. Nr. 11/1/61

BPU-N<sub>2</sub> 370/2017



vince. D'une part, on a publié des décrets pour empêcher la disparition de la richesse naturelle des eaux du pays; d'autre part, on a entrepris de repeupler les rivières et de vulgariser les notions techniques sur l'élevage artificiel des poissons. Parmi les Sociétés agricoles, il existe à Cracovie une Société spéciale de pisciculture, qui s'occupe de cette question depuis 1879. Elles reçoivent toutes, à cet effet, une subvention de la province et de l'État. En 1898, la Société de pisciculture a déposé, dans différentes rivières de Galicie, 2.625.000 poissons : squilles, saumons, truites et carpes. De plus, elle organise des cours d'exploitation des eaux, des expositions, etc.

En passant de l'agriculture, qui reste l'occupation principale de la population, aux autres branches de travail, il nous faut, avant tout, dire un mot de l'industrie agricole. Cette industrie, étant donné l'abaissement actuel du prix des blés, a aujourd'hui une immense importance pour l'agriculture.

En d'autres pays, elle est parvenue, dans ces derniers temps, à un grand développement; pour la Galicie, elle laisse encore beaucoup à désirer. Relativement, c'est la distillation qui se présente le mieux. En 1895-96, il existait 589 distilleries en activité, produisant 51.390.374 hectolitres d'alcool, soit environ  $\frac{1}{3}$  de la production totale de l'Autriche.

Presque toutes ces distilleries appartiennent au genre agricole, c'est-à-dire sont de petite

dimension et de fabrication peu développée. A leur tête, se trouvent des gens n'ayant qu'une faible instruction technique; quant aux spécialistes instruits qui ont suivi les cours de l'École Polytechnique de Lwow, ils cherchent des positions en dehors du pays. Les employés inférieurs sont préparés par le cours de distillation de Dublany; la Société de distillation travaille à perfectionner la fabrication et à sauvegarder les intérêts de cette industrie. L'esprit-de-vin est transporté en grande quantité dans les autres provinces de l'Autriche, en Allemagne, en Suisse, et même de l'autre côté de l'Océan; il sert aussi pour les eaux-de-vie et les liqueurs, qui jouissent, à l'étranger, d'une bonne réputation.

L'industrie de la bière a atteint aujourd'hui d'assez grandes proportions, et donne des produits tout à fait supérieurs.





Les chiffres suivants témoignent de la concentration qui se produit dans cette industrie.

En 1866, la province comptait 296 brasseries produisant annuellement 338.486 hectolitres ; trente ans après, 134 brasseries seulement produisaient annuellement 1.024.181 hectolitres.

La Galicie compte plus de 3.500 moulins ; la valeur de leur production s'élève à environ 30.000.000 de florins ; dans ce nombre, il se trouve 34 moulins à vapeur, les autres sont simultanément à vapeur et à eau. La farine est exportée en dehors de la province, mais la minoterie galicienne rencontre, dans son propre territoire, une concurrence acharnée, celle de la minoterie hongroise, qui, en outre du sérieux appui de son gouvernement, profite de toutes les facilités et soulagements, même de ceux qui sont interdits par les traités de commerce (sensible diminution des tarifs de transport), et nuit mortellement à l'extension de la minoterie, non seulement en Galicie, mais dans toute l'Autriche.

La Galicie possède à peine 3 raffineries ; la plus importante n'est entrée en activité qu'en 1895. En 1895-96, ces raffineries réunies ont transformé en sucre 731.227 quintaux métriques de betteraves. Les frais énormes qu'entraîne la fondation d'une raffinerie moderne, la difficulté d'introduire la culture des betteraves dans une nouvelle contrée, enfin et surtout le manque d'initiative, empêchent l'extension de cette industrie, qui pourrait avoir une influence si salutaire

sur l'intensité de la culture et l'augmentation des revenus des propriétaires. Actuellement, la betterave à sucre occupe, en Galicie, environ 3.000 hectares, alors qu'au dire des connaisseurs, on pourrait la cultiver dans 3.000.000 d'hectares environ.

L'industrie du lait, jusqu'à ces dernières années, était tout à fait rudimentaire ; aussi les produits galiciens de cette catégorie exportés, il est vrai, en dehors de la province, n'étaient pas d'un grand revenu et n'atteignaient pas des prix convenables. Durant les dix dernières années, le mouvement s'est accentué dans cette partie, et actuellement la Galicie possède 3 laiteries à vapeur, une grande laiterie à roue, quelques autres plus petites, mais dignes d'attention, dont une cinquantaine dans les *dwors* et une quinzaine chez les paysans, en Galicie occidentale, fondées pour la plupart par les Cercles agricoles.

Les Sociétés d'agriculture et le gouvernement galicien n'épargnent ni peine, ni argent, dans la mesure où leur modeste budget le leur permet, pour améliorer cette branche de production ayant toutes les conditions normales de développement. Le premier instructeur laitier du pays fut nommé en 1891 ; actuellement il en existe deux. Ils organisent des cours de laiterie dans les écoles élémentaires d'agriculture, fournissent des indications techniques et aident à trouver des débouchés de consommation. Le gouvernement accorde aux Sociétés laitières les machines indispensables (d'une valeur d'environ 700 florins) ; d'autre



part, la province prête à 3 % sur son capital de roulement. En 1894, la Diète a destiné à l'agriculture en général 140.000 florins ; en 1899, on a augmenté cette subvention de 30.000 florins. Outre les laiteries, les fabriques d'amidon et quelques industries similaires profitent aussi de ces fonds.

L'exploitation des mines a une grande importance économique pour la Galicie, bien que, en comparaison des autres pays et même des autres parties de la Pologne (Royaume, Silésie), elle y soit de proportion modeste. En 1895, on estimait que la valeur de la production minière totale s'élevait à 16 millions  $1/2$  de florins. Les ouvriers (y compris ceux des hauts-fourneaux), étaient au nombre de plus de 15.000. L'exploitation des mines se concentre dans deux contrées : sur le territoire de l'ancienne République de Cracovie (rive gauche de la Vistule) et au pied des Carpathes.

La première de ces contrées constitue un morceau de terre taillé dans l'ensemble « polono-silézien ». La constitution géologique complexe unit ici différentes richesses naturelles : outre les marbres, les porphyres et les plâtrières, nous y rencontrons de la houille, des minerais de fer, de plomb, de zinc. Pour cette contrée, la production la plus importante est celle du charbon, à peu près concentrée dans deux exploitations : la Société des mineurs de Jaworzno, appartenant en grande partie à la Maison Gutman ; de Vienne, et la mine du Comte André Potocki,

à Sievoza. La première produit plus des  $2/3$ , la seconde presque  $1/3$  de la quantité totale du charbon ; le reste, quantité négligeable, provient de Jelenie et de Tenczynek. Le charbon galicien est de valeur moyenne et ne fournit pas de coke ; néanmoins, sa production augmente sans cesse, et, en 1897, elle atteignait 8.000.000 de quintaux. Le développement de cette industrie est sérieusement entravé par les facilités qu'offre le chemin de fer du Nord à l'importation de la Silésie prussienne. Le transport d'un wagon de charbon de Myslowice (Silésie) à Nowy-Sacz, Jaslo, Lwow, Kolomyja, etc., coûte 1 ou 2 florins de moins que le transport de Szczakowa (mine Jaworzno) à ces mêmes villes.

De plus, jamais la Compagnie ne fournit aux mines galiciennes la quantité de wagons nécessaires. Durant le quatrième trimestre de 1896, la mine de Jaworzno eut à sa disposition un nombre de wagons inférieur de 1.000 à celui qu'il lui fallait, et, par conséquent, vendit 100.000 quintaux de charbon de moins qu'elle n'aurait pu le faire.

La production locale ne suffit pas aux besoins de la Galicie ; aussi, en 1897, on importa par chemin de fer et par voie d'eau, 5.000.000 de quintaux de charbon silésien (et aussi, en partie, de charbon du Royaume).

Les gisements de minerais sont moins importants et moins riches que ceux de Silésie et du Royaume. Aussi l'exploitation des minerais de fer et de plomb est très minime. Ses produits



sont généralement travaillés dans les forges de la Silésie prussienne. Une infime partie du minerai de fer va à l'unique fonderie de Galicie, à Wiszniowa-Gorka, près Zywiec, propriété de l'Archiduc Frédéric, qui possède d'énormes biens en terre et beaucoup d'exploitations minières ou industrielles en Galicie, en Silésie autrichienne, en Hongrie, etc. La fonderie de Wiszniowa-Gorka transforme le minerai hongrois, silésien, russe, etc. ; la valeur de sa production s'élevait, en 1895, à environ 570.000 florins.

Plus importante est l'exploitation de la calamine occupant, en 1886-95, annuellement, environ 692 ouvriers et fournissant en moyenne 118.000 quintaux par an (soit 42,54 % de la production totale de l'Autriche). Les mines les plus importantes (à Trzebinia et près de Wodna), sont la propriété du comte André Potocki, à qui appartient aussi une des deux grandes fonderies de zinc, la fonderie appelée « na Krzu ». L'autre, à Niedzieliska, près de Szczakow, est la propriété de la maison Lœbeck, de Breslau. Ces deux fonderies occupent 259 ouvriers et ont une production annuelle de 19.283 quintaux de métal (37,69 % de la production totale de l'Autriche), dont une partie est transformée sur place en blanc de zinc.

Le sel, le pétrole et la cire minérale constituent les principales richesses des environs des Carpathes. Les gisements de sel furent toujours une importante source de revenus pour les Rois de Pologne. Les mines de sel de Wieliczka et

de Bochnia étaient déjà exploitées au XII<sup>e</sup> siècle, et leur nom est des plus connus dans le monde entier.

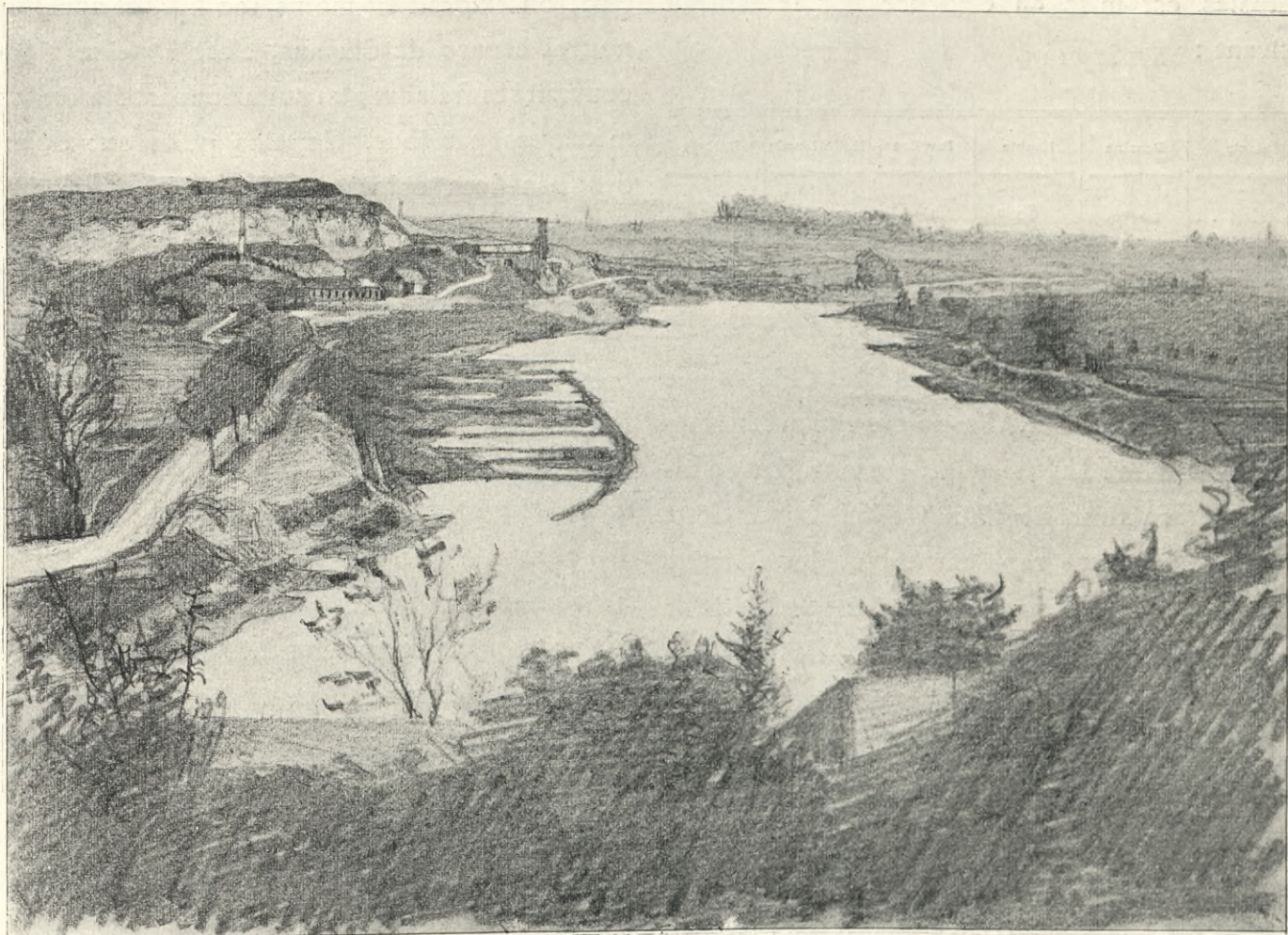
Outre ces deux mines, il existait encore dans la Galicie orientale, au moment de sa réunion avec l'Autriche, 90 entreprises d'évaporation du sel ; actuellement elles ne fonctionnent plus, à l'exception des neuf principales. L'exploitation du sel est monopolisée par l'État. La bureaucratie de l'administration et les prix trop élevés sont cause de son peu de développement.

Le sel de Galicie satisfait aux besoins de la province et est exporté en Bohême et en Moravie.

En 1895, on comptait 1.870 ouvriers employés à l'exploitation des salines ; la production en tout genre (sel comestible, sel pour les bestiaux et sel de fabrique), atteignait 1.300.000 quintaux qu'on évaluait à 8.428.925 florins. En 1853, dans l'exploitation de Kalusz, on découvrit de riches gisements de kaïnite. Ils auraient pu devenir une vraie richesse pour un pays agricole comme engrais artificiel, mais hélas ! c'est le gouvernement qui s'occupe de leur exploitation et les interminables formalités qu'exige la vente ainsi que l'élévation des frais n'ont point permis à cette industrie de se développer. En 1895, on en produisit à peine 29.000 quintaux, dont une partie fut vendue en Moravie.

Dans les dernières années, l'industrie pétrolière de la Galicie est devenue célèbre. Son développement présente un spectacle peu ordi-





naire, rappelant en quelque sorte l'Amérique. L'existence de l'huile minérale fut constatée dans 300 à 350 localités de la bande de terres montagneuses qui s'étend sur un espace de 365 kilomètres de Nowy-Sacz (en Galicie occidentale) à la frontière de Bukowine. Parmi les localités les plus célèbres de l'ouest, citons Klenczany, exploité depuis 1856. L'huile minérale qu'on y obtient est surtout propre à la fabrication de la vaseline. Dans la Galicie orientale, on connaît surtout Boryslaw et Schodnica. D'après les calculs du

professeur Zuber, les terrains pétrolifères exploités jusqu'ici comprennent au moins 8.000 hectares ; la quantité de pétrole non exploitée s'élève au moins à 470.000.000 de quintaux métriques. Quant à sa composition chimique, le pétrole de Galicie se présente dans des conditions peut-être inférieures à celles du pétrole d'Amérique, mais supérieures au pétrole du Caucase ; en revanche, il est moins accessible que celui-ci ; par conséquent, son exploitation devient plus coûteuse. La composition chimique de ces différents



pétroles est mise en évidence par le tableau suivant :

Pétrole	Benzine	Naphte	Parafine	Huiles lourdes	Déchets
Galicien . .	10 0/0	60 0/0	1 0/0	12 0/0	17 0/0
Américain .		60-75 0/0			5-10 0/0
Caucasien .		32-53 0/0			36-60 0/0

L'exploitation des terrains pétrolifères de Galicie date de 1852. C'est alors qu'un pharmacien de Lwow, Lukaszewicz, parvint, par distillation, à en tirer de l'huile d'éclairage. Cette industrie s'accrut rapidement, et les décrets de 1862 et 1884 fixèrent les rapports de la propriété reconnue aux possesseurs des terrains, et de l'exploitation soumise au contrôle des autorités minières. Une nouvelle ère commença en 1880, depuis l'emploi du système canadien de perforation, permettant l'exploitation de nappes de pétrole plus profondes. En même temps, en présence de la concurrence américaine, les prix s'abaissaient sans cesse, et, actuellement, les entreprises disposant d'un fort capital (au moins 100.000 florins) peuvent seules avoir des chances de réussite. Encore, même pour celles-là, tout dépend de l'abondance d'huile fournie par le terrain, et qui ne peut être établie exactement d'avance. Aussi, si quelques entreprises ont obtenu de brillants résultats, des centaines d'autres ont été absolument ruinées. Il y a cinquante ans, on considérait comme avantageux un puits produisant de 30 à 45 kilog. par jour; vingt ans plus

tard, on exigeait au moins 100 kil., et après un nouvel espace de dix ans, c'est à peine si on couvrait ses frais avec un puits donnant 5 quintaux métriques par jour. Certains puits ont donné des bénéfices colossaux. En 1885, Szczepanowski et Cie obtenaient, à Sloboda Rungurska, de 150 à 250 quintaux par jour. Le puits Jakob donnait à la Banque anglaise, pendant quelque temps, 10.000 q. et, avec le puits Cecylia, rapporta à ses propriétaires, durant l'année 1896, au moins 800.000 q. Les exploitations de Schodnica sont, jusqu'à présent, les plus riches. En 1891-96, elles ne donnèrent pas moins de 3.000.000 de quintaux. En général, étant donnée la production constamment grandissante, le nombre des exploitations et des ouvriers subit, depuis vingt-cinq ans, une sensible diminution. On s'en convaincra par le tableau suivant :

Années	Entreprises d'huile minérale et de Cire minérale	Nombre d'ouvriers employés à l'extraction de l'huile, de la naphte et de la cire	Quantité d'huile produite en quintaux métriques
1853			500
1863			50.000
1873	900	12.000	218.599
1884	485	10.000	
1886		Nombre d'ouvriers employés à l'extraction de l'huile minérale	425.400
1890	285	3.724	916.504
1894		3.304	1.320.000
1897	258	219 huile min. 39 cire min.	3.096.263

Il y avait, en 1897, 1.296 réservoirs de fer et de bois pour la conservation du pétrole, pouvant contenir 85.187 mètres cubes; les conduits

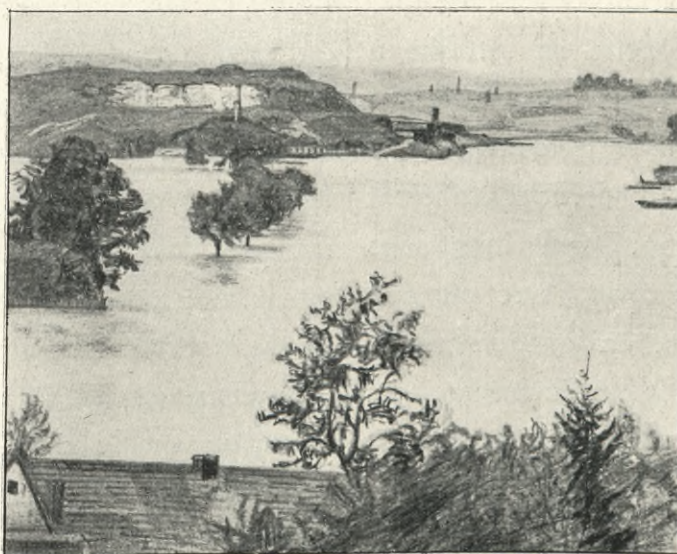


amenant le pétrole aux stations de chemin de fer les plus proches avaient 75 kilom. de long. En même temps que la capitalisation de l'industrie, la participation des étrangers augmente proportionnellement et c'est à eux qu'appartient aujourd'hui une partie des meilleures entreprises.

En 1882, on établit un impôt sur le pétrole purifié, à raison de 6 florins 1/2 par 100 kil.

En même temps, on changea le droit d'entrée du pétrole étranger, de façon à faire payer 10 fl. en or (ou 12 en argent) pour le pétrole purifié, et 2 fl. en or pour 100 kil. de pétrole brut. Ce changement, qui devait assurer une certaine protection à l'industrie

galicienne, fut tout près de causer sa perte. Il se fonda en Hongrie d'énormes raffineries qui firent venir de Russie du pétrole brut « artificiel ». Cette matière falsifiée, contenant de 100 à 106 kil. de pétrole purifié, était considérée, par les autorités hongroises, comme pétrole brut et entrainait en payant un droit de 2 fl. Les raffineries hongroises firent de brillantes affaires ; le gouvernement hongrois perçut 2.000.000 de florins, sous forme d'impôt de consommation, mais les industriels de Galicie étaient menacés de ruine. L'importation russe



grandissait d'une manière effrayante : en 1875, elle s'élevait à 670.000 quintaux ; en 1893, elle atteignit 1.309.000 quintaux. Depuis lors, pourtant, elle diminue progressivement, par suite du développement de la production galicienne, de l'augmentation du prix du pétrole en Russie, et aussi, en partie, à cause de l'intervention des députés polonais. L'importation américaine at-

teint actuellement son minimum (1897, 36.000 quint.). En 1897, on exporta environ 550.700 quint. de pétrole brut de Galicie en Hongrie, et environ 1.294.000 en Autriche (Silésie, Vienne, Bohême, Trieste). Dans 57 raffineries galiciennes, on épure environ

1.058.500 quintaux, ce qui donne 635.100 quintaux métriques de pétrole purifié valant 11.431.800 florins et payant 4.128.150 flor. d'impôt. La production galicienne satisfait actuellement 78 % des besoins de la monarchie austro-hongroise, et pourra, dans quelques années, y satisfaire entièrement, après quoi elle fera des efforts pour gagner les marchés internationaux, dont l'accès lui est d'autant plus difficile que le pétrole russe, grâce à la protection de son gouvernement, profite, en Allemagne, d'un tarif inférieur à celui qu'on



y applique au pétrole de Galicie. Outre le pétrole, les exploitations pétrolifères de Galicie donnent encore de la benzine, environ 100.000 quint., dont 180.000 sont exportés, surtout en Allemagne. Enfin, on obtient encore environ 348.000 quintaux d'huiles lourdes et environ 58.000 de parafine ; une grande partie de ces produits sont importés en Autriche-Hongrie, de Russie et d'Amérique

L'exploitation de l'ozokérite se rattache à l'industrie pétrolifère. Les seuls gisements abondants d'ozokérite du monde entier se trouvent à Boryslaw ; d'autres, moins riches, se rencontrent aussi dans cette même région. Depuis longtemps déjà s'est terminée l'époque de fièvre où l'on faisait rapidement fortune, en conduisant les exploitations comme une façon de brigandage, sans se soucier de la sûreté des travailleurs ; maintenant, la production a lieu d'une manière plus rationnelle, mais n'atteint plus les anciennes proportions. En 1895, on extrayait 67.655 quintaux métriques (dont plus de 60.000 à Boryslaw même), valant 1.860.115 florins ; en 1894, le nombre des ouvriers dépassait 5.000. L'ozokérite ainsi extraite est fondue en briquettes et la plus grande partie de ce produit à demi-manufacturé est exportée en Moravie, en Basse-Autriche, en Bohême, en Allemagne et en Russie ; le reste est transformé en bougies à Drohobyez.

Le travail industriel était, autrefois, une occupation supplémentaire pour les paysans ; dans beaucoup d'endroits, il a pris les proportions

d'une industrie domestique très étendue, à laquelle s'adonnent des villages entiers ; çà et là, cette industrie même a donné naissance à des entreprises importantes, ayant presque déjà un caractère de manufacture. La plus répandue de ces industries est le tissage qui, sur les frontières occidentales de la Galicie, aux environs de Biala, de Kenty et de Zywiec, prend, comme nous le disions, des allures manufacturières ; puis la poterie, le travail du bois, la vannerie et le travail des métaux (fil de fer, fabrication de loquets, etc.). En général, la technique de ces industries est très rudimentaire ; mais, d'autre part, on peut y trouver facilement des dessins et des formes d'une beauté originale, donnant une idée favorable des dispositions artistiques du peuple. Le Wydział Krajowy (gouvernement provincial de Galicie), surveille attentivement le développement technique de ces industries, et, depuis 1876, très timidement d'abord, puis avec une énergie grandissante, il s'est mis à fonder des écoles professionnelles ou des ateliers modèles. Actuellement, il existe 35 de ces écoles ou ateliers, 10 pour les travaux de tissage (toiles et draps), 7 pour le travail du bois, 5 pour les objets en osier, 3 pour la poterie, 3 pour les objets en cuir, 2 pour la serrurerie et la maréchalerie, 1 atelier de cordiers, 3 écoles de dentellières et 1 de brodeuses. En 1895-96, tous ces établissements comptaient ensemble 1.024 élèves ; leur entretien coûtait à la province 49.347 florins, au trésor de l'État 81.943 ; la vente des objets manufacturés rapportait 19.810





florins. De légères subventions étaient accordées par les districts, les communes, les institutions financières, etc. Il est digne de remarque qu'en Bohême, l'État entretient 42 écoles professionnelles dont il supporte à peu près toute la dépense, et qu'en 1894 il consacra à ce but 361.455 florins, soit environ quatre fois plus que pour la Galicie.

Ce sont les écoles de vannerie, de charronnerie et de charpente qui donnent les meilleurs résultats. Disons en passant que les produits de vannerie de la Galicie sont exportés à l'étranger, et arrivent jusqu'en Égypte. Les écoles de dentellières et de brodeuses ont été reconnues inutiles. Pour ce qui est des écoles de tissage, leur but n'a pas été atteint, en ce sens que le tissage manuel ne peut plus soutenir la concurrence du tissage mécanique, et n'a de raison d'être que dans les localités tout à fait reculées.

Cette même concurrence agit d'une façon déplorable sur les métiers locaux. Les petits ateliers, en présence de la concurrence des

fabriques autrichiennes, tchèques, etc., qui inondent les magasins de Galicie, ne voient de salut que dans la prolongation de la journée de travail et dans l'abaissement des prix.

A Cracovie, les branches de travail touchant à l'art se développent favorablement.

Nous avons déjà parlé des obstacles qui paralysaient la grande industrie en Galicie. Les conditions sont demeurées jusqu'à présent défavorables. Le gouvernement autonome galicien est trop entravé et possède trop peu de ressources pour pouvoir lui accorder une protection suffisante ; au contraire même, par des impôts supplémentaires supérieurs aux autres pays, il place les entreprises manufacturières dans une situation plus mauvaise. On ne comprend pas encore assez en Galicie l'importance de la grande industrie, et les capitalistes se distinguent par un manque trop grand d'initiative.

Nous avons déjà parlé des grandes entreprises dans le domaine de l'industrie agricole et de l'industrie minière ; ensuite, on peut citer encore l'industrie forestière, très en progrès ; il faut compter aussi les 5 fabriques de tabac de l'État, employant 4.473 ouvriers et donnant annuellement 38.137 quintaux métriques de différents produits. Pour les autres branches, les grands établissements sont des phénomènes sporadiques qui étonnent souvent par la quantité inattendue de leurs débouchés. Par exemple, la papeterie de Sasow est une des principales fabriques de papier buvard du monde entier ; la plus grande partie



du papier buvard employé en Europe, malgré ses étiquettes françaises, provient de Sasow.

La fabrique d'ammoniaque et de soude, à Szczakow, appartenant à la compagnie de mineurs de Jaworzno, fondée en 1882, avec un capital de 1 million de florins, a été ensuite agrandie à plusieurs reprises. Elle produit annuellement plus de 160.000 quintaux métriques de soude, exportés dans différentes contrées de l'Autriche, en Hongrie et dans le royaume de Pologne. Parmi les fabriques de machines et d'outils, il faut citer celles de Sanok, fondées par actions ; elles fabriquent des wagons, des réservoirs pour le pétrole, etc.

Ces exceptions peu nombreuses ne changent pas le caractère de petite industrie qui distingue la Galicie. D'après le recensement de 1890, la population vivant de l'industrie et des mines s'élevait à 611.738 personnes ; on comptait 91.500 industriels indépendants, employant 147.025 ouvriers.

Le défaut presque absolu d'organisation professionnelle, l'insuffisance de contrôle de l'État (il n'y a pas longtemps, la Galicie tout entière, avec la Bukowine, ne formaient qu'une seule circonscription d'inspection), enfin, l'état misérable de l'industrie contribuent à rendre assez triste la situation des ouvriers. Dans les compte-rendus des inspecteurs, nous rencontrons sans cesse des remarques sur les salaires trop minimes, les installations antihygiéniques, la durée excessive du travail, etc.

D'après le dernier compte-rendu de l'inspecteur pour la partie occidentale du pays, il apparaît que la journée de travail dans les fabriques dure le plus souvent (104 fois sur 143), 11 heures, s'abaissant parfois à 9, ou s'élevant à 11 1/2. Dans l'industrie, elle dure bien plus longtemps.

L'action collective, agissant sous forme d'associations ou de sociétés, est en général peu développée en Galicie. En 1895, on comptait en Galicie 4.213 sociétés de toute espèce, ce qui constitue 9,32 % du total des institutions semblables de toute l'Autriche (45,181). La Galicie compte surtout en grande partie des sociétés économiques (12 %) et humanitaires (11 %). Au nombre des sociétés économiques, nous ne rencontrons que 9 sociétés par actions, alors que, dans l'Autriche entière, il y en a 490, et que, parmi les provinces prises à part, la petite Silésie elle-même dépasse la Galicie de 2 sociétés. Ensuite, viennent les associations de salaires et d'agriculteurs (dans le genre des associations de Schultze et Delitsch) organisées d'après le décret de 1873. A la fin de 1899, on comptait en tout 675 de ces associations, dont cependant 581 avaient pour objet le crédit et à peine 94 autres la consommation, la production, le commerce, etc.).

Nous voyons quelle difficulté on rencontre à introduire ces formes collectives dans ce fait que, parmi 627 associations de crédit enregistrées à la fin de 1898, 126 (soit 20 %) ne sont pas entrées en activité, ou bien, pour une raison quelconque, avaient liquidé leur situation avant la fin de



l'année suivante, et que parmi les 183 autres associations, 109 soit 59,5 % avaient eu le même sort. Donc, à la fin de 1898, il existait 74 associations de consommation, de productions commerciales, etc., c'est-à-dire 4 de moins que l'année précédente : à la fin de 1899, en revanche, il en avait surgi 20 nouvelles ; 52 associations avaient envoyé leurs comptes-rendus et comptaient 7.040 membres ; les participations s'élevaient à 1.173.654 fl. 96, le fonds de réserve était de 123.036 fl. 07. Les dettes des associations montaient à 2.476.342 fl. 67, les prêts accordés à 1.730.920 fl. 62 ; le revenu net à 146.579 fl. 55 ; on avait payé de 4 à 20 % de dividendes. Parmi les associations d'agriculteurs et de salaires, ce sont celles de crédit qui se développaient le mieux. Nous devons pourtant rappeler ici que, depuis 1874, une partie des associations de salaires et d'agriculteurs avaient formé une Union qui étend sa protection et son contrôle sur les associations particulières, leur obtient diverses facilités dans les institutions financières, etc. En général, les associations de l'Union se distinguent par une meilleure direction, et leur activité est mise davantage en lumière, grâce aux inspections des délégués du comité de l'Union. Parmi les 581 associations de crédit existantes à la fin de 1899, 2 associations de Silésie autrichienne et 137 de Galicie, soit 23,6 % faisaient partie de l'Union ; parmi les 94 de production, consommation, commerce, etc., 26 ou 27,7 % en faisaient également partie.

Au nombre des associations de crédit non unies, nous en comptons 17 exclusivement ruthènes, et jusqu'à 353 dirigées par les Juifs et employant la langue allemande dans leur administration. Comme, de plus, les Juifs constituent un important pourcentage parmi les membres des associations générales, la croissance continuelle et rapide de ces associations juives employant la langue allemande est réellement effrayante. Leur action se cache dans l'obscurité ; beaucoup d'entre elles ne publient même pas de compte-rendus et s'occupent, en réalité, de prêts usuraires, profitant de ce que les tribunaux (sans raison, d'ailleurs), n'appliquent pas aux associations les lois contre l'usure. L'intérêt des prêts accordés dans les associations de crédit s'élevait en 1898 de 5 à 9 % ; de plus, pour 134 associations, 115 recevaient le même intérêt pour toute espèce de prêts, au lieu que la majorité, soit 107, était établie sur le pied de 7,7 1/2 ou 8 %. Pour les 367 associations non unies, on n'a aucun renseignement exact sur 154 d'entre elles ; pour 151, prenant un intérêt égal, il s'élevait de 5 à 13 %, soit : dans 62, 7 à 8 % ; dans 60, 8 1/2 à 10 %. Quant à la statistique des associés, pour ce qui est des associations non unies, on ne sait rien sur les occupations de 66,8 % de leurs membres, par suite de quoi la division du reste en catégories ne présenterait aucun intérêt. Dans les associations unies, les agriculteurs constituaient 72,4 % du total des membres ; les artisans et les industriels 9 %, les



travailleurs des professions libérales 7,5 %, les commerçants et marchands 5,7 %, les capitalistes 2,6 %, les propriétaires et administrateurs de biens 1,5 %, les professions non connues 1 %, etc.

Le tableau suivant donnera une idée du développement des associations de crédit :

Années	Nombre total d'associations de crédit	Nombre d'associat. que concernent d'autres rubriques	Nombre des membres	Participation des membres	Fonds de réserve	Cotisations pour les comptes courants	Total des prêts accordés dans l'année	Mouvement de la Caisse en général
1874	67	35	13.496	708.046 26	41.587 97	1.184.001 96	2.600.000 »	8.934.860 30
1884	193	170	103.824	4.322.417 10	540.698 21	8.686.376 79	32.530.453 16	114.777.677 »
1894	330	301	221.778	6.861.460 90	1.773.219 93	21.420.807 96	63.468.825 10	269.952.702 12
1898	501	466	346.879	9.669.541 39	2.799.184 90	32.117.129 87	92.178.175 45	458.011.157 85
							953.617.022 40	

Il y a 25 ans, la Galicie était le pays classique de l'usure; les classes pauvres n'avaient, on peut le dire, aucune autre source de crédit que d'emprunter aux usuriers. D'après les recherches concernant l'usure dans les campagnes, de 1875 à 1893, les créanciers chrétiens prenaient de 24 à 30 % par an, les Juifs, parmi lesquels se recrutent presque exclusivement les usuriers de profession, prenaient de 50 à 150 %; dans certains districts, de 400 à 500 %. Les conséquences affreuses de l'usure se faisaient sentir d'une façon si évidente en Galicie, que cette province fut la première à abandonner le principe libéral qui laissait uniquement aux parties intéressées le soin d'évaluer les intérêts. Dès 1877, un décret provincial était prononcé contre l'usure. La même voie fut bientôt suivie par l'Autriche, l'Allemagne et la Russie. Cependant, la loi est impuissante à réprimer l'usure, tant que les besoins de crédit n'auront pas trouvé un autre moyen de se satisfaire. Durant ces dernières

années, les institutions de crédit ont pris d'assez grandes proportions. Bien que le taux d'intérêt des associations de crédit, dont il vient d'être question, soit démesurément élevé, ces institutions ont été et sont un véritable bienfait pour les classes indigentes qui en profitent principalement. De plus, ces classes peuvent obtenir les capitaux des caisses de districts, administrées par les conseils de districts, ainsi que ceux des caisses communales, et, en partie au moins, des caisses d'épargne, fondées par les villes ou les districts. Il est plus difficile d'organiser le petit crédit hypothécaire, bien que, par exemple, la Banque de Galicie, d'après ses statuts approuvés par la Diète, ait l'obligation d'accorder des prêts hypothécaires à partir de 300 florins. En 1895, le montant des hypothèques grévant la propriété paysanne s'élevait à 53.000.000 de fl. Sur cette somme, 3.000.000 seulement avaient été prêtés par la Banque de Galicie (à 4 %); 4.000.000 par les caisses d'épargne (à 5 1/2 %); 10.000.000



par les associations de crédit (à 8 %), et quant aux 36.000.000 restants, on n'a aucune donnée ni sur les prêteurs, ni sur les conditions.

Une preuve de la triste situation où se trouve la propriété paysanne, c'est qu'elle est parfois accusée à la vente par autorité de justice pour des dettes très petites, parfois de 1 florin, 1 à 2, 5, etc. La propriété tabulaire profite du crédit hypothécaire dans des conditions infini-



ment meilleures, mais aussi son endettement atteint d'immenses proportions. A la fin de

1894, il atteignait 225.292.546 fl., et sa situation est embrouillée, comme le prouvent les fréquents changements de propriétaires.

Pour ce qui est du crédit personnel de court délai, outre les institutions déjà nommées, les paysans peuvent s'adresser à un nouveau genre de caisses de crédit-épargne, d'après le système de Raifaisen. Le Wydział Krajowy (gouvernement de Galicie), a reconnu ce sys-

tème comme répondant le mieux au but et a organisé en 1899 un patronat spécial, qui accorde



des subventions pour la fondation des caisses et exerce sur elles un contrôle actif. De plus, il organise des cours de tenue des livres pour les directeurs de ces caisses. A la fin de 1899, 22 caisses, sur les 29 existantes, avaient adhéré au patronat. Les cours de tenue des livres, durant 12 jours, avaient été suivis par 20 personnes, dont 18 à qui le Wydział accordait un secours. Les grandes institutions financières, destinées surtout aux classes riches, prennent aussi part au petit crédit par les prêts qu'elles accordent aux associations. On en compte actuellement 5, comprenant la Banque de Galicie et la Société de Crédit foncier. Outre ces institutions locales, la Banque d'Autriche-Hongrie et la Caisse d'épargne de l'État opèrent aussi en Galicie, et attirent les capitaux à Vienne ou dans d'autres banques privées autrichiennes.

Quant aux caisses d'épargne, il convient encore d'observer que la première fut fondée en 1844, à Lwow, la suivante n'apparut que 17 ans plus tard (1861), 7 autres entre 1862 et 1869; de 1871 à 1879, il en fut fondé encore 7; enfin, les 11 dernières commencèrent à fonctionner de 1882 à 1893. Le tableau suivant donne une idée de l'accroissement des dépôts :

Années	Nombre de Caisses	Total des dépôts	Nombre des Livrets	Livrets de moins de 100 fl.	Livrets de 100 à 500 fl.
1886	23	41.443.874	116.672	51-22 0/0	26-81 0/0
1895	28	73.180.000	186.266	50-19 0/0	28-21 0/0

Depuis lors, les dépôts se sont sensiblement accrus. La principale caisse, celle de Lwow, avait, à la fin de 1895, presque 28 millions de florins, et en juillet 1900, les dépôts atteignirent 68 millions.

ÉTAT DES DIFFÉRENTES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN 1895 (en milliers de florins) :

Genre d'Institutions	Quantité	Capital garanti ou Participations	Fonds de Réserve	Dépôts	Prêts hypothécaires	Total des Prêts de l'année	Observations
Banques et grandes institut. fin <sup>res</sup>	5	6.365	6.918	6.858	187.970		
Caisses d'épargne . . . . .	28		2.198.3	73.180	45.797.7		
Sociétés de crédit . . . . .	347	7.584	2.175	23.632		72.000	Données de 1898
Caisses de districts. . . . .	15	668.275					sur 74 districts et
Caisses communales . . . . .	3427	6.080.433					6.234 communes.

Comme nous le voyons, le crédit organisé, surtout à l'égard des indigents, date seulement de l'époque constitutionnelle.

La statistique des voies de communication indique aussi un grand progrès depuis l'époque constitutionnelle. Auparavant, la Galicie était

très déshéritée à ce point de vue encore. Durant les premières années d'autonomie, les frais de construction de routes atteignirent presque la moitié du modeste budget galicien. On dépensa, surtout de 1876 à 1878, plus d'un million de florins par an. Ensuite, les frais de la Galicie diminuèrent,



car il ne s'agissait plus de construire, mais d'entretenir les routes ; puis les subventions de l'État et des communes suffisaient en grande partie à la construction des routes secondaires. Après 1890, cet article du budget recommence à augmenter, parce que la Diète a résolu d'aider à la construction des chemins de fer d'intérêt local, et y prend part pour 2/3. Dans le budget de 1898, les communications absorbent 1.421.000 florins. L'administration des ponts et chaussées et l'entretien des 1.819 kilomètres de routes de la province coûtent 601.000 fl., la construction de nouvelles routes, 60.000 fl., la subvention aux districts et communes, 420.000 fl., les chemins de fer d'intérêt local, 340.000 fl. De plus, les districts dépensaient pour les chemins battus (1897), 2.278.362 fl. ; les communes villageoises et des petites villes (1896), 1.050.714 fl., et enfin l'État (1895), 1.292.504 florins. Une partie des frais pour les communications est couverte par les droits de passage sur les routes et ponts, une des formes les plus vexatoires de l'impôt. Le tableau suivant résume, en kilomètres, les résultats des travaux dans ce sens :

Années	Routes battues	Chemins de fer
1850	4.627.475	66.945
1865	9.184.860	555.824
1875	12.402.981	1.236.327
1895	13.577.515	2.825.002

Le commerce galicien porte principalement

un caractère boutiquier et se trouve entre les mains de gens ignorants, sans connaissances professionnelles, presque tous Juifs. Le grand nombre d'intermédiaires qui, pour un gain immédiat, commettent diverses fraudes et tromperies, influent d'une façon désastreuse sur l'exportation des produits galiciens, en leur donnant mauvaise réputation à l'étranger ; d'autre part, il élève le prix des importations étrangères ou en abaisse la qualité. Les commerçants locaux sont souvent des agents de commerçants viennois ou tchèques, ce qui entrave encore la vente des produits peu nombreux de l'industrie galicienne. Les cercles agricoles se sont donné comme principale tâche de détruire le monopole juif dans le petit commerce des campagnes. La plupart d'entre eux organisent la vente des denrées d'usage journalier, quelques-uns font vendre les produits de la campagne et acheter les instruments agricoles, les semences, les engrais artificiels. Il existe même des « Unions commerciales » particulières qui facilitent la tâche des cercles agricoles, en étant pour eux des acheteurs en gros. Quelques magasins sont tenus par les cercles eux-mêmes et peuvent être considérés comme des associations de consommation ; d'autres sont affermés par les cercles à des personnes privées, ou bien fondés par des particuliers sous la raison sociale prêtée par les cercles. Les magasins de cette sorte ne sauraient être comparés aux sociétés de consommation, mais leur utilité est incontestable, car en faisant



concurrence aux Juifs, ils servent réellement les intérêts des consommateurs, donnent aux paysans de nouveaux moyens de gagner leur vie et leur font connaître les procédés commerciaux, si importants pour eux, mais qui leur étaient jus-

qu'ici totalement étrangers. La Diète a consacré, pour aider les cercles agricoles dans leur action industrielle et commerciale, un fonds de 25.000 florins, sur lequel on accorde aux cercles des prêts sans intérêt qui peuvent s'élever à la moitié de



leur propre capital ; en 1898, on accorda à 33 cercles 12.300 florins. En 1899, la Diète résolut d'augmenter ce fonds de 9.000 florins, pendant trois ans. Le comité principal des cercles entretient 2 inspecteurs exerçant un contrôle sur les magasins et fournissant les indications pratiques qui leur sont demandées. En outre, le comité a organisé, en 1895, quatre cours commerciaux.

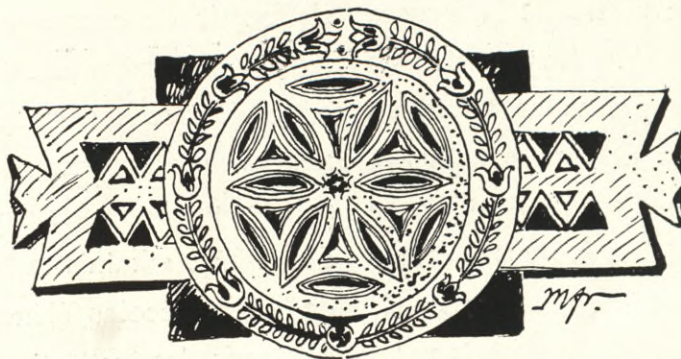
Nous terminons ici l'esquisse superficielle de la situation économique de la Galicie. D'après le peu que nous avons dit, on voit facilement que, depuis les débuts de l'époque constitutionnelle et surtout dans les dernières années, les efforts collectifs augmentent, et ont pour but d'améliorer la situation. Néanmoins, le progrès est peu sensible et ne correspond pas aux be-



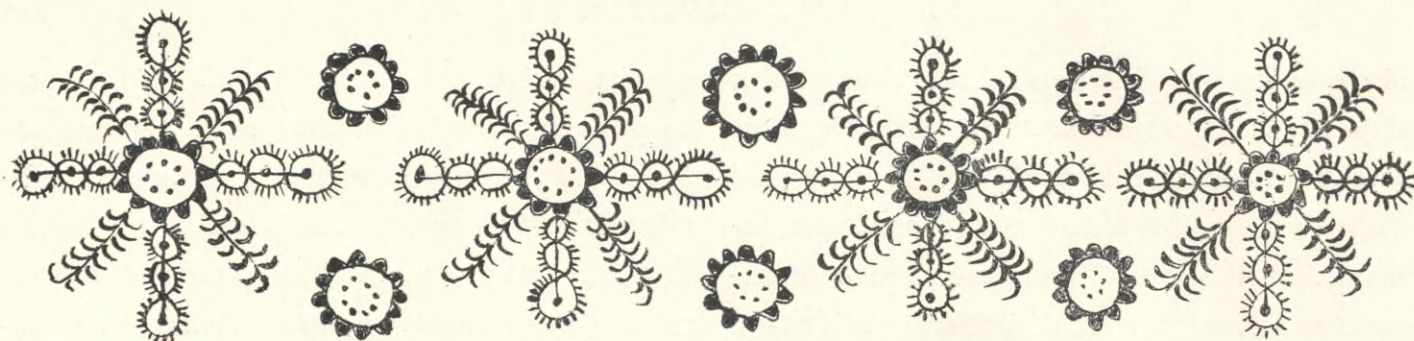
soins grandissants de la population, d'autant plus que les causes qui nuisent au bien-être, comme le trop grand morcellement de la propriété villageoise, ne diminuent pas leur néfaste influence. La Galicie se trouve en présence de l'alternative suivante : ou se dépeupler sensiblement par l'émigration, ou travailler beaucoup plus énergiquement au développement de la production locale, surtout industrielle. Cependant, cette dernière action, étant donné les conditions politiques, est presque impraticable. Seule, une

plus complète autonomie pourrait puissamment contribuer au développement de la situation économique, qui, disposant de ressources financières plus grandes, sauverait la Galicie.

D'autre part, l'extension du suffrage pourrait assurer une bonne direction à l'activité des autorités autonomes. Hélas ! la Galicie ne possède pas encore de programme étudié des réformes nécessaires, et le mécontentement général causé par l'état actuel des choses en est seulement à la période de fermentation.







Les territoires enlevés à l'ancienne Pologne au temps des partages et attribués finalement à la Prusse par le traité de Vienne de 1815, font partie actuellement de trois provinces. Ils forment : 1° le Grand Duché de Posen tout entier ; 2° la plus grande partie de la Prusse occidentale ; 3° une petite partie de la Prusse orientale (appelée Warmie). Les anciennes possessions prussiennes appelées autrefois en Pologne « Prusse Ducale » et portant actuellement en Allemagne le nom d'« Alt Preussen » constituent la majeure partie de la Prusse orientale d'aujourd'hui et une partie de la régence de Kurdzyn (Marienverda) en Prusse orientale. Et dans cette contrée, qui n'a pourtant jamais appartenu directement à la Pologne, il se trouve une certaine quantité d'habitants de race polonaise (les Mazours).

On peut distinguer deux époques dans la conduite du gouvernement prussien vis-à-vis des provinces annexées ; leur ligne de démarcation est constituée par la guerre franco-prussienne, l'unification de l'Allemagne et la lutte

entreprise par Bismarck contre le catholicisme (kulturkampf).

Durant la première période, caractérisée par une germanisation paisible, on reconnaissait que les Polonais appartenaient à une nationalité différente, et possédaient certains droits ; et l'on s'efforçait de conserver tout au moins l'apparence d'un traitement identique. Il faut rendre cette justice au gouvernement prussien que pendant cet espace de temps il eut certains mérites vis-à-vis des pays annexés. On y introduisit une administration régulière ; on ouvrit de bonnes écoles élémentaires et secondaires ; on fonda des institutions de crédit à l'usage de la grande propriété ; on améliora les voies de communication, etc. La régularisation du système aboli de la corvée fut conduite dans les provinces polonaises de la même façon que dans les provinces prussiennes, c'est-à-dire sans tendance politique. Pourtant, même à cette époque, on protégeait davantage le développement économique des autres provinces, si bien qu'actuellement les Allemands les plus acharnés affirment



que les provinces polonaises ont été négligées, et réclament énergiquement qu'on protège la production de cette partie du pays, — non pas, bien entendu, la production en général, mais seulement celle qui se trouve entre les mains allemandes. — C'est avant tout les écoles supérieures et spéciales (techniques, agricoles), que le gouvernement ne voulait pas tolérer dans le pays ; aussi tous les efforts pour en établir demeurèrent-ils sans résultats. La faveur témoignée à l'élément allemand et protestant, son opposition à l'élément polonais et l'immigration d'Allemands des autres provinces commencèrent dès le début.

Les biens de la couronne et du clergé, dont l'étendue était considérable, devinrent avant tout la proie de ce courant. De 1794 à 1798 on distribua aux Allemands 241 villages, sans compter les fermes isolées. Frédéric II, après le premier partage, avait défendu aux propriétaires terriens des provinces nouvellement annexées de séjourner à l'étranger ; par suite de cette interdiction, une grande quantité de domaines furent vendus et passèrent aux mains des Allemands. En même temps que la colonisation par les propriétaires, commença la colonisation par le peuple allemand. De 1772 à 1793 on installa, rien que dans les biens de l'État, 506 familles bourgeoises et 800 familles de paysans, soit ensemble environ 7.000 personnes. Frédéric-Guillaume III dépensait pour la colonisation, sur les revenus de la région de Posen,

50.000 marks par an, et, en plus, pour les années 1797-1807, il donna un supplément de 6.120.000 marks.

La seconde période correspond à la germanisation violente. Alors, on ne reconnaît plus l'autonomie nationale des Polonais, on leur refuse même les droits accordés par la Constitution à tous les citoyens de l'État, on promulgue contre eux des édits spéciaux et exceptionnels, on tend visiblement à les germaniser entièrement et à les reléguer dans une situation économiquement et socialement inférieure. La haine ouverte et officielle, non seulement du gouvernement, mais aussi de la plus grande partie de la société allemande, éveilla la résistance des Polonais, bien qu'ils n'eussent à opposer à la puissance d'un grand État que les très modestes ressources d'une peu nombreuse collectivité. Il en est résulté une guerre de race acharnée, à laquelle prennent part toutes les classes de la société





polonaise ; et dans aucune autre partie de la Pologne les classes populaires ne figurent aussi activement dans la défense des droits nationaux que dans celle qui est annexée à la Prusse. Dans le domaine économique, les représentants des deux nationalités, bien qu'ayant des milliers d'intérêts communs, emploient toutes leurs forces à s'écraser mutuellement, et il n'existe plus, actuellement, d'institution économique qui soit accessible aux deux camps à la fois.

Toutes les provinces de l'État prussien situées à l'est de l'Elbe, et, par conséquent, parmi elles, les provinces polonaises, le cèdent, au point de vue économique à la partie occidentale de l'État

et sont surtout agricoles. Nous en serons convaincus par les résultats du dernier recensement spécial exécuté en décembre 1895. On y divise en cinq catégories toutes les sources de revenu de la population : *a*) agriculture, jardinage, élevage, culture forestière, pisciculture ; *b*) mines, hauts-fourneaux, industrie, constructions ; *c*) commerce, communications et industries du logement (hôtels, auberges, etc.) ; *d*) domesticité et travail loué de différente nature ; *e*) service de l'État, civil et militaire, et professions libérales ; *f*) professions non déterminées ou non déclarées. Or, pour les provinces qui nous occupent, voici les résultats du recensement :

	Nombre d'habitants qui travaillent, y compris les domestiques	A	B	C	D	E	F
Prusse orientale. . . . .	1.981.627 (100%)	1.171.300	368.586	138.271	59.394	103.766	140.310
Prusse occidentale . . . . .	1.469.119 »	822.666	317.906	112.062	41.335	85.900	89.250
Posnanie . . . . .	1.774.046 »	1.053.351	366.966	130.877	33.932	91.627	97.293

La partie orientale de l'État prussien se distingue aussi par l'étendue considérable de la grande propriété. La statistique de la propriété n'a pas été étudiée en Allemagne de nos jours ; aussi ne pouvons-nous fournir de données précises. Généralement, on estime que la grande propriété occupe : en Prusse orientale, 40,85 % ; en Prusse occidentale, 45,41 % ; dans le Duché de Posen, 55,81 % de la superficie totale. Le système de régularisation des corvées appliqué en Prusse a contribué à cette remarquable supériorité de la grande propriété.

Le droit d'acquérir en toute propriété les terres possédées (et, en même temps, de supprimer toutes servitudes) ne fut accordé d'abord qu'aux grands propriétaires villageois, par différents édits, de 1811 à 1836. D'autre part, le gouvernement n'entreprit aucune action pour faciliter l'opération. « Aussi, dit le professeur Goltz, on admit comme principe que l'indemnité fût payée en terre, et, comme moyenne, que le paysan qui allait posséder avec faculté d'héritage, remit 1/3 de ses terres aux seigneurs, et la moitié pour la propriété sans héritage ». En 1850 seu-



lement furent ouvertes des banques à rentes, avec les obligations desquelles les paysans pouvaient payer l'indemnité en cas d'entente avec les seigneurs. Cette même année, on promulgua une loi ayant trait au rachat de la petite propriété villageoise ; mais une grande partie en était déjà irrévocablement réunie aux biens des seigneurs. Cette prédominance de la grande



propriété devint funeste pour le pays et pour les grands propriétaires eux-mêmes.

La population agricole, dépourvue de propriété, recommença à abandonner sa contrée natale pour se mettre à chercher de meilleures conditions d'existence, soit dans les autres provinces de l'État prussien, soit en dehors de ses

frontières, soit même au-delà de l'Océan. Les provinces de l'Est commencèrent à souffrir du manque d'ouvriers agricoles, et quand la concurrence américaine amena une crise et un abaissement du revenu des terres, les grands propriétaires n'eurent plus de raisons pour s'opposer au développement de la petite propriété auquel



tendait la population agricole. Au contraire, le morcellement d'une partie de son domaine devint souvent pour le grand propriétaire l'unique moyen d'en sauver le reste, et l'augmentation de la population agricole donna l'espoir de trouver plus facilement des travailleurs sur place.

Le parcellement est protégé, dans l'État prussien, par les Commissions générales, qui organisent, depuis 1891, des exploitations par les paysans, qui en remboursent la valeur par voie d'emprunt amortissable. Dans le Duché de Posen et la Prusse occidentale fonctionne aussi (depuis 1886) la Commission colonisatrice, destinée spécialement à l'installation des Allemands. Des institutions privées, allemandes ou polonaises, travaillent aussi dans ce sens. L'étendue de la petite propriété augmente chaque année. Deux ans à peine après la promulgation de la loi sur les installations par rente, le professeur Lering estimait que la propriété villageoise de tout l'État avait récupéré une étendue de terres égale à celle qu'elle avait perdue de 1816 à 1860.

Parmi les grandes propriétés des provinces dont nous nous occupons, se rencontrent d'immenses *latifundia*. C'est ainsi qu'en 1887 il y avait, comme propriétaires possédant 5.000 hectares et plus :

	Nombre de Propriétaires	Surface possédée	En prés et champs
En Prusse orientale . .	11	67.619 hect.	34.000 hect.
En Prusse occidentale. .	14	105.996 »	48.000 »
Duché de Posen . . .	33	300.716 »	147.310 »

Très nombreux sont aussi, dans cette partie de l'État prussien, les ordinations, majorats et fidéi-commis. La loi en favorise la fondation en n'exigeant des bénéficiaires que la seule attestation qu'ils ont au moins 7.500 marks par an. Dans le Duché de Posen, 14 ordinations se trouvent entre les mains de Polonais.

Quant au rapport que présentent entre elles les deux nationalités, dans la grande propriété, on peut dire que, en Prusse occidentale, la noblesse polonaise constitue à peine 6 à 7 % de l'ensemble des propriétaires, et que, dans le Duché de Posen, d'après les évaluations privées, en 1895, la grande propriété allemande possédait 4.372.912 arpents prussiens (1), tandis que les Polonais n'en avaient que 2.409.758. Parmi ces terres polonaises, 61.580 arpents faisaient partie des biens du clergé et le reste se trouvait entre les mains de 665 propriétaires privés.

Les plus grandes étendues sont possédées par 277 personnes appartenant à 62 familles ; chaque famille possède plus de 10.000 arpents ; en moyenne, pour une famille, on en compte 27.000 ; pour un propriétaire, 6.500.

Nous avons déjà parlé des moyens qu'emploie le gouvernement pour la colonisation des provinces polonaises par la noblesse allemande, mais l'initiative privée, aidée d'ailleurs par le gouvernement, fait aussi beaucoup dans ce sens. Entre autres, un fait caractéristique est la provenance de l'énorme fortune de M. Kenneman,

(1) 1 arpent prussien = 1 hectare.



un des fondateurs de la Société « La Ratiste ». Il y a un peu plus de cinquante ans, il arrivait dans le Duché en qualité de régisseur ; aujourd'hui, il possède 14.500 hectares. Bien qu'il fût un agriculteur et administrateur peu ordinaire, il faut bien reconnaître qu'il ne serait jamais parvenu à une pareille fortune s'il n'avait eu à sa disposition les capitaux nécessaires, à 2 %, tandis que le taux habituel est de 6 % ou même plus. Une certaine quantité de terre polonaise est aussi passée dans des mains étrangères, à cause de la germanisation de ses propriétaires par suite de mariages mixtes. Les immenses domaines appartenant autrefois aux Opalinski (Koz'min, Radlin, etc.), furent donnés avec la main de leur dernière propriétaire, une Sapicha, au général prussien Kalkreuth. A la mort du général, le gouvernement, tuteur de ses enfants, dut vendre les biens, mais il les vendit exclusivement à des Allemands. Aussi, quand le père ou le grand-père du Prince Radolin, actuellement ambassadeur à Paris, voulut acquérir le village de Radlin, le gouvernement n'y consentit qu'à la condition qu'il vendrait aux Allemands une autre terre d'égale étendue. Aujourd'hui, la famille des Radolmski est allemande, et, par là même, une étendue de 20.000 arpents est perdue pour la propriété polonaise. La cession des grandes propriétés aux Allemands s'accéléra surtout après la fondation de la Commission de Colonisation, car, justement à cette époque, la situation des grands propriétaires était déplo-

rable, et la Commission acquérait volontiers les biens qu'on lui offrait, en les payant à bon compte. D'ailleurs, la situation des grands propriétaires allemands n'est pas meilleure ; nous en avons la preuve dans ce fait que la Commission, sous l'influence des Allemands intéressés, a acquis, ces temps derniers, plus de biens allemands que de biens polonais. En 1899, par exemple, elle acheta aux Allemands, en Russie occidentale et dans le Duché de Posen, 19 domaines nobles, 9 propriétés domaniales autonomes et 7 propriétés de paysans, et seulement 4 domaines et 6 propriétés aux Polonais. Les domaines polonais (tous situés dans la régence de Bydgoszcz (Bromberg) comprenaient 2.191 hectares, les propriétés villageoises, 375 hect.

Dans les petites propriétés, il nous faut distinguer quatre catégories : la propriété parcellée, la menue propriété villageoise, la moyenne propriété villageoise et la grande propriété villageoise. La caractéristique des terres polonaises annexées à la Prusse est précisément l'existence de cette grande propriété villageoise, inconnue en Galicie. Cette classe, aisée et assez instruite, est un des plus importants éléments de la vie nationale. Comme nous n'avons aucune statistique nouvelle, il faut nous en rapporter, pour avoir une idée telle quelle de la situation des paysans, à la statistique des exploitations agricoles, appuyée sur les résultats du dernier recensement professionnel de 1895. Il faut bien se souvenir qu'on y compte, non les biens,



menté ; mais cette augmentation n'est pas égale à l'augmentation de la superficie agricole totale de cette province, si bien que l'importance de ces exploitations dans la production générale de la province a diminué ; la superficie moyenne y est tombée de 39,60 à 39,15.

Toutes les autres catégories d'exploitations agricoles ont augmenté leur nombre aussi bien que la superficie qu'elles occupent ; relativement, les exploitations villageoises moyennes (5 à 20 hect.) sont celles qui ont le plus augmenté au point de vue de leur rapport à la superficie totale, surtout en Prusse occidentale. Cependant, leur étendue moyenne a subi un certain amoindrissement, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

	1882	1895
Prusse orientale . . . . .	10 h. 75	10 h. 15
Prusse occidentale . . . . .	10 59	10 3
Duché de Posen . . . . .	10 68	10 57

Nous arrivons à des résultats analogues en étudiant les exploitations établies sur terres affermées, dans le Duché de Posen. En 1882, il existait 14.519 exploitations de ce genre ; en 1895 il y en avait 22.724 sur des terres affermées pour de l'argent, et 1.298 sur terres affermées contre une partie des récoltes (11,03 % et 0,83 % du nombre total des exploitations).

En 1895, la superficie des exploitations sur terres affermées ne surpasse pas de beaucoup cette superficie en 1882 (272.599 hect. et

271.424 hect.). Il faut remarquer un fait caractéristique : en 1882 les exploitations supérieures à 100 hect. occupaient 82,65 % de la superficie totale des terres affermées ; en 1895 elles n'en constituaient que 74,59 % ; en chiffres absolus : 203.323 hect. en 1895, et 224.332 hect. en 1882. En revanche, la coopération de toutes les autres catégories y a augmenté, et surtout les exploitations sur parcelles inférieures à 2 hect. (de 2,68 % à 7,99 %) et les exploitations villageoises moyennes, c'est-à-dire de 5 à 20 hect. (de 5,59 % à 9,12 %).

Les exploitations de la dernière catégorie, prises en général, occupent à peu près tout le temps de travail de la famille et suffisent, tant bien que mal, à ses besoins. Les exploitations villageoises moindres ont augmenté leur participation de 2,72 à 4,44 % ; les grandes exploitations villageoises de 6,36 à 6,86 %. Il faut remarquer que la période comprise entre 1882 et 1895 est considérée, pour tout l'État allemand, comme une des plus prospères, justement au point de vue des exploitations villageoises moyennes.

Nombreuses sont les institutions qui favorisent le morcellement des terres, mais toutes ont un caractère national, soit allemand, soit polonais. Ce mouvement a été particulièrement actif dans le duché de Posen et en Prusse occidentale. A la fin de 1893, il fut reconnu que sur 1.490 nouvelles installations pour tout l'Empire, 524 se trouvaient entre les mains des Polonais,



et que les Polonais constituaient la moitié des agriculteurs installés dans le Duché de Posen et en Prusse occidentale. Les hakatistes poussèrent des cris d'indignation, en déclarant que les commissions employaient « l'argent allemand » à « poloniser » les provinces frontières.



Sous l'influence de ces cris, la Commission de Bydgoszcz (Bromberg), dans le rayon d'action de laquelle se trouvaient les deux provinces en question, exige, depuis 1893, que les agriculteurs installés soient Allemands dans un certain pourcentage, en rapport avec celui de la population allemande sur la population totale d'une contrée. Comme les Allemands constituent la plus grande partie de la population des villes, cette exigence, « juste » en apparence, est, en réalité, très dure et influe d'une façon néfaste sur l'action de la Commission de Bydgoszcz. Beaucoup d'agglomérations n'ont pu être menées à bonne fin, faute d'un nombre



suffisant d'Allemands, d'autant plus que « les catholiques d'origine allemande mariés à des Polonaises ne peuvent être comptés au nombre des Allemands », ainsi que l'a déclaré la Commission au sujet du morcellement de Praskowo, etc....

A la fin de 1896, à l'aide de la Commission, on avait fondé, pour tout l'État, 4.552 nouvelles installations, et on en avait acheté 1.836 aux propriétaires adjacents. La statistique officielle ne dit pas combien de ces installations doivent être attribuées aux provinces polonaises; on ne peut obtenir quelques données qu'en consultant la nationalité des agriculteurs installés. Or, parmi eux, il y avait 3.983 Allemands, 1.975 Polonais et 142 « Mazours » officiellement inscrits séparément.

La Commission de Colonisation, créée, en 1886, pour la germanisation du Duché de Posen et de la Prusse occidentale, a une tâche spécialement anti-polonaise. Son premier capital, tiré de la caisse de l'État, et provenant par conséquent en partie des impôts polonais, s'élevait à 100 millions de marks, auxquels on ajouta plus tard 100 autres millions. La colonisation s'organise d'après un plan déterminé, agglomérant le plus grand nombre de colons dans les districts frontières ou dans les provinces les plus polonaises. La Commission partage les biens qu'elle achète en exploitations agricoles distinctes, élève des bâtiments, fait les amendements, enfin bâtit des églises (presque exclu-

sivement protestantes) et des écoles, après quoi elle peuple de colons le village ainsi constitué. On les dispense d'impôts pour trois années, on leur vend bon marché le bétail et on leur fournit gratuitement des arbres à fruits; de plus, on leur fait toutes les concessions possibles au point de vue du paiement de la rente d'amortissement.

Malgré tous ces avantages, la tâche la plus difficile de la Commission consiste à faire venir des colons du fond de l'Allemagne. L'ancien et naturel « Drang nach Osten » allemand et sa rénovation artificielle ne réussissent guère. Malgré les facilités qui leur sont accordées, les bons agriculteurs allemands ne sont pas attirés par ces « frontières orientales » où ils rencontrent des conditions d'existence absolument différentes de celles qu'ils ont chez eux. Dans ces dernières années, une certaine quantité de colons est fournie par les Allemands émigrant de Russie ou provenant des anciennes colonies allemandes organisées en Galicie par Joseph II. Parmi les arrivants, beaucoup ont déjà abandonné les terres qui leur avaient été distribuées, d'autres ont fait faillite, quelques-uns ont dû être rapatriés par la Commission elle-même comme impropres au travail des champs. En 1896, on dut faire saisir 3 colons, et 39 autres cédèrent volontairement leurs exploitations à d'autres colons allemands. Par le dernier compte-rendu, datant de 1899, nous apprenons qu'à la fin de cette année-là, la Commission avait acquis



130.899 hectares pour une somme totale de 87.700.426 marks, dont elle avait acheté à des Polonais 78.053 hect., soit 59.63 %, au prix de 54.262.904 marks; à des Allemands 52.846 h. (soit 40,37 %), au prix de 437.522 marks.

On a distribué 61.846 hectares à 3.616 familles de colons comme vendus en toute propriété ou affermés. Cette superficie comprend 130 villages allemands, dont 92 sont déjà complètement habités et organisés politiquement en communes paysannes. Le compte-rendu affirme que les communes ont une bonne organisation, « et sont, au point de vue national, protégées contre les influences du dehors ». Un village colonisé ordinaire se compose de 35 exploitations et de 660 hectares de superficie. Parmi les familles installées, 38,6 % proviennent du Duché de Posen et de la Prusse occidentale; le compte-rendu évalue le nombre des colons (y compris leurs familles) à 22 ou 24.000 personnes. La colonisation allemande des provinces polonaises engloutit définitivement d'importantes sommes, mais l'État prussien est prêt à déposer sur l'autel de la germanisation des offrandes encore supérieures, d'autant plus qu'on peut en faire supporter une partie par les Polonais eux-mêmes.

Des institutions allemandes privées, ayant à leur tête la Landbank hakatiste (fondée en 1894) ont une action comparable à celle de la Commission officielle de Colonisation.

A la fin de 1896, la Landbank avait acheté, pour les parceller entre Allemands protestants,

15 domaines, soit 67.950 arpents prussiens; mais ce partage rencontre beaucoup d'obstacles.

La colonisation allemande dans les provinces dont nous nous occupons avait déjà lieu au temps de l'indépendance de la Pologne. Des grands seigneurs polonais, comme les Opalinski, les Sapieha, etc., pour augmenter les revenus de leurs immenses domaines, dépeuplés par les guerres ou les épidémies, y faisaient venir, dans des conditions avantageuses, des Allemands déguisés sous le nom populaire de Hollandais (*Olendry*). C'est d'alors que datent quelques 150 colonies, dispersées çà et là et que le peuple polonais appelle les *Olendry*. Parmi elles se trouvent les villages devenus dernièrement célèbres des catholiques « Bamby » (aux environs de Posen), qui se sont complètement polonisés et n'ont conservé que l'ancien costume des paysans allemands. Nous avons déjà parlé de la colonisation officielle, depuis les partages. Après l'abolition du système de corvées, les paysans polonais, non encore habitués au nouvel état de choses, cultivèrent maladroitement et perdirent souvent leur patrimoine. C'est alors que se forma parmi les Allemands la conviction que le paysan allemand en concurrence avec le paysan polonais remporte facilement la victoire. Actuellement, pourtant, la situation a changé, et, ainsi que l'assurent les professeurs Conrad et Halli, « le paysan allemand s'est perverti, s'enivre d'une façon bien plus grave et fait souvent faillite, tandis que le paysan polonais, qui a de moindres





besoins et est devenu plus sobre, arrive à prendre sa place. On pourrait citer des villages entiers qui, il y a 40 ans, étaient habités exclusivement par des Allemands, et, où à présent, il n'y en a plus qu'un seul ou quelques-uns ! »

Bien que les voix allemandes exagèrent parfois volontairement à ce propos, la société polonaise, en observant le travail de la Commission de Colonisation, en arrive à se convaincre en effet que, dans la lutte pour la terre avec les Allemands, les paysans constituent le plus sûr des éléments polonais ; aussi le morcellement est-il actuellement l'une des tâches les plus importantes de la politique nationale sous la domination prussienne.

Comme réplique à la Commission de Colonisation, on fonda à Posen, en 1888, la Banque Foncière. Le capital de fondation s'élevait à 50.000 marks, et, d'autre part, on décidait

une émission de 1.200.000 marks en actions.

Elles ne furent définitivement payées qu'au 1<sup>er</sup> juillet 1891. En attendant, la Banque avait commencé à fonctionner sous l'intelligente direction d'Alexandre Chrzanowski et du D<sup>r</sup> Thadée Kalkstein. Au début, on hésita entre le sauvetage de la grande propriété et la fondation de nouvelles colonies paysannes, mais on acquit bientôt la conviction que, seul, le morcellement pouvait avoir une réelle importance au point de vue national, et, actuellement, la Banque Foncière est devenue exclusivement une institution de morcellement. Elle n'intervient d'ailleurs réellement qu'en qualité d'intermédiaire, vendant les propriétés aux risques et profits de leurs possesseurs. Comme, eu égard à ses statuts et par suite du manque de fonds, la Banque ne pouvait pas acheter des domaines en toute propriété, on entreprit de fonder des associations foncières aidées par la Banque, et on arriva ainsi à presque tripler l'importance du morcellement.

Tant que les Commissions générales ne firent pas de politique, la Banque Foncière s'occupa surtout de faciliter les formalités et actes nécessaires pour l'obtention de prêts amortissables. Mais, depuis 1885, les Commissions générales suscitent à la Banque des difficultés de plus en plus grandes, et les autorités administratives lui causent des ennuis chaque fois qu'elles le peuvent. Par conséquent, le morcellement polonais doit, de plus en plus, compter seulement sur ses propres forces. La Banque Foncière, par la



direction prudente et habile de ses affaires et par le paiement régulier de 4 % d'intérêt par action, a inspiré une confiance générale, si bien que les émissions supplémentaires de 1.800.000 marks ont été facilement couvertes.

A la fin de 1898, la Banque avait organisé 1.460 colonies sur une superficie de 16.700 hect. vendus aux colons pour 10.940.107 marks, dont près de 4 millions avaient déjà été payés. En même temps que la Banque, d'autres associations foncières travaillent à la colonisation polonaise, à Posen et Thorn, ainsi que les associations de morcellement locales, comme celles d'Olobsk, Gorzykow, Pinczyn, etc. On ne peut connaître exactement les résultats de cette lutte de deux nationalités pour la possession de la terre; à la fin de 1897, on estimait que la petite propriété polonaise dans le Duché de Posen comprenait 2.993.958 hect., et la petite propriété allemande 1.496.479.

Outre les indications sur les différences de grandeur des exploitations que nous avons obtenues en comparant les deux recensements professionnels de 1882 et de 1895, nous pouvons en tirer des remarques sur beaucoup d'autres changements survenus parmi la population agricole. Pour ne pas trop allonger cette analyse, nous nous occuperons seulement du Duché de Posen, comme étant la province qui nous intéresse le plus. La population agricole du Duché de Posen a diminué, en treize ans, de 23.776 personnes. En 1882, sur 1.000 habitants, 647,7

personnes vivaient de l'agriculture; en 1895, il n'y en avait plus que 593,8. Cependant, si nous considérons les chiffres de plus près, nous nous convainquons que la population travailleuse de cette catégorie (en y comprenant, naturellement, les personnes qui vivent d'une rente foncière) n'a aucunement diminué, mais qu'au contraire elle a augmenté de 9.303. Toute la diminution est par conséquent supportée par la population improductive que les travailleurs entretenaient; en d'autres termes, les membres des familles de paysans cherchent plus qu'auparavant à travailler à part. Mais, parmi la population travailleuse elle-même, on remarque de curieux changements. Voici entre quelles catégories elle se divise :

CATÉGORIES	EN 1895	EN 1882
Propriétaires, fermiers et administrateurs . . .	86.845 (21,45 0/0)	71.474 (18,08 0/0)
Régisseurs et employés .	9.415 (2,33 0/0)	1.642 (1,93 0/0)
Travailleurs des champs.	308.626 (76,22 0/0)	316.276 (79,99 0/0)





D'après ce tableau, nous voyons que le nombre des personnes comprises dans les deux premières séries a augmenté relativement et d'une façon absolue, tandis que le nombre des personnes de la troisième a diminué d'une façon absolue et relativement : en 1895, il y avait 7.650 ouvriers agricoles de moins qu'en 1852. Ces données confirment la conclusion à laquelle nous amenaient déjà les changements survenus dans l'étendue des exploitations, c'est-à-dire que, parmi la population agricole, contrairement au développement de l'industrie, le nombre des travailleurs indépendants (sur leurs propres terres ou sur des terres affermées) augmente dans le Duché de Posen. Au contraire, le nombre des travailleurs en service diminue. Ce n'est d'ailleurs pas une spécialité du Duché de Posen ; on peut tirer du recensement de 1895 ces mêmes conclusions pour l'Allemagne tout entière.

Cependant, une exploitation agricole n'absorbe pas toutes les forces de son propriétaire ; au contraire, un plus grand nombre d'agriculteurs indépendants cherchent un travail supplémentaire. Parmi les 86.854 propriétaires, fermiers et administrateurs du Duché de Posen, 12.616 personnes avaient un revenu supplémentaire, soit 14,53 %, alors qu'en 1882 on ne comptait que 6.474 propriétaires de ce genre, soit 9,06 %. Au contraire même, on peut dire que le travail agricole dans une exploitation leur appartenant est devenu une occupation supplé-

mentaire pour des travailleurs de tout genre. En effet, parmi les agriculteurs indépendants, ayant des occupations :

	Indépendantes	Dépendantes	
En agriculture . . . . .	41,78 ‰	36,58 ‰	
Dans le commerce et l'industrie . . . . .	8,31 ‰	7,15 ‰	
En travail loué variable ou entre professions . . . . .		0,54 ‰	5,64 ‰
	50,09 ‰	44,27 ‰	5,64 ‰
	Ensemble : 100 ‰		

L'émigration vers l'Amérique a commencé plus tôt sous la domination prussienne que dans les autres provinces polonaises. Le grand nombre d'habitants qui n'ont pas de terre ou qui en ont très peu, le manque d'industrie, le développement de l'instruction et l'augmentation des besoins de la population, enfin les persécutions politiques et religieuses, ont été la cause de ce mouvement.

L'émigration outre-mer des habitants du Duché de Posen ou de la Prusse occidentale date déjà d'avant la guerre franco-allemande, mais elle n'a pris de grandes proportions que depuis cette époque. Son apogée a eu lieu en 1880 et a duré, dans le Duché de Posen, pendant dix ans. En Prusse, elle a diminué un peu plus tôt. En général, de 1881 à 1890, l'émigration absorba dans ces provinces à peu près tout l'accroissement naturel de la population. Durant cette période, l'accroissement annuel naturel



s'élevait, pour la Prusse occidentale, à 15,7 sur 1.000 habitants ; pour le Duché de Posen, à 16 ; l'émigration moyenne était, pour la première province, de 13,7 (hors des frontières 9,3 ; en Allemagne, 5,3) ; pour la



tion définitive ou temporaire vers les terres allemandes, surtout en Westphalie, dans la Prusse Rhénane, en Saxe et à Berlin. De 1885 à 1895, le Duché de Posen seul a envoyé 119.000 personnes dans les provinces alle-

mandes de l'est. En 1898, d'après les calculs de la Chambre agricole de Posen, 41.727 personnes partirent du Duché pour l'Allemagne. La cause de cet accroissement est le développement inouï de l'industrie allemande qui réclame actuellement plus de forces ouvrières que les provinces allemandes ne peuvent lui en fournir. Les émigrants polonais qui restent en Allemagne définitivement ou pour un temps assez long, trouvent de l'ouvrage dans les mines, les fabriques, l'industrie du bâtiment, etc. Les autres reviennent chez eux à la fin des travaux de la campagne. On a calculé que les *obiezysasi* du Duché de Posen jouissent dans les provinces allemandes de l'ouest d'un salaire beaucoup plus élevé et rapportent chez eux environ 8.000.000 de marks par an. Beau-

Après 1890, l'émigration outre-mer diminue, et, durant les deux dernières années, elle ne dépasse pas annuellement 2.500 personnes des deux provinces, alors qu'en 1881 elles donnaient ensemble 46.666 émigrants.

En 1898, d'après les calculs de la Chambre agricole de Posen, 607 personnes à peine émigrèrent du Duché de Posen de l'autre côté de l'Océan. Pour la Prusse orientale, le mouvement d'émigration y a toujours été faible. En 1881-90 il atteignit 2.000 personnes par an ; actuellement, il n'en donne même pas 500.

Durant les dix dernières années, en revanche, on voit se développer plus que jamais l'émigra-

tion définitive ou temporaire vers les terres allemandes, surtout en Westphalie, dans la Prusse Rhénane, en Saxe et à Berlin. De 1885 à 1895, le Duché de Posen seul a envoyé 119.000 personnes dans les provinces alle-



coup d'entre eux, avec les économies qu'ils ont faites durant un long travail à l'étranger, augmentent la terre qu'ils possèdent par héritage, achètent une petite exploitation agricole ou bien une maison et un jardinet dans quelque petite ville. L'émigration des agriculteurs des provinces orientales de l'État prussien est si considérable que les travaux des champs ne pourraient s'y exécuter sans l'immigration de travailleurs du royaume de Pologne et de Galicie. En 1886, Bismarck chassa de l'Empire 40.000 Polonais, sujets étrangers, mais l'agriculture ne peut se passer de ces arrivants, aussi le gouvernement prussien est forcé de les tolérer et leur nombre augmente tous les ans. La plus grande partie des émigrants polonais des États-Unis provient, jusqu'à présent, de l'État prussien ; actuellement, ils peuplent rapidement les provinces allemandes dont nous avons parlé ; Berlin et ses environs comptent 70.000 Polonais ; la Westphalie et la Prusse Rhénane en ont plus de 100.000 (les districts de Gelsenkirchen et Recklinghausen comptent déjà plus de 20 % de population polonaise).

En général, il se trouve en Allemagne à peu près 300.000 Polonais qui proviennent surtout du Duché de Posen et de la Prusse occidentale.

Le voisinage des Allemands et leur exemple ont eu une influence favorable sur le système agricole et administratif des exploitations polonaises dans les provinces annexées à la Prusse. Elles servent d'exemple pour celles des autres

parties de la Pologne et beaucoup de jeunes gens du Royaume ou de Galicie se placent comme stagiaires dans les exploitations agricoles du Duché de Posen. Il nous faut aussi faire observer que la législation prussienne favorise beaucoup les améliorations des terres et la fondation des sociétés de crédit ; d'autre part, le grand développement économique de l'Allemagne produit la facilité de crédit dans tout l'État. Aussi les exploitations agricoles villageoises s'y trouvent dans une situation supérieure à celle qu'ils ont dans les autres parties de la Pologne. La plus grande partie de la terre cultivée des trois provinces soumises à la Prusse est consacrée au seigle. Le second rang est occupé, en Prusse orientale, par les pommes de terre et l'avoine ; ensuite, en Prusse orientale et occidentale, viennent le froment et l'orge ; dans le Duché de Posen, l'orge et le froment. Les betteraves à sucre sont cultivées surtout dans le Duché de Posen ; la superficie qu'elles y occupent est douze fois plus grande que celle qu'elles occupent en Galicie, bien que la Galicie soit plus de deux fois et demie plus vaste et plus de trois fois plus peuplée. Quant aux récoltes, c'est le seigle et le blé qui sont le plus abondants ; le froment, l'avoine et l'orge viennent en première ligne pour la Prusse occidentale ; c'est aussi dans cette province que les prairies donnent relativement le plus de foin.

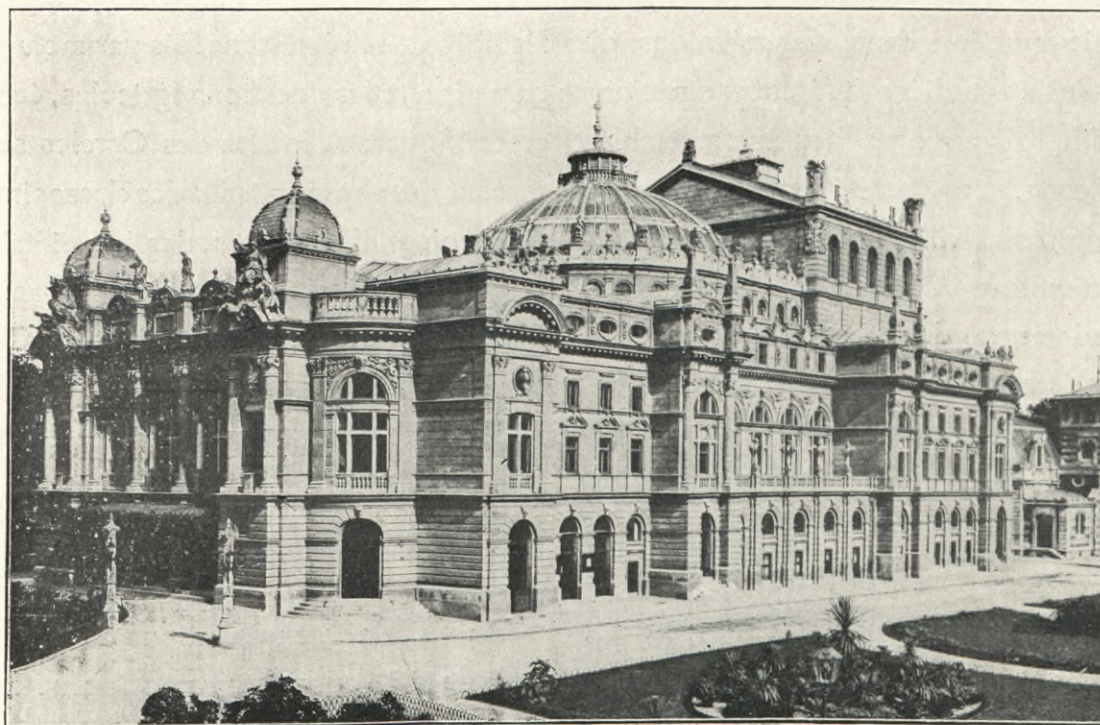
L'élevage du bétail est aussi très développé dans les trois provinces. Par rapport à la super-



ficie, le plus grand nombre de chevaux est possédé par les exploitations paysannes moindres et moyennes ; le plus grand nombre de porcs se trouve dans les exploitations sur parcelles. On se fera une idée du développement de l'élevage

en consultant le tableau ci-dessous, où nous comparons le Duché de Posen et la Prusse occidentale d'une part, avec la Galicie d'autre part. Pour la Galicie, les données datent de 1890 ; pour les provinces annexées à la Prusse, de 1895.

	Étendue en kilomètres carrés	Population	Chevaux	Porcs	Brebis	Bêtes à cornes
Galicie . . . . .	78.496 84	6.607.816	765.570	784.500	630.994	2.448.006
Duché de Posen et Prusse occidentale réunis. .	54.487 05	3.323.018	444.462	1.177.272	2.095.473	1.288.241



Parmi les institutions polonaises encourageant l'agriculture, il nous faut tout d'abord citer la Société centrale d'exploitation agricole pour le Duché de Posen.

La première Société d'agriculture polonaise fut fondée avant 1840, mais le gouvernement la

ferma presque aussitôt. Le mouvement reprit après la promulgation de la Constitution (1850). En 1861, six Sociétés départementales formèrent la Société centrale. Elle se mit aussitôt au travail avec zèle pour propager l'enseignement agricole au moyen de référés, congrès et



publications, et fonda un laboratoire spécial de chimie agricole, qui fut détruit en 1867 par un incendie. En 1870, la Société avait créé une école agricole à Zabikowo. Son développement prospère fut arrêté en 1877 par un décret de Bismarck qui en chassait les sujets étrangers, c'est-à-dire la plus grande partie des professeurs et des élèves. En 1898, onze Sociétés locales, comptant ensemble 626 membres, faisaient partie de la Société centrale. Les Sociétés locales ont une indépendance très étendue ; elles rendent compte de leur action dans des réunions où sont rapportées et étudiées différentes questions agricoles. Une fois par an a lieu une assemblée générale à Posen. La Société centrale protège les Cercles agricoles villageois, la Société centrale d'Horticulture et l'Association d'amélioration (amendements) de Posen.

Cette dernière est une institution technico-financière ; elle se charge de fonder des associations pour les eaux (drainage, etc.), entretient une correspondance avec les autorités, et ces institutions qui accordent des prêts d'amortissement, facilite les travaux préliminaires, et, enfin, exécute tous les ouvrages d'amélioration des terres. Le capital de l'Association s'élève à 55.000 marks fournis par les actions des membres et profite aussi d'un crédit à la Banque des Associations de travail. Durant ces dernières années, l'Association d'amélioration de Posen a exécuté pour 160 à 240.000 marks de travaux par an.

Le premier Cercle agricole villageois fut créé

en 1862 en Prusse occidentale. On se mit à fonder sur ce modèle d'autres Cercles dans le Duché de Posen. La Société centrale d'Exploitation agricole encourageait vivement ces fondations. En 1873, on avait fondé 13 Cercles dans le Duché de Posen. Cette même année, un propriétaire foncier, Maximilien Jackowski se chargea de défendre gratuitement les intérêts des Cercles et fut nommé Patron (avocat), emploi qu'il occupe encore aujourd'hui. En 1876, on promulgua des statuts modèles pour les Cercles. Ils doivent se réunir une fois par mois en séance : on y discute les questions agricoles, économiques et juridiques. A la tête des Cercles se trouvent surtout des représentants des classes intelligentes villageoises, des prêtres, des propriétaires ou des employés agricoles. Dix vice-patrons aident le Patron à protéger les intérêts des Cercles. En 1898, il existait 201 Cercles dans le Duché de Posen. Ils comptaient ensemble environ 8.000 membres. Outre l'assemblée annuelle des présidents et délégués à Posen, 20 congrès départementaux eurent lieu cette année-là.

On visita 234 exploitations dans 100 Cercles environ et on organisa 5 expositions. Les Cercles firent venir à frais communs, en 1898, environ 80.000 quintaux d'engrais artificiels. Sur l'initiative des Cercles, se créèrent des associations villageoises de drainage. A la fin de 1897, 32 associations avaient drainé environ 5.000 arpents (morgs). Durant l'année 1898 il s'en fonda 14 nouveaux et en 1899 on en organisa encore



10. Les Cercles favorisent aussi la création des Caisses villageoises du système de Raifaisen ; il en existe actuellement 11. Quelques-unes se développent parfaitement. La Caisse de Przement, par exemple, avait, en 1896, 350.000 marks en circulation, et les dépôts d'économies, dans cette seule paroisse, s'élevaient à 91.000 marks. Les ressources du Patronat sont très modestes. L'Association du Bazar, à Posen, donne par an 1.500 marks ; la Société centrale d'Exploitation agricole en donne 750, et, enfin, le legs du général Augustynowich rapporte par an 450 marks.

Il fut un temps où, dans les provinces dont nous nous occupons, sévissait l'usure, cultivée surtout, comme dans les autres parties de la Pologne, par les Juifs. Aux environs de 1873 on se mit à la combattre énergiquement à l'aide de prescriptions appliquées tout à fait impartialement par les tribunaux, et en fondant diverses Sociétés de crédit. Dès 1861, on fonda dans le Duché de Posen et en Prusse occidentale des Associations du système de Schultze de Delitsch. En 1873, elles formèrent « L'Union des Associations de salaires et d'agriculture du Duché de Posen et de la Prusse occidentale », à la tête de laquelle est placé actuellement, en qualité de Patron l'abbé Wawryniak. Malgré différentes tracasseries des Allemands, ces Associations et leur Union se développent d'une façon satisfaisante. En 1896, on comptait 101 Associations faisant partie de l'Union, dont 75 pour le Duché

de Posen, 8 dans les villages et 67 dans les villes. Parmi les membres, 35 % appartiennent à la bourgeoisie (marchands et industriels) ; 3% sont des propriétaires fonciers ; 2 % des fermiers et 60 % des paysans (propriétaires ou habitants de chaumières). La plus importante des Associations est la Banque des Industriels, à Posen, qui, en 1896, comptait 2.380 membres et plus de 4 millions de marks en circulation.

En outre, il existe encore 7 Associations ayant chacune plus de 1.000 membres ; quant à leurs affaires annuelles, pour plus de 6 Associations, elles se chiffrent par plus de 1 million de marks.

Toutes les Associations polonaises ne font pas partie de l'Union ; parmi les principales qui se tiennent à l'écart, citons l'Association foncière de Torun (Thorn) et la Banque populaire de Krotoszyn, qui a près de 8 millions de roulement. Pour fournir aux Associations les ressources





nécessaires, on fonda, en 1886, à Posen, une le reste est entre les mains des particuliers. Banque de l'Union des Associations de salaires et d'agriculture ; des 2.500 actions de 200 Nous donnons ci-dessous quelques indications sur le développement de ces Associations : tions :

	Nombre d'Assoc. appartenant à l'Union.	Nombre de Membres.	Coopération des Membres (en marks).	Réserve.	Dépôts d'économies.	Prêts contre billets.	Roulement annuel.
Année 1873. . . . .	43	7.668	623.483	74.296	2.600.869	3.301.408	3.739.702
— 1896. . . . .	101	35.987	4.483.176	1.754.789	19.078.036	25.539.093	27.009.273
— 1898. . . . .	107	37.777	6.109.103	1.984.434 34			32.825.357 97
Banque des Industriels à Posen . . . . .		2.380	988.886	173.283			4.422.204
Banque Populaire à Krotoszyn (1896) . . . . .			226.090	85.000	935.813	2.295.601	8.000.000 env.
Banque de l'Union des Associations (1898).			Capital souscrit environ. 500.000	172.436	5.010.510	15.208.056 67	98.593.031 13

Le recensement de 1895 a prouvé que l'industrie et le commerce des deux provinces dont nous nous occupons avaient pris une importance plus grande que par le passé. Par exemple, à Posen, la population industrielle (catégorie B du recensement) et commerçante (catégorie C du recensement) ont sensiblement augmenté.

Années	POPULATION INDUSTRIELLE		POPULATION COMMERÇANTE	
	Travailleurs	Population totale	Travailleurs	Population totale
1895	131.052	365.966	45.209	130.877
1882	104.162	296.696	35.597	115.603

Il faut remarquer ce fait caractéristique que la population vivant du commerce et de l'industrie a augmenté dans de plus fortes proportions que le nombre des travailleurs, c'est-à-dire que pour un seul travailleur, il y a à présent plus de personnes entretenues par son travail.

Pour ces deux branches d'activité, il s'opère,

dans le Duché de Posen, comme d'ailleurs dans toute l'Allemagne, une concentration par l'augmentation des proportions de chaque entreprise. Par conséquent, le nombre des personnes indépendantes (propriétaires ou directeurs) a diminué par rapport au nombre total des travailleurs, tandis qu'au contraire le nombre des employés et journaliers a augmenté, ainsi qu'on le verra dans le tableau suivant :

Population inscrite dans la catégorie B

	1895	1882
Propriétaires ou Directeurs . . . . .	31,20 %	41,49 % - 10,29 %
Employés . . . . .	2,75 %	2,23 % + 0,52 %
Journaliers . . . . .	66,05 %	56,28 % + 9,77 %

Population inscrite dans la catégorie C

	1895	1882
Propriétaires ou Directeurs . . . . .	37,08 %	49,89 % - 12,81 %
Employés . . . . .	8,59 %	7,19 % + 1,40 %
Journaliers . . . . .	54,33 %	42,92 % + 11,41 %





L'industrie est peu développée dans les provinces dont nous parlons et n'a pas l'espoir d'un meilleur avenir, au moins avant longtemps. Dans le domaine de l'industrie manufacturière, la concurrence des provinces de l'Ouest, très largement développée, lui nuira beaucoup, bien que l'État lui-même soit devenu plus bienveillant pour « les frontières de l'est » qu'il ne l'était précédemment. Le cordon douanier qui prive ces provinces de leur union naturelle avec la Lithuanie et le Royaume de Pologne, agit fatalement sur leur commerce et leur industrie. Cette influence néfaste agit surtout sur les ports de mer. Excepté les entreprises de construction de navires, en Prusse orientale et occidentale, de nombreuses scieries aux environs de Memel, on ne pourrait citer sporadiquement que quelques papeteries, fabriques de fer, verreries,

briqueteries à vapeur, etc. Une seule branche d'industrie est en pleine prospérité : c'est l'industrie agricole. La Prusse orientale produit à elle seule plus de bière que toute la Galicie, et l'on peut en dire autant de toute la Prusse occidentale et du Duché de Posen pris dans leur ensemble. Les brasseries ont un caractère presque exclusivement industriel. Leur production pour 1897 est indiquée dans le tableau suivant :

	Nombre de Brasseries	Bière fabriquée par 100 hectolitres	Il revient par habitant
Prusse orientale . . .	178	1.222 06	61
Prusse occidentale . . .	96	770	50
Duché de Posen . . .	146	663	34
Galicie (1896) . . .	134	1.024 181	
Empire d'Allemagne . .			99

Les distilleries, en revanche, ont surtout un caractère agricole. En Prusse occidentale et en Prusse orientale prises ensemble, sur 615 distilleries, 6 seulement appartiennent au type industriel. Dans le Duché de Posen on comptait, en 1897-1898, 488 distilleries agricoles et une seule industrielle. Dans les distilleries agricoles, on tire presque exclusivement l'esprit-de-vin des pommes de terre ; dans les distilleries industrielles, on le tire du blé.

La fabrication du sucre est peu développée en Prusse orientale ; en revanche, la Prusse occidentale ne compte qu'une seule raffinerie de moins que le Duché de Posen, mais la production de la première de ces deux provinces est à la production de la seconde comme 100 est à



179. Les raffineries du Duché de Posen comptent parmi les plus importantes de l'État, comme on le voit par le tableau ci-joint :

Fabrication du sucre en 1897-1898 :

	Nombre de raffineries	Quantité de betteraves travaillées par tonnes	Production totale en tonnes	En 12 heures de travail il se transforme le nombre suivant de tonnes de betteraves
Prusse orientale . . .	3	84.501	11.125	212
Prusse occidentale . .	19	776.685	106.511	275
Duché de Posen . . .	20	1 431.529	191.379	402
Empire d'Allemagne .				220
Galicie (1895-1896) .	3	73.123		

Le tableau suivant, datant de 1897, donne une idée du commerce maritime en Prusse orientale et en Prusse occidentale.

	BATEAUX ARRIVÉS				BATEAUX PARTIS			
	Avec cargaison		Sans cargaison ou sur lest		Avec cargaison		Sans cargaison ou sur lest	
	Bateaux	Tonnage	Bateaux	Tonnage	Bateaux	Tonnage	Bateaux	Tonnage
Memel . . . . .	383	100.802	377	174.983	774	270.942	33	16.113
Kœnigsberg. . . . .	1.561	317.851	29	8.976	1.532	332.088	166	37.526
Pillawa (Pillau). . . . .	298	176.901	157	48.163	286	126.933	120	92.041
Newforwasser (Dantzig) . . . .	1.563	570.842	237	122.592	498	503.751	328	193.078

Il serait difficile d'établir exactement quelle part prennent les Polonais dans le commerce des provinces dont nous parlons. En 1894, Bismarck dit, dans un discours aux Hakatistes qui lui présentaient leurs hommages : « La bourgeoisie moyenne est le côté faible des Polonais ».

Cette parole semble chaque année de moins en moins fondée. Durant ces dernières années, l'élément polonais a sensiblement augmenté dans les villes du Duché de Posen; et, bien qu'il se

Quant au mouvement commercial de la Vistule, on peut s'en faire une idée par les chiffres de 1896 qui prouvent qu'on importa à Dantzig 1.672.300 quintaux de marchandises diverses, particulièrement : du sucre, des briques (avec des tuiles et tuyaux de drainage), du froment, des navets, de la farine, des bois, des blés variés, etc. On exporta de Dantzig par le fleuve 2.591.230 quintaux métr. principalement de charbon de terre, de pétrole, de pierres, de fer brut, de fer manufacturé, de métal, de sucre (environ 1/6 importé), de ciment, de bois, d'asphalte, de boissons, de farine (500 quintaux de plus qu'il n'en est importé), d'huiles et graisses, enfin de marchandises coloniales, etc.

compose surtout d'ouvriers, il n'en est pas moins vrai que le nombre des industriels et des marchands polonais a augmenté relativement dans de plus grandes proportions que le nombre des industriels et des marchands allemands. L'interdiction faite aux Polonais d'entrer dans les carrières administratives, conduit en nombre de plus en plus grand les jeunes gens instruits vers les occupations pratiques. Les Hakatistes poussent sans cesse des cris d'indignation, parce que les



Polonais prennent la place des Allemands dans l'industrie et le commerce ; ils citent, comme exemple, les faits qui se passent dans différentes localités. Ainsi à Inowroclaw il y avait :

	POLONAIS		ALLEMANDS	
	1885	1897	1885	1897
Commerces de denrées coloniales . . . . .	2	10	16	7
Boulangers . . . . .	0	8	15	20
Coiffeurs. . . . .	1	8	2	2

L'élément allemand est représenté, en grande partie, dans les villes du Duché de Posen, par les fonctionnaires de l'État faisant partie de différentes administrations (y compris celle des chemins de fer) et par ceux qui s'adonnent aux professions libérales. Ce sont surtout les Juifs qui assurent aux Allemands la supériorité économique dans les villes. Les capitaux, le grand commerce et l'industrie sont centralisés entre leurs mains. En chiffres ronds, d'après le recensement de 1890, il existait 44.000 Juifs dans le Duché de Posen ; sur ce nombre, 18 % à peine reconnaissent le polonais comme leur langue maternelle, et 130 se sont donnés comme parlant les deux langues ; les autres se considéraient comme Allemands. Vu la position que prennent les Juifs dans la lutte entre les deux nationalités et le rôle qu'ils jouent dans la vie économique en général, il faut estimer très heureux le fait qu'ils émigrent en masse, depuis 50 ans, du Duché de Posen à Berlin ou dans d'autres localités de l'Empire. En prenant comme base

la superficie du royaume de Prusse en 1849, nous voyons ce qui suit :

En 1849, le nombre des Juifs dans tout l'État était de 219.000, dont 80.000 dans le Duché de Posen et 9.500 à Berlin ; en 1895, il était de 295.000, dont 49.000 dans le Duché de Posen et 86.000 à Berlin.

En général, on peut dire que dans le Duché de Posen les ouvriers sont tous polonais, les commerçants à moitié polonais. Les Polonais possèdent surtout les drogueries, de fondation récente, beaucoup de magasins de denrées coloniales, les meilleurs établissements de vins, beaucoup de distilleries, de restaurants, d'auberges, etc. Le commerce du blé a aussi commencé à être l'apanage des Polonais : en 1898, on comptait 49 maisons coopératives polonaises dans 25 localités. Quant à l'industrie manufacturière, la fabrication des instruments et machines agricoles est représentée par un assez grand nombre de Polonais. En 1898, il y avait dans le Duché 18 fabriques de ce genre appartenant à des Polonais. Environ 10 briqueteries à vapeur, 29 moulins à vapeur, une fabrique importante d'ustensiles de distillerie, 4 fabriques d'objets de plomb et de cuivre, 12 petites fabriques de cigares, une de tubes à cigarettes, une de ouate, une de moutarde, une cinquantaine d'autres établissements semblables mais moins importants, constituent à peu près toute la grande industrie du Duché de Posen.

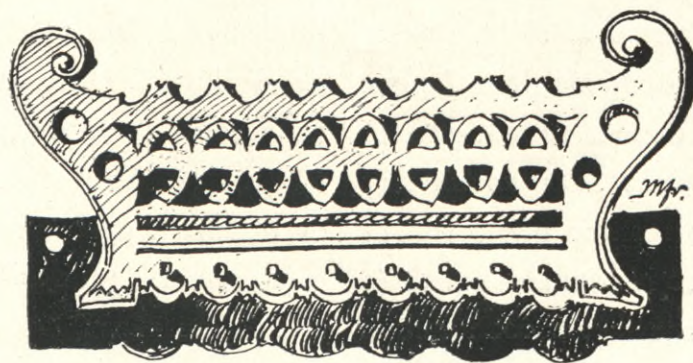
Le nombre des Polonais s'adonnant aux pro-



fessions libérales augmente aussi, bien qu'il y en ait encore relativement moins que d'Allemands. Les plus nombreux sont les membres du clergé, ce qui explique le rôle important qu'ils jouent dans la vie de la société polonaise. Mais, même parmi eux et dans le Duché de Posen, les Allemands sont de 21 %, alors que sur la population catholique, les Allemands représentent à peine 10 %. Parmi les médecins, il y a environ 40 % de Polonais et c'est encore pis pour les avocats.

Le fait est que le sentiment national et la résistance des Polonais se fortifient, et, par conséquent, la lutte n'est pas aisée pour les Allemands. Une augmentation importante du pourcentage de la population allemande est peu probable, étant donné le rapide accroissement de la population polonaise ; il serait plutôt pos-

sible, quoique la chose ne soit pas du tout facile, de faire descendre les Polonais à un niveau inférieur au point de vue économique, mais quand bien même tous les Polonais de ces provinces seraient des ouvriers ou des paysans, le pays n'en resterait pas moins polonais, et n'attendrait que des conditions plus favorables pour se réveiller à une nouvelle vie intellectuelle. La Silésie est le meilleur exemple de l'immense force élémentaire du peuple polonais. Dans les provinces dont nous nous occupons, la situation serait d'autant meilleure que, actuellement, les classes ouvrières y prennent une part consciente dans la lutte, et que l'importance de ces classes dans la vie générale de la société augmente aujourd'hui partout, et augmentera certainement de plus en plus dans l'avenir.







Depuis le commencement de l'existence historique de la Pologne, la Silésie a été la province la plus exposée à l'influence allemande. Au XIV<sup>e</sup> siècle, elle fut formellement cédée aux rois de Bohême par Casimir le Grand, et, depuis lors, elle n'a jamais été réunie à la Pologne. Plus tard elle devint, en même temps que la Bohême, une possession héréditaire de la maison de Habsbourg. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la plus grande partie en fut annexée à la Prusse. Durant ces événements, différentes parties de la Silésie furent peuplées par des colons allemands ; dans d'autres, toutes les classes supérieures se soumirent complètement à la germanisation, et, seules, les couches populaires, inconnues du monde entier, gardèrent la langue et les coutumes de leurs pères.

Environ vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle commence la renaissance de la vie polonaise en Silésie. Il se produit une nouvelle littérature locale polonaise, et l'on voit se resserrer les liens qui unissaient ce fragment de la race polonaise

au reste de la nation. Pourtant, de nos jours encore l'élément polonais se compose presque exclusivement des ouvriers et des paysans ; les classes éclairées sont très germanisées. Le sentiment de la nationalité, la solidarité avec les autres parties de la Pologne, se fortifient de plus en plus et se font remarquer même dans la vie économique, par exemple dans ce fait que des sociétés de salaires de la Silésie autrichienne appartiennent à l'Union de ces sociétés, en Galicie. Quoi qu'il en soit, la Silésie a subi des vicissitudes différentes de celles du reste de la Pologne, et sa vie économique s'est formée dans d'autres conditions ; aussi consacrons-nous un chapitre spécial au rapide coup d'œil que nous allons jeter sur la situation économique de cette province.

La Silésie autrichienne se compose de deux parties distinctes, entre lesquelles la Moravie s'enfonce comme un coin. La partie occidentale, plus montagneuse, abritée contre les vents du nord et de l'ouest, constitue ce qu'on appelle le Duché d'Opawa (Troppau) ; elle est peuplée



surtout d'Allemands et de Tchèques. La partie orientale, moins montagneuse, exposée aux vents du nord et de l'ouest, porte le nom de Duché de Cieszyn (Teschen) et est habitée surtout par des Polonais. Le climat de ces deux Duchés est assez rude; de plus, les montagnes et les plateaux occupent une grande partie du pays, ce qui constitue une situation peu favorable à l'agriculture.

Dans les montagnes, qui couvrent environ les trois quarts de la superficie du Duché d'Opawa, les paysans s'occupent d'agriculture et cultivent l'avoine, le seigle, les pommes de terre, le trèfle, et, dans les vallées, le lin, dont, d'ailleurs, la culture est en baisse, car elle ne peut supporter la concurrence russe. L'industrie domestique et le travail pour l'exploitation des forêts complètent le modeste budget de la population. Sur les plateaux et dans les vallées, les conditions sont



meilleures pour les travaux des champs, et la culture de la betterave prend de jour en jour de plus grandes proportions. La grande propriété conduit généralement pour son compte les exploitations agricoles et profite largement des engrais artificiels et de la chaux, dont les paysans usent aussi, depuis que le chemin de fer permet l'exploitation des gisements de chaux situés dans la partie sud-ouest du pays. Aussi l'amélioration rationnelle du sol se vulgarise de plus en plus, et ce qui y contribue notablement, c'est ce fait que l'ingénieur de la culture de la province établit gratuitement, pour les associations et les petits propriétaires, des plans d'assèchement. Les grands propriétaires s'occupaient autrefois dans de grandes proportions de l'élevage des brebis de bonnes races; actuellement, ils y font difficilement leurs frais, aussi les bergeries disparaissent, et, à leur place, grâce à la facilité que rencontre l'écoulement du beurre et du lait, surgissent des étables.

La partie nord du pays subit de fréquentes inondations dues aux débordements de la Vistule et de l'Olsza, aussi l'agriculture y est-elle exploitée d'une façon assez intensive, et de grandes superficies y sont-elles recouvertes par les forêts. De nombreux pâturages, quoique un peu maigres, permettent l'élevage d'une grande quantité de bestiaux et de chevaux; l'avoine et les pommes de terre y constituent aussi la plus grande partie des récoltes. La grande propriété occupe environ 43 % de la superficie du Duché



de Cieszyn (Teschen) ; pour la petite propriété, les routes et les cours d'eau, il reste 57 %. Les grands domaines constituent souvent d'immenses *latifundia*. Ainsi, par exemple, 25 % du sol total du Duché de Cieszyn est occupé par les énormes possessions (appelées « Kamera » à Cieszyn) de l'archiduc d'Autriche, Frédéric. L'agriculture occupe 2,2 milles carrés, l'exploitation forestière 8,9. En outre, la Kamera régit de nombreuses mines et entreprises industrielles. Le nombre des agriculteurs employés dans ces domaines, dans tous les genres d'exploitations, s'élève, suivant les saisons, de 15 à 20.000 personnes. Il faut remarquer que, malgré une administration modèle, on a reconnu nécessaire de boiser une certaine partie des champs. L'« ordination » du comte Larisch-Mönnich couvre aussi d'immenses espaces (6.194 hect. de champs et de prés, 1.874 de bois).

Les bois occupent, en Silésie autrichienne, 174.110 hect., soit 33,82 % de la superficie du pays, sans compter les petits taillis, futaies et plantations, parsemés parmi les champs et les prés, et qui donnent à la Silésie l'aspect d'un parc immense. Les bois forment sur les Sudètes d'énormes masses compactes, et les habitations ne se trouvent que dans les vallées où elles forment des villages. Il en est autrement sur les Beskides. Les habitations y sont entremêlées de jardins dont les possesseurs profitaient autrefois des corvées, et qui, pour y avoir renoncé vers 1850 et 1860, en furent indemnisés par des



morceaux de terre donnés en toute propriété. Par ce moyen, environ 12.000 hect. passèrent à la petite propriété.

L'État n'a pas du tout de bois en Silésie autrichienne ; en revanche, 134.949 hectares (77,51 %) appartiennent à la grande propriété ; aux villes et communes, 7.801 hect. (4,48 %) ; aux couvents, églises et écoles, 679 hectares (0,33 %) ; les bois *rustiques* occupent 29.164 hect. (16,76 %) ; pour l'usage commun, il ne reste donc que 1.617 hect. (0,92 %). L'exploitation forestière, dans les grandes propriétés, est conduite, comme les autres branches de l'agriculture, d'une façon exemplaire, par des spécialistes. Les débuts de l'exploitation rationnelle datent de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; actuellement, on peut parler de leur culture plutôt que de leur exploitation. Même les bois des paysans sont, en général, trop exploités. Une grande partie du bois est exportée en Allemagne, beaucoup aussi est employé par les nombreuses fabriques locales, que favorise la grande quantité



d'eau. Actuellement, il existe d'énormes scieries à vapeur, des fabriques de celluloïd, de meubles en bois courbé, des distilleries, etc. La valeur de la production forestière annuelle s'élève à 4.000.000 de florins.

L'agriculture et l'arboriculture, d'après le recensement de 1890, font vivre 41 % de la population totale ; l'industrie (y compris les mines), 42 %. La principale richesse naturelle du Duché de Cieszyn est le charbon de terre. L'exploitation de ses gisements a commencé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les biens du comte Wilczek, aux environs de Polska Ostrowa. Par degrés, elle a gagné tout le bassin qui traverse la frontière de Silésie et s'étend depuis Morawska Ostrowa jusqu'à Karwina. Son magnifique développement a commencé seulement au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire depuis la construction du chemin de fer du Nord, qui lui a ouvert des voies d'écoulement. Les gisements de houille y sont considérables, d'excellente qualité, et de presque toutes les variétés ; le revers de la médaille est l'abondance des gaz, produisant de fréquentes explosions qui se sont inscrites en lettres sanglantes dans les annales du travail. Des 45.281.117 quintaux extraits de ce bassin en 1892, à peine 8.345,701 provenaient des mines de Moravie. Il existe 19 mines dans les limites de la Silésie. Parmi les plus grands possesseurs de houille du pays de Cieszyn, citons : le chemin de fer du Nord de l'empereur (4 mines produisant 7,7 millions de quintaux, et

2 mines, dans le même bassin, en Moravie) ; le comte Henri Larisch (6,4 millions) ; le comte Wilczek (autant) ; l'archiduc Frédéric (3 mines, produisant 24,9 millions) ; Rothschild (3 mines, 24,5 millions de quintaux, et 3 mines en Moravie) ; et les frères Guttman (2 mines, 3,2 millions de quintaux). Environ 17 % de la houille est transformé en coke qui se consomme surtout dans le pays.

La production du fer, assez abondante autrefois, du Duché d'Opawa (Troppau) a complètement cessé après 1873 ; elle s'est, au contraire, sensiblement développée dans la *Kamera* de Cieszyn, en travaillant, toutefois, non les pauvres minerais locaux, mais ceux qui proviennent des mines de Hongrie, appartenant aussi à la *Kamera*. Le rapide développement de la fabrication a commencé en 1840. Actuellement, il se concentre à Trznice, près de Cieszyn, où existent les aciéries de Bessmer et de Martinow, des lamineries, des fabriques de rails, etc., et à Karlshütte, où se fabriquent des ponts de chemins de fer, des constructions métalliques, des fils, des écrous, etc. En général, 4.000 ouvriers travaillent dans les hauts fourneaux de l'archiduc ; on y a obtenu en 1892 : 550.000 quintaux de fer brut ; 470.000 de demi-fabrique ; 110.000 de fer et d'acier fondu ; 420.000 de fer et acier laminé ; 20.000 de fer et acier forgé, d'essieux de wagons, etc.

L'industrie a, en Silésie autrichienne, des représentants de chaque espèce, depuis l'humble





métier de l'artisan jusqu'aux grandes fabriques modernes. Les principaux centres industriels sont : Bielsk, Opawa et Jägerndorf. Dans le Duché d'Opawa, pour 1.000 habitants on compte 44 entreprises industrielles, et dans le Duché de Cieszyn on en compte 21. La principale industrie est le filage-tissage ayant, en grande partie, un caractère domestique. Bielsk et Jägerndorf sont les centres de l'industrie de la laine, qui compte en Silésie autrichienne 279 établissements et 14.000 ouvriers. La matière brute provient de la Plata, de Hongrie, de Russie, etc.

Il se produit de 260 à 270.000 pièces de drap et autres tissus, par 20 à 30 mètres, dont, à Bielsk et aux environs, 60 %, à Jägerndorf 30 %. Parmi les marchandises destinées à l'exportation, les principales sont appelées « orien-

tales » et fabriquées surtout à Bielsk et Opawa; on les expédie en Turquie, aux Indes, en Tunisie et au Maroc.

Le tissage du lin, surtout dans le Duché d'Opawa, produit une excellente toile connue dans le monde entier. Il existe de grandes filatures à Bielsk, Cieszyn, etc. ; mais il est impossible d'obtenir du fil fin avec le lin de Silésie, et il est de plus en plus difficile de lutter contre le coton et la jute. Le tissage du coton se centralise surtout à Frydek, Cieszyn et Opawa. Le tissage mécanique a tué le tissage manuel et dispose de 60.000 rouets et de 16.000 métiers.

La fabrication des machines à vapeur et agricoles et des chaudières à vapeur occupe environ 20.000 ouvriers; les produits sont exportés dans différentes parties de l'Autriche, en Allemagne, Russie, Bulgarie et Roumanie. L'industrie chimique est assez bien développée à Cieszyn.

L'industrie agricole se présente aussi d'une façon satisfaisante. Il existe 9 fabriques produisant 275.650 quint. m. de sucre et 2 raffineries. Il se produit annuellement 300.000 hectolitres de bière, et, de plus, 68,751 dans les distilleries. Il y a 650 moulins, parmi lesquels beaucoup de grands moulins commerciaux.

Le commerce et les communications faisaient vivre, en 1890, 6,6 % de la population; le service administratif et les professions libérales en nourrissaient 9,97 %. Le commerce est principalement du petit commerce et importe surtout la



laine filée, les matières brutes et les denrées coloniales ; on exporte les produits industriels.

\* \* \*

La Silésie prussienne occupe la seconde place parmi les terres polonaises, au point de vue de la densité de la population, abandonnant la première à la seule Silésie autrichienne, avec laquelle elle est aussi une des plus industrielles. D'après le recensement de 1895, la population, divisée en 6 catégories, compte 4.355.477 personnes. Dans ce nombre, 1.628.105 personnes (soit 37,38 %) vivaient de l'agriculture, de l'élevage, du jardinage, de l'exploitation forestière et de la pêche ; 1.742.187 (c'est-à-dire 39,9 %) vivaient de l'industrie en tout genre (y compris les mines) ; enfin 409.101 (9,39 %) s'adonnaient au commerce et aux travaux de communication. En examinant les données sur l'étendue des exploitations agricoles, nous en arrivons à cette conviction que, en comparaison des autres provinces polonaises annexées à la Prusse, la Silésie a le plus grand nombre d'exploitations de moindre étendue. Les grandes exploitations, supérieures à 100 hectares, n'occupent qu'un peu plus du tiers de la superficie (33,86 %). Leur étendue moyenne est de 3.604 hect., c'est-à-dire se rapproche sensiblement de l'étendue des exploitations de ce genre en Prusse occidentale. Les exploitations moyennes (20 à 100 hect.) occupent plus de un cinquième (21,54 %) ; enfin, toutes

les autres, prises ensemble, occupent 44,64 % de la superficie, tandis qu'en Prusse orientale elles atteignent 21,17 % ; en Prusse occidentale 23,62 ; dans le Duché de Posen 27,32. En comparant les chiffres de 1882 et ceux de 1895, nous remarquons qu'en Silésie la seule catégorie des exploitations villageoises moyennes (5 à 20 hect.) a augmenté d'étendue, mais le nombre des exploitations s'est augmenté pourtant à un degré quelque peu supérieur, et l'étendue moyenne a un peu diminué (de 9,58 à 9,36 hect.). L'étendue occupée par les exploitations moindres a également diminué, et, comme, en même temps, le nombre des exploitations s'est un peu élevé, il en résulte que l'étendue moyenne a subi une diminution, mais presque insensible ; les exploitations sur parcelles, de 0,67 à 0,63 ; les exploitations villageoises moindres, de 3,29 à 3,27, etc. Les deux catégories de grandes









exploitations (c'est-à-dire : 1° de 20 à 100 hect. ; 2° supérieures à 100 hect.) montrent un déficit, tant au point de vue du nombre des exploitations qu'à celui de l'étendue occupée ; mais cela n'a pas eu lieu simultanément, et tandis que l'étendue moyenne des grandes exploitations villageoises a diminué de 33,58 à 32,37, au contraire, l'étendue des grandes exploitations s'est élevée de 304,8 à 306,2. (Voir le tableau.)

CLASSIFICATION DES EXPLOITATIONS  
d'après leur étendue, en 1882 et 1895

	EXPLOITATIONS DE MOINS DE 2 HECTARES		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Pourcentage de la superficie totale
1895. . . . .	189.522	119.487	4,63
1882. . . . .	189.024	126.914	4,97
	DE 2 A 5 HECTARES		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Pourcentage de la superficie totale
1895. . . . .	85.391	280.169	10,86
1882. . . . .	85.197	280.436	10,99
	DE 5 A 20 HECTARES		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Pourcentage de la superficie totale
1895. . . . .	80.326	751.114	29,11
1882. . . . .	71.740	687.365	28,94
	DE 20 A 100 HECTARES		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Pourcentage de la superficie totale
1895. . . . .	17.172	555.930	21,54
1882. . . . .	17.773	579.141	22,69
	SUPÉRIEURES A 100 HECTARES		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Pourcentage de la superficie totale
1895. . . . .	2.851	873.748	33,86
1882. . . . .	2.880	878.067	33,41

Quant aux rapports de propriété, dans cette partie de la Silésie, nous voyons une grande

concentration des grandes propriétés, constituant ensemble d'immenses *latifundia*. En 1887, il y avait 4 propriétaires possédant plus de 5.000 h. ; ils avaient ensemble 843 domaines, s'étendant sur 671.649 h., dont 192.443 de champs et prairies.

Parmi les plus grands propriétaires, se trouvent :

	Nombre de Domaines	Étendue en hectares	Revenu cadastral en marks
Prince (Fürst) Pless . . . . .	75	51.112	324.042
Duc (Herzog) Ujest . . . . .	52	39.742	233.701
Albert, roi de Saxe . . . . .	50	31.072	271.732
Fridenthal, ancien ministre . . . . .	24	9.090	106.740
Frédéric-Guillaume de Prusse . . . . .	19	8.879	118.954
Plus tard Empereur Frédéric III.			

Au point de vue technique, l'agriculture est dans une situation très florissante. La plus grande partie de la superficie cultivée est occupée par le seigle ; ensuite viennent l'avoine, les pommes de terre, le froment et l'orge. Les récoltes sont, en général, plus fortes que dans les autres provinces polonaises annexées à la Prusse, dont nous avons déjà parlé ; seuls, le froment et l'orge donnent moins qu'en Prusse occidentale ; les betteraves donnent moins qu'en Prusse occidentale et dans le Duché de Posen ; en revanche, la plus grande production, l'avoine et les pommes de terre, fournissent une récolte supérieure à la récolte moyenne de tout l'Empire, et l'on peut en dire autant des prairies. On cultive encore, dans de grandes proportions, la chicorée, le tabac à fumer et le houblon, et même un peu de vin (aux environs de Grün-



berg) ; dans les montagnes et sur les collines vient le lin. La Silésie moyenne produit des fruits en grande quantité, et l'Institut pomologique de Proskau est célèbre.

L'élevage des chevaux est relativement peu répandu. Les bêtes à cornes sont surtout élevées (d'après les chiffres ronds) par les exploitations villageoises moindres et moyennes (en 1895, 716.616 têtes); ensuite viennent les grandes exploitations de plus de 20 hect. (593.258 têtes) et les exploitations sur parcelles (103.605). Il en est de même pour les porcs, avec cette différence que le nombre de porcs n'est pas beaucoup plus grand dans les exploitations sur parcelles que dans les grandes exploitations (en 1895 : 432.487, 173.422 et 159.138 têtes).

Il faut remarquer qu'en Silésie comme en Galicie, on s'occupe surtout maintenant pour les bêtes à cornes de la race locale appelée « race rouge ». L'élevage des brebis de bonne race, autrefois très répandu, a diminué en réalité, mais, quoi qu'il en soit, il y en avait en Silésie en 1895 plus qu'en Galicie en 1890 (695.558 en Silésie et 630.994 en Galicie). L'apiculture est aussi très répandue, et ce n'est point par hasard seulement qu'un des apiculteurs les plus méritants du monde, l'abbé Dzierzo est né et a vécu en Silésie.

L'industrie agricole est aussi très florissante. Il y avait, en 1897, 706 brasseries, appartenant au type industriel. Leur production s'élevait à 3.284.000 hectol. (c'est-à-dire plus de trois fois

la production de la Galicie en 1896), ce qui fait 73 litres par habitant. En 1897-1898, on comptait 898 distilleries, dont 140 industrielles, qui tiraient l'alcool du blé; le reste, du type agricole, employait surtout les pommes de terre. Durant cette même période, il y avait 59 fabriques de sucre, par conséquent plus que dans la Prusse orientale, la Prusse occidentale et le Duché de Posen réunis. Mais leur importance est sensiblement moindre, c'est-à-dire qu'elles n'ont transformé qu'un peu plus de betteraves que n'en transformaient les 20 fabriques du Duché de Posen (1.564.358 tonnes ont donné 193.424 t.).

Les mines et les forges constituent une des principales sources de revenu du pays; elles emploient environ 102.000 ouvriers. Il faut remarquer aussi que le grand nombre de femmes employées dépasse de beaucoup le rapport moyen entre hommes et femmes ouvriers dans tout l'Empire : ce qui prouve que le salaire des hommes est insuffisant. Les mines et les forges se concentrent surtout dans la régence d'Opole (*Oppeln*) où les Polonais constituent un important pourcentage de la population; le nombre d'ouvriers employés dépasse 81.000. Cette industrie est moins développée dans la Régence de Breslau (environ 18.000 ouvriers) et très insignifiante dans la Régence la plus allemande, celle de Lignica (Liegnitz) (environ 3 mille 1/2 par an).

Dans la Régence d'Opole, la plupart des ouvriers sont employés aux mines de charbon de



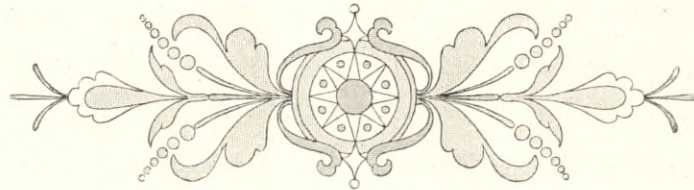
terre. Les gisements y sont très importants et d'une excellente qualité. Ils franchissent la frontière de Silésie et s'étendent dans le Royaume de Pologne et en Galicie. En 1896, 50 mines, employant 56.000 ouvriers, étaient en pleine activité ; leur production s'élevait à 19 millions 6 de tonnes. Les mines de minerais de zinc occupaient 9.000 ouvriers, la production atteignait 604.744 tonnes ; 31 mines de fer occupaient 3.000 ouvriers, leur production était de 499.000 tonnes ; enfin, 2 mines de minerais de plomb comptaient 681 ouvriers. Pour les hauts-fourneaux, ce sont ceux qui travaillent le zinc où sont occupés les plus nombreux ouvriers, environ 8.000 (avec une production de 98.000 tonnes). De plus, il existait 2 hauts-fourneaux pour le plomb, un pour le cuivre et un anglais, pour l'acide sulfurique. Comme production supplémentaire, on a obtenu, dans les hauts-fourneaux pour le fer ou le plomb, 8.623, 86 kilogrammes d'argent.

Dans la régence de Breslau (Wroclaw) la production minière est due à peu près tout entière aux mines de charbon de terre. En 1896

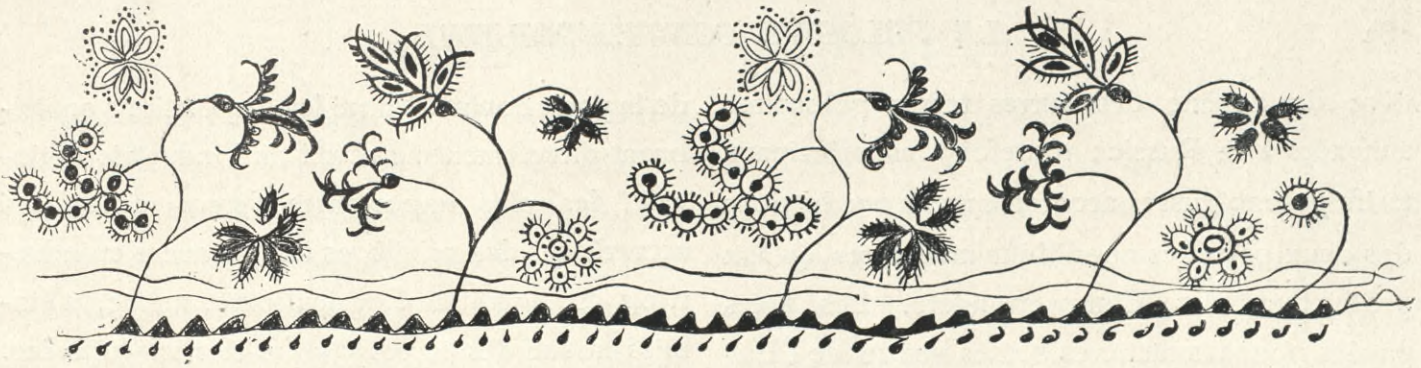
il y avait 16 mines en activité ; elles occupaient plus de 17.000 ouvriers et produisaient jusqu'à 6, 7 millions de tonnes. Une mine d'arsenic employait 340 ouvriers ; 2 mines de charbon brun, 42, etc. Pour les hauts-fourneaux, une entreprise d'arsenic employait 100 personnes (comme produit supplémentaire, on a obtenu ici un peu d'or) et 3 hauts-fourneaux anglais pour l'acide sulfurique.

Le travail de transformation du fer occupait, dans la régence d'Opole, plus de 19.000 ouvriers dans 28 fonderies, 18 fabriques de fonte et 8 de fer coulé ; dans la régence de Breslau (Wroclaw), 732 ouvriers dans 19 fonderies ; dans la régence de Liegnitz, 4,815 ouvriers dans 30 fonderies.

La principale source de revenu, à côté de la précédente, est l'industrie du filage et du tissage, tant de la laine que du coton et du lin. Malgré les progrès du tissage mécanique, le tissage manuel s'est conservé dans les montagnes comme industrie domestique, mais il rémunère de moins en moins bien le travail de ceux qui n'ont pas pu trouver d'autre occupation salariée.







La partie de l'ancienne Pologne qui porte actuellement le nom de Royaume de Pologne, a subi d'étranges vicissitudes durant les cent dernières années. Les partages de la Pologne avaient livré cette contrée aux Prussiens et aux Autrichiens. En 1807, Napoléon I<sup>er</sup> forma avec les provinces polonaises de la Prusse le Duché de Varsovie, augmenté en 1809 des terres polonaises reprises à l'Autriche. L'existence du Duché fut de courte durée, et presque entièrement agitée par des guerres ; pourtant ces quelques années d'indépendance relative ne s'écoulèrent pas sans laisser de traces. On fit revivre les traditions de la Diète de Quatre ans et de l'Insurrection de Kosciuszko. Le premier acte

de la Pologne renaissante fut d'abolir le ser-vage. Ensuite, autant que le permit le tumulte des armes, on entreprit de relever l'agriculture du pays. En 1809 fut établi un tarif douanier entourant d'une certaine protection les produits nationaux ; en même temps, on encourageait par diverses facilités les artisans et industriels étrangers à s'établir dans le pays, alors faiblement peuplé.

Le Congrès de Vienne, en 1815, forma d'une partie du Duché de Varsovie le Royaume de Pologne, lié à la Russie par une union personnelle. Les Polonais y gagnèrent de pouvoir encore, sur un espace diminué, il est vrai, travailler à la diffusion de l'instruction et du bien-être. Mais les dispositions du Congrès de Vienne, d'après lesquelles les anciennes parties de la Pologne ne devaient cesser de constituer une unité économique, de telle sorte que les échanges des produits agricoles ou industriels devaient s'effectuer sur toute leur étendue sans aucune entrave, ne furent jamais appliquées. Le Royaume de Pologne fut séparé par une fron-

Un wiovsta = 500 sazini = 1 k. 06678.

Une diésiatyne = 2400 sazini carrés = 1 hectare 0925.

Un verste carré = 1 kilomètre carré 1380.

Un arpent polonais = 0 diésiatyne 5125.

Un tchetvert = 2 hectolitres 099.

Un viadro = 12 litres 299.

Un poud = 40 fonts = 0 quintal métr. 01638 = 16 kilog. 380.

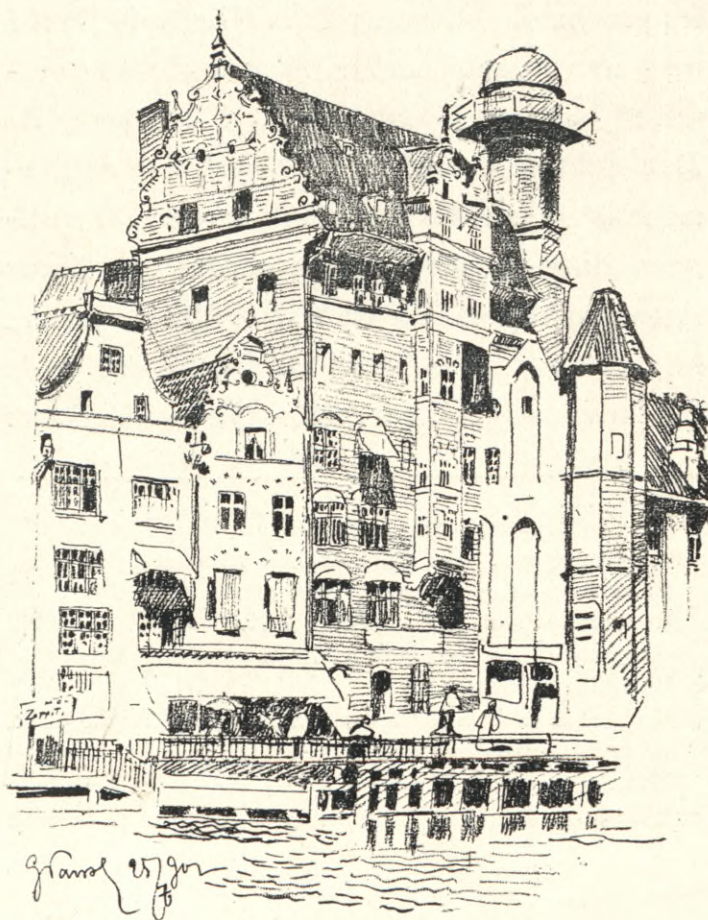
Un rouble = 100 kopecks = 2 fr. 6668.

Un rouble or (pour le paiement des taxes) = 100 kopecks or  
= 4 francs.



tière de douane des autres terres polonaises annexées à la Russie; toutefois, les principaux tarifs polono-russes accordaient aux productions des deux pays des conditions meilleures qu'aux producteurs des États étrangers. Les taxes payées pour les matières brutes venant de l'Europe occidentale étaient modérées, les produits du Royaume, franchissant les limites de la Russie, étaient taxés aussi avec une modération relative (1-3 %); enfin le Royaume profitait du transit par la Russie vers Kiachta. En 1829, l'importance de l'exportation du drap polonais en Russie atteignait déjà 8 millions de roubles, l'exportation en Chine dépassait 1 million. Mais les dispositions avantageuses d'échange international avaient peu d'importance en comparaison de l'amélioration de l'agriculture et de l'industrie nationales à l'intérieur. Durant sa courte existence (1815-1831), le Royaume, relativement autonome, fit beaucoup à ce point de vue. Avant tout, il nous faut signaler l'action législative. En s'appuyant sur le Code Napoléon, on constitua un Code civil polonais qui contribua puissamment à la transformation de la société. Parmi les dispositions qu'il contenait, nous devons mentionner l'introduction des hypothèques, facilitant le crédit à long terme; les privilèges particuliers accordés aux emprunts (dits *d'amélioration*), grâce auxquels la Banque de Pologne put développer plus tard une action féconde; enfin l'assurance obligatoire des immeubles contre l'incendie et du bétail contre l'épidémie

de la perte bovine. Parmi les dispositions contribuant directement au réveil de l'industrie nationale, les plus importantes furent celles qui accordaient des privilèges aux ouvriers et industriels étrangers, aux agriculteurs, même, s'établissant sur des terres jusque-là non cultivées. Ces émigrants recevaient une indemnité pécuniaire pour leur voyage, et, gratuitement, des terres et des bois de construction; quant aux briques, elles leur étaient cédées à très bas prix. De plus, ils étaient libérés du service militaire, cela complètement, et, pendant un certain temps, de toute espèce d'impôts. Encouragés par tous ces privilèges, les Allemands arrivèrent en grand nombre, et c'est à cette époque que Lodz,





Zgierz, Pabjanice et d'autres petites localités commencèrent à devenir des foyers de production industrielle, surtout textile. Le gouvernement polonais employa encore d'autres moyens pour le relèvement de l'agriculture et de l'industrie. Le prince Drucki-Lubecki surtout, en sa qualité de Ministre des finances (1821-1830), y contribua d'une façon digne d'éloges. Dès 1817, on avait créé, dans les quatre villes principales, des chambres de commerce et de travail ouvrier, en vue de venir en aide au mouvement commercial et industriel. A partir de 1822, certaines sommes furent spécialement consacrées au « fonds des fabriques » où l'on puisait pour accorder des prêts aux industriels. En 1824, on commença à fonder des bergeries gouvernementales de production. On attacha aussi une grande importance à la connaissance et à l'exploitation des richesses minières et dès 1817 on ouvrit une école spéciale des mines.

A la fin de sa période d'autonomie, le gouvernement du Royaume fonda deux institutions de première importance qui survécurent à la tempête de 1831, et donnèrent alors seulement leurs plus magnifiques résultats. Ce furent : la Société du Crédit Foncier (1825) et la Banque de Pologne (1828).

L'union intime d'un petit État constitutionnel avec une vaste monarchie absolue, fut, dès l'origine, une monstruosité politique. La Constitution polonaise fut violée presque dès sa proclamation, ce qui amena finalement l'insurrection et la guerre

de 1830-1831, terminées par la défaite des Polonais. Dès lors, le Royaume perd son autonomie, et, tout en gardant son nom, devient en réalité une province de l'État russe, ayant, toutefois, une administration particulière. Le vainqueur se montra impitoyable. Non seulement on suspendit la Constitution, on ferma les écoles supérieures, on confisqua, pour les distribuer à des Russes, un grand nombre de propriétés particulières ; mais, en même temps, on tuait, au point de vue économique, ce pays déjà ruiné par la guerre ; on publiait un nouveau tarif douanier qui élevait d'un seul coup de 3 à 15 les droits à payer pour l'introduction des produits polonais en Russie ; on révoqua aussi bientôt le droit de transit vers la Chine. Les fabriques de lainages tombèrent l'une après l'autre, ou furent transportées de l'autre côté de la frontière douanière, dans les autres provinces polonaises soumises à la Russie, ou encore dans les gubernies de langue allemande des bord de la Baltique. Les fabriques les plus riches et les mieux organisées purent seules résister. Encore, beaucoup d'entre elles se transformèrent-elles en fabriques de cotonnades ; ou bien, profitant de ce que, malgré tout, les produits polonais payaient moins de droits que les produits étrangers, elles commencèrent à fabriquer des étoffes de laine fine, production alors totalement inconnue dans les autres provinces de l'Empire.

C'est au milieu de ces circonstances extraordinairement difficiles que la Banque de Pologne

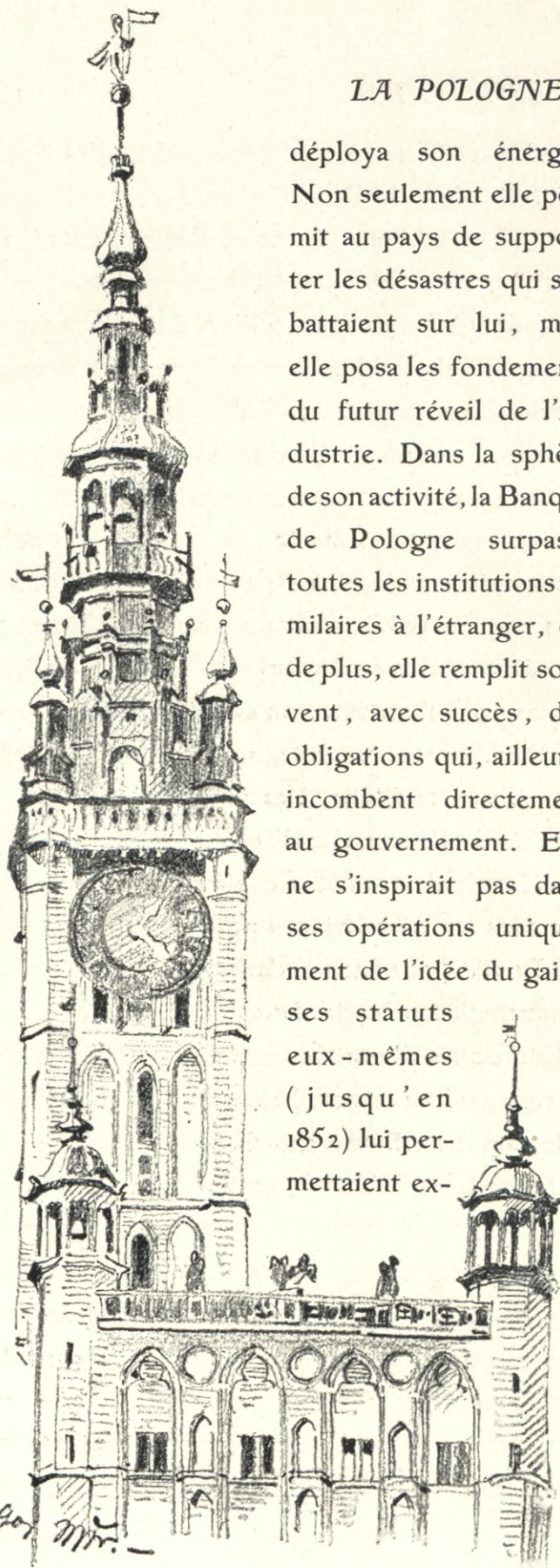


## LA POLOGNE CONTEMPORAINE

déploya son énergie. Non seulement elle permit au pays de supporter les désastres qui s'abattaient sur lui, mais elle posa les fondements du futur réveil de l'industrie. Dans la sphère de son activité, la Banque de Pologne surpassa toutes les institutions similaires à l'étranger, et, de plus, elle remplit souvent, avec succès, des obligations qui, ailleurs, incombent directement au gouvernement. Elle ne s'inspirait pas dans ses opérations uniquement de l'idée du gain ; ses statuts eux-mêmes (jusqu'en 1852) lui permettaient ex-

pressément de faire des prêts même sans espoir de retour. Son capital s'éleva graduellement jusqu'à 8 millions de roubles ; elle avait le droit d'accorder aux banqueroutiers 10 millions ; aussi elle réunit une grande quantité de dépôts (en 50 ans, de 1828 à 1878, ils constituaient une somme de plus de 282 millions de roubles). La Banque accordait entre autres des prêts sur le blé, la laine et autres marchandises ; elle fit même construire à cet effet des entrepôts spéciaux.

Profitant des dispositions relatives aux prêts d'amélioration, dont nous avons déjà parlé, la Banque encourageait efficacement l'installation des entreprises agricoles, leur facilitait l'acquisition d'instruments perfectionnés, d'engrais artificiels, de bétail de choix, de zinc pour les toitures, de briques, etc. En 1834, après la suppression du fonds gouvernemental des fabriques, la mission d'encourager l'industrie échut exclusivement à la Banque. Elle accorda des prêts à courte et même à longue échéance (jusqu'à 12 ans) sur les immeubles et les machines de fabriques. Jusqu'en 1870, époque où ce genre de prêts lui fut interdit, la Banque dépensa à cet effet plus de 7 millions un quart de roubles, surtout en faveur des fabriques de sucre, de machines et d'étoffes de coton. Et non seulement la Banque soutenait l'industrie par le crédit, mais elle-même fondait encore des fabriques, et, plus souvent encore, elle consentait à s'occuper des institutions qui, malgré ses prêts, ne pou-





vaient, pour telle ou telle raison, continuer à vivre de leurs propres ressources.

Après avoir remis l'entreprise sur pied, la Banque la revendait à des particuliers. C'est

ainsi qu'un grand nombre des plus importantes fabriques actuelles doivent leur existence ou leur conservation à la Banque de Pologne. En 1834, le gouvernement confia aussi à la Banque l'exploitation des mines, dont il ne pouvait venir à bout. On ouvrit alors beaucoup de nouvelles mines; on



établit des usines encore prospères aujourd'hui.

En 1843, fut fondée, près de la Commission des finances, une délégation minière spéciale, à qui la Banque remit l'administration des mines dans un état très florissant; mais bientôt cette administration fut conduite à sa ruine, et le gouvernement dut vendre à perte ses

fondations à des particuliers. Ce n'est pas tout : la Banque de Pologne créa, on peut le dire, les voies de communication dans le Royaume. Elle construisit près de 1.000} verstes de routes, fit

creuser le canal d'Augustowo, et commença la ligne ferrée de Varsovie à Vienne. Durant les cinquante premières années de son existence (1828 à 1878), la Banque avait prêté, pour des entreprises commerciales ou industrielles, près de 91 millions de roubles, et, bien que s'inspirant plutôt du sentiment de son

devoir national que du désir de gagner, elle donnait pourtant d'abord 8 % et plus tard 7,6 d'intérêt annuel.

Bien que les dispositions douanières qui suivirent 1831 aient entravé l'industrie polonaise et considérablement affaibli les rapports commerciaux polono-russes, elles ne les avaient pas



détruits tout à fait, et, fait caractéristique, alors déjà le Royaume exportait surtout les produits industriels, et importait les produits alimentaires ou les matières brutes. Au début, on importa beaucoup de produits de coton, dont la fabrication s'était développée de bonne heure en Russie ; mais, bientôt, l'importation se mit à décroître, et de 1.030.000 roubles auxquels elle s'élevait en 1834, elle tomba, en 1850, à 11.000. En 1850, une nouvelle ère commença pour l'agriculture nationale du Royaume. On supprima la ligne de douanes séparant le Royaume de Pologne des autres provinces de l'État russe, et, à la frontière des autres États, on institua au contraire les tarifs généraux russes. On facilita ainsi les rapports commerciaux, non seulement avec la Russie, mais aussi, ce qui était plus important, avec les provinces russes de l'ancienne Pologne. Dans l'exportation, les produits industriels gardaient la plus grande part. Grâce à la sage politique économique du gouvernement polonais d'abord (1815-1830), puis de la Banque de Pologne, l'aptitude au travail industriel de la population avait déjà atteint un assez haut degré. L'initiative s'était aussi développée. Les principaux et assez graves obstacles au développement économique étaient constitués par les derniers restes de l'état social du moyen-âge, et par le manque de communications.

Bien que l'état de servage des paysans eût été supprimé en 1807, les rapports entre les anciens seigneurs et les anciens serfs n'étaient pas encore

suffisamment définis. La plupart des paysans étaient encore obligés de faire des corvées sur la terre qui leur appartenait, bien que, de plus en plus souvent, on remplaçât cette obligation par le paiement d'une redevance (en 1863, on imposa ainsi 91 % des paysans installés sur les terres de l'État et 24 % de ceux qui se trouvaient sur des terres particulières). Cependant, dans toute la Russie et dans les provinces polonaises annexées, le servage régnait encore d'une manière absolue. Un pareil état de choses devenait de plus en plus insupportable, éveillait de plus en plus le mécontentement, et la nécessité d'une régularisation définitive s'imposait davantage. Dans le Royaume, les propriétaires eux-mêmes entreprirent de la mettre à exécution, en accordant aux paysans la possession des terres qu'ils détenaient. En 1863 éclata l'insurrection, et le premier édit du Gouvernement National donna aux paysans la libre possession des terres qu'ils cultivaient, en promettant aux propriétaires de les dédommager avec les capitaux de l'État.

L'insurrection fut bientôt étouffée par le gouvernement russe ; on ruina et on pilla le pays ; une grande partie des biens furent encore confisqués et donnés à des employés russes ; peu à peu on supprima les restes de l'autonomie du Royaume, et on commença la russification du pays qui n'a fait qu'empirer jusqu'à nos jours. Non seulement la langue polonaise fut exclue des écoles et de toutes les institutions gouverne-



mentales ou privées (scientifiques, bienfaitantes, de crédit, commerciales et industrielles), mais on écarta encore tout élément local de n'importe quel emploi ou poste dépendant du gouvernement, en quelque façon que ce fût. On conserva provisoirement le Code civil polonais, bien qu'en le falsifiant par des intrusions de lois russes, et l'on conserva le système des impôts particuliers. Par suite de ce système, un habitant du Royaume de Pologne paie au moins deux fois plus d'impôts directs qu'un Russe (en 1894, en Russie, 89 kopecks; dans le Royaume, 181). On peut presque en dire autant des impôts indirects. En 1894, pour un habitant de la Russie on comptait 5 roubles 58; pour un habitant du Royaume, 9 roubles 12. Il faut sans cesse se souvenir de cette différence en étudiant les conditions économiques du Royaume de Pologne.

Après avoir étouffé l'insurrection, le gouvernement russe fut pourtant obligé d'accepter le programme du Gouvernement National polonais en ce qui concernait les paysans. Il résolut le problème dans le Royaume autrement qu'en Russie. Les paysans polonais y gagnèrent, mais la réforme fut mise en pratique d'une façon très défectueuse au point de vue économique. On ne fit rien pour faciliter le changement brusque des situations; quant aux indemnités, on les paya aux propriétaires en papiers, très fortement dépréciés par suite du manque de garanties. Ils eurent moins de 60 %. Et, ce qui est pis, dans un but politique, pour entretenir la lutte des

classes, on n'a publié jusqu'à présent aucune disposition pour régulariser les rapports entre les paysans et les propriétaires. Mais la délimitation et la sécurité de la propriété sont choses si nécessaires pour une exploitation agricole, petite ou grande, que l'on dut s'arranger à l'amiable, et que dans la moitié au moins des propriétés privées les servitudes ont été ainsi abolies. Or, la chose était peu facile, vu le manque absolu de réglementation, ce qui nécessitait la bonne entente unanime de tous les intéressés. Aussi, pour l'autre moitié, par suite de l'incohérence des lois et des intrigues des commissaires villageois, fonctionnaires institués spécialement pour veiller aux rapports agraires, les discussions au sujet des servitudes sont de plus en plus fréquentes. On ne promulgua non plus aucune loi qui facilitât la suppression des échiquiers et qui organisait la canalisation des terrains. A peine si l'agriculture avait eu le temps de réparer les pertes qui lui avaient été infligées, après l'étouffement de l'insurrection, et les difficultés forcément amenées par une transformation aussi complète que la réforme agraire, quand elle fut, de plus, atteinte par la crise agricole générale en Europe, et par la concurrence russe dont nous parlerons plus loin.

La réforme de la situation des paysans, accomplie presque en même temps dans le Royaume et en Russie, transforma du tout au tout les principes de l'agriculture nationale dans l'Empire entier, et c'est pourquoi les désastres



subis par le Royaume après 1863 ne lui furent pas mortels. La culture naturelle, ne produisant que pour la seule consommation du propriétaire, commença à décliner ; en revanche, on vit surgir la culture en vue du gain, la création de fermes modèles, et, en même temps, l'État entier se trouva entraîné dans la lutte pour l'échange des produits entre États différents. Le commerce commença à prendre de plus grandes proportions, et, par cela même, on vit grandir l'importance du Royaume, intermédiaire naturel entre l'orient et l'occident de l'Europe. La construction des lignes de chemins de fer, entreprise à cette époque sur une vaste échelle, en unissant le Royaume aux localités les plus reculées de la Russie, facilita les rapports commerciaux et l'écoulement des produits.

L'interdiction à tout Polonais d'entrer dans l'administration attira aussi vers les carrières pratiques beaucoup de membres des classes instruites. Toutes ces causes ont influé et influent encore sur le développement de l'industrie du pays, bien qu'elle ne jouisse pas de la protection généralement accordée à l'industrie par les autres États. Le gouvernement russe est tellement despotique et bureaucratique que, même dans les provinces réellement russes, il n'est souvent qu'un obstacle au développement économique. Naturellement, pour le Royaume de Pologne, il se montre moins bienveillant et plus despotique, plus méfiant et plus soupçonneux encore. La Banque de Pologne, qui avait déployé tant

d'activité pour le développement de la richesse nationale, dut d'abord limiter son action. En 1870, on lui enleva le droit d'émission de billets de banque ; en 1879, on lui défendit de faire des prêts à longue échéance ; enfin, en 1885, on la supprima complètement.

En 1877 eut lieu un changement important dans la politique économique de la Russie. Au lieu du tarif douanier modéré, on introduisit un tarif absolument protectionniste ; les droits furent, à plusieurs reprises, surélevés, et les traités de commerce, conclus avec différents États depuis 1893, ne changèrent rien au principe de la politique douanière. Gratifiée d'une pareille protection, l'industrie devint très rémunératrice dans l'Empire russe, et les industriels firent de magnifiques affaires ; seulement, par cela même, les fabricants étrangers (surtout allemands) furent encouragés à y transporter leurs capitaux, leurs fabriques, et même, pour commencer, tout leur personnel. La proximité géographique, les relations déjà établies et la canalisation supérieure du Royaume de Pologne engagèrent la plupart des industriels allemands à s'y établir de préférence. Aussi, après 1877, la grande industrie y fit de si rapides progrès, de nouvelles villes industrielles s'y développèrent d'une façon si américaine, qu'au bout de quelques années les industriels russes organisèrent une campagne de défense contre l'industrie polonaise. Le gouvernement entreprit alors une enquête détaillée, mais ne fit rien contre





l'industrie du Royaume qui lui procure d'importants revenus. Pourtant, beaucoup de décrets eurent plus tard pour but inavoué de modérer le développement industriel du Royaume ; par exemple, la défense faite aux étrangers d'acquérir (par voie d'achat ou d'héritage) ou d'affermier les propriétés situées hors des villes ; l'obligation pour les directeurs et employés de fabriques de connaître la langue de l'État ou du pays, etc. Ensuite, le gouvernement s'efforça ouvertement de supprimer la supériorité que donne au Royaume sa position géographique. On diminua les droits de transport par chemin de fer pour les blés venant du fond de la Russie ; les matières brutes durent payer beaucoup plus pour entrer par la frontière de terre, à l'ouest, que par mer. De plus, la protection immédiate de l'État (commandes du gouvernement ou subsides) est presque exclusivement réservée aux producteurs russes, et les demandes des fabricants polonais, fussent-elles des mieux fondées, n'ont aucune

chance de réussite si elles ne sont pas appuyées par des fabricants russes.

\*  
\* \*

Si nous voulons nous faire une idée de l'état économique actuel du Royaume, il nous faut tout d'abord nous souvenir que le gouvernement russe n'a pas encore de bonne statistique officielle. Pour le Royaume, il y a à peine quelques années que fonctionne à Varsovie un Comité central de statistique. Il a déjà publié plusieurs volumes de travaux, mais ils ne s'étendent qu'à un rayon très restreint, et quant à leur véracité, les moyens d'investigation employés éveillent des doutes sérieux. Il faut aussi savoir que l'Empire russe n'a pas, jusqu'ici, fait de recensement de sa population ; la statistique ne s'occupe que du partage de la population en classes et suivant les lieux qu'elle habite. Pour





la Russie elle-même, ce partage est devenu suranné, mais à plus forte raison est-il mal approprié au Royaume, où il n'y a plus trace de cette organisation des classes différentes, conservée en Russie. Il y a quelques années, un statisticien polonais, M. A. Zakrzewski, s'est efforcé d'indiquer approximativement le nombre des Polonais vivant de l'agriculture, et a acquis la certitude que ce nombre s'élevait à près de 66 %. Nous donnons ce chiffre, n'en ayant pas d'autre qui offre plus de certitude. Quoi qu'il en soit, l'importance économique de cette population diminue de plus en plus. L'augmentation rapide de la population des villes, durant ces dernières années, en est une preuve certaine. Dans la période qui va de 1872 à 1897, la population totale du Royaume de Pologne a augmenté de 45 %, et la population des villes de 94 %; en 1872, elle formait 16 % de la population totale; en 1897, elle en représente 22 %.

Il faut appeler l'attention sur ce fait que, dans 32 grandes villes, comptant dès 1897 plus de 10.000 habitants, la population, durant l'époque indiquée, a augmenté de 139 %. On est surtout frappé de ce rapide accroissement dans les centres industriels comme Łódź 524 %, Pabjanice 249 %, Czestochowa 214 %, Bzdzin 224 %, Varsovie 131 %, etc. Le Royaume de Pologne, du reste, est un des pays à rapide accroissement de population : en 1816, il comptait à peine 2.717.287 habitants, et le recensement de 1897

en donne 9.455.943; par conséquent, l'augmentation, en quatre-vingts ans, est de plus de 248 %.

L'agriculture traverse actuellement une crise difficile dans l'Europe entière, par suite de la concurrence que lui fait le blé cultivé sur une terre peu coûteuse, non épuisée, non endettée, faiblement imposée. Cette crise atteint aussi le Royaume de Pologne, non seulement parcequ'il est forcé d'abaisser le prix de son blé exporté à l'étranger, mais parcequ'il trouve encore, sur son propre marché, un concurrent dangereux dans le blé importé des plaines du sud et de l'est de la Russie. Le progrès agricole est, en réalité, très faible dans ces contrées, mais la production y est pourtant beaucoup moins dispendieuse, vu la fertilité naturelle, le bon marché des terrains, et enfin à cause de la moindre importance des impôts, comparée à ceux du Royaume.

On trouvera dans le tableau ci-contre une série de données expliquant la situation. On y trouvera surtout les frais moyens de production des différentes espèces de blé dans les zones les plus favorables de l'Empire russe, et les prix moyens (d'il y a quelques années) sur le marché varsovien, ensuite les calculs de deux statisticiens polonais indiquant la norme des impôts dans ces zones. Nous prévenons que chacun de ces statisticiens a employé une méthode différente, ce qui expliquera que leurs résultats ne sont pas identiques.



ZONES	Frais de la production de 1 poud de grains (sans rente) et prix moyen sur le marché varsovien en kopecks								Impôts du Trésor territoriaux et communaux en kopecks par diésiatynes	Impôts fonciers pour 8 pouds de tout blé en kopecks
	Seigle		Avoine		Orge		Froment			
	Frais	Prix	Frais	Prix	Frais	Prix	Frais	Prix		
Royaume de Pologne . . . . .	59,1	58,3	48,8	78	40,8	66,8	66,4	80,2	82	4,77
Gouvernies méridionales. Steppes. . . . .	36,1		38,8		34		45,7		17,1	0,20
— centrales. Terres noires . . . . .	32,9		30,1		32,4		44,8		35,9	0,37
— septentrionales. Terres noires . . . . .	32,6		28,3		28		42,2		35,1	0,29
— méridiono-occidentales. Podolie, Volhynie, Kijew . . . . .										
— orientales et méridiono-oriental. . . . .	36,8		32,4		27,1				14,2	0,26
— occident. (G. lithuano-blanc-rus.) . . . . .									12,8	0,33

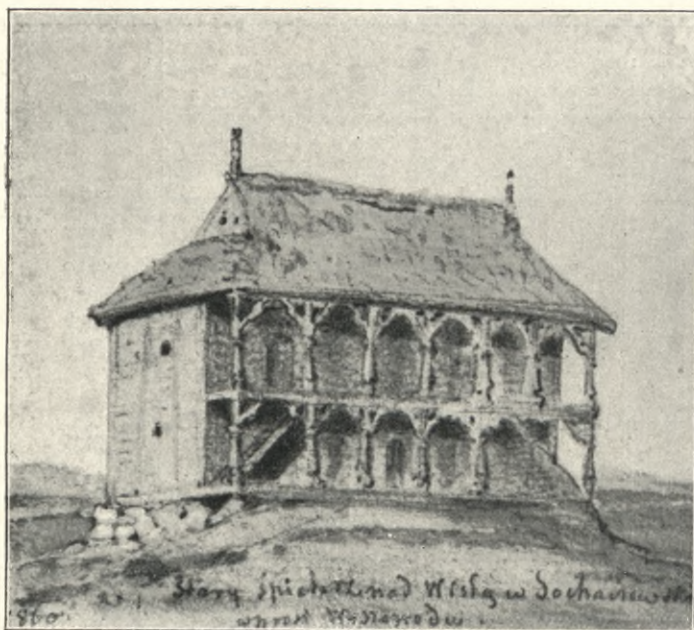
Nous voyons, d'après ce tableau, quelle ruineuse supériorité ont les blés russes au point de vue des frais de production. Comme le Royaume ne peut s'entourer d'une frontière de douanes, la seule protection de la production locale était l'éloignement et les frais élevés des transports. Mais cette protection naturelle a elle-même été supprimée par le gouvernement russe.

Depuis 1889 il a appliqué, pour la protection de l'exportation du blé, un tarif différentiel aux chemins de fer. Ce tarif repose sur ce principe que le blé paie d'autant moins de droit par poud et par verste qu'il vient d'une contrée plus éloignée. Ce tarif s'applique à toute espèce de blé voyageant vers la frontière, aussi bien s'il est destiné véritablement à un pays voisin que s'il est réservé à la consommation des contrées industrielles voisines de la frontière, dans le Royaume, même s'il doit être réexpédié des endroits voisins de la frontière aux stations tout

à fait intérieures du Royaume. L'enquête sur le transport des blés en chemin de fer démontre, avec preuves à l'appui, qu'une quantité de plus en plus importante de blé russe arrive sur les marchés du Royaume, et que Varsovie et Lödz satisfont aux 40 % des besoins de leur consommation avec des blés produits à une distance dépassant 1.000 kilomètres.

En revenant aux chiffres du tableau, nous acquérons la certitude que, surtout pour les grands propriétaires, produisant uniquement en vue de la vente, la situation est des plus difficile. Ceux-là seulement prospèrent qui se livrent à une culture plus rémunératrice que celle des blés, ou encore qui arrivent à abaisser les frais de production plus bas que la moyenne. Il faut avouer qu'on fait beaucoup dans les deux sens. L'agrandissement des villes, créant un marché de plus en plus important, est une circonstance favorable au développement de l'agriculture; en revanche, le manque de protection gouverne-





mentale, les obstacles à toute action collective, les servitudes, l'échiquier, l'organisation insuffisante du crédit, etc., rendent la tâche très difficile. Le développement de l'industrie a une influence défavorable sur les intérêts des grands propriétaires et augmente le prix de la main-d'œuvre. Jusqu'à ces dernières années, le salaire des cultivateurs dans le Royaume de Pologne était étonnamment bas. Dans les derniers temps, plusieurs contrées ont commencé à manquer de bras. La population des campagnes, cherchant de l'ouvrage, se dirige volontiers vers la ville, ou bien s'en va cultiver la terre en Allemagne, où les salaires sont plus élevés, tandis que beaucoup de marchandises reviennent meilleur marché. Ce nouveau phénomène complique la situation des grands propriétaires, déjà tourmentés par le paiement de leurs anciennes dettes. L'augmentation des salaires est devenue une

nécessité, mais elle n'est pourtant possible, économiquement parlant, que dans le cas d'une transformation de l'organisation et de la technique agricole.

Jetons un coup d'œil sur la situation des propriétaires, autant que nous le permet l'étonnement pauvre statistique officielle. Peuvent être comptés dans la catégorie des petits propriétaires : les paysans, les habitants des *osady* (colonies rurales) et la petite noblesse. En 1894, ils possédaient, tous ensemble, plus de la moitié de l'étendue totale du pays (51,6%), c'est-à-dire que les paysans avaient 4.871.493 diésiatynes (43,1%); les habitants des *osady*, 289.920 d. (2,6%) et la petite noblesse 670.820 d. (5,9%). La grande propriété des seigneurs (environ 13.000 biens distincts) occupait, en 1894, 40,6% de l'étendue totale (4.590.677 d.), les biens du Trésor comprenaient 669.983 d. (5,9%), le territoire des villes 153.553 d. (1,4%), enfin les autres catégories de propriétaires possédaient ensemble 50.583 d. (0,5%).

La petite propriété foncière l'emporte dans la partie nord-est du Royaume, sur la rive droite de la Vistule. Au contraire, sur la rive gauche, c'est la grande propriété seigneuriale qui occupe la plus grande partie des terres. On peut se faire une idée des différences en sachant que dans le district de Kutno la grande propriété constitue 72,9% de l'étendue totale, dans celui d'Ostroleka, à peine 10,9%. Si l'on compare avec les données de 1887, la petite propriété



accuse une augmentation d'étendue de 5,3 %, mais, en grande partie, c'est un accroissement fictif, dû surtout à une inscription plus exacte qu'auparavant. Une partie de cette étendue nouvellement acquise provient de l'indemnité pour l'abolition des servitudes. Le Comité de statistique suppose que, par suite d'achats de terres seigneuriales, les paysans ont augmenté leur propriété, en sept ans, de 2 % seulement. Si nous comparons les données de 1894 à celles de 1872, nous voyons que la propriété des paysans s'est augmentée, durant ces vingt-deux

ans, de 883.674 d. Pour une gubernie, celle de Radom, qui peut être considérée à tous les points de vue comme moyenne, nous avons, sur le morcellement des terres, des données particulières. Il est démontré que l'achat de terres seigneuriales par les paysans a commencé avant même la réforme agraire; dès 1865, c'est un phénomène continu, bien que d'intensité variable. En trente-huit ans (1859-1896), 15.341 colons acquièrent 192.522 arpents, pour 7.997.832 roubles. L'étendue des différentes terres est des plus variables, car d'un demi-arpent elle va jus-





qu'à 15 arpents, ne dépassant ce chiffre que tout à fait exceptionnellement. Le plus souvent, les parcelles sont de 15, 10 et 5 morgs (arpents), qui, avec le temps, se morcellent encore.

En sept ans (1889-1896), dans la gubernie de Radom, et sans le secours de la Banque, 2.467 personnes ont acheté 22.950 morgs (arpents) payés en moyenne 48 roubles le morg; avec l'aide de la Banque, on avait acheté presque autant de terre (2.197 personnes, 22.442 morgs), mais les terres devaient être meilleures, car on les payait en moyenne 54 roubles le morg, et l'étendue moyenne des biens était un peu plus grande (10 et 9 m. et demi). Le mouvement de morcellement ne s'est pas arrêté dans cette gubernie, et durant le premier semestre de l'année 1900, on a morcelé, avec l'aide de la Banque, entièrement ou en partie, 20 grandes propriétés. Nous n'avons pas de données pour les autres gubernies, mais celle de Radom n'est pas une exception, et nous savons en outre qu'en six ans (1891-1896), dans la gubernie de Lublin, 4.036 paysans ont acquis 32.500 morgs avec l'aide de la Banque, pour 2.270.500 roubles, en moyenne 8 morgs par famille et 69 roubles par morg.

Une partie de la grande propriété est passée entre les mains des étrangers, mais nous n'avons aucun chiffre à cet égard. Quant aux Russes, à part les majorats qui leur ont été donnés pour « services politiques », ils possèdent encore

une certaine quantité des biens du clergé, confisqués par le gouvernement après 1863, et vendus par lui exclusivement à des Russes. Mais ces nouveaux propriétaires ne réussissent pas à s'y maintenir, et, ne pouvant trouver suffisamment d'acquéreurs parmi les orthodoxes, ils demandent souvent l'autorisation du Tsar pour les diviser entre les paysans du voisinage.

Nous n'avons pas non plus de données suffisantes pour diviser la propriété villageoise en différentes catégories. En 1872, 26,5 % des colonies de paysans avaient moins de 3 morgs; 40,5 % avaient de 3 à 15 morgs; et, enfin, 33 % avaient plus de 15 morgs. D'après les lois de la colonisation, les colonies de 6 morgs ou moins ne peuvent être divisées, mais, en réalité, elles se divisent aussi, par suite d'héritages. Aujourd'hui, une colonie de paysans a, en moyenne, dans le Royaume, 13,8 morgs. L'endroit où la petite propriété est le plus divisée est le district de Pinczow (en moyenne, 6 morgs), et en général dans toute la partie sud-ouest du Royaume (6,11 morgs). Au contraire, les plus grands établissements de paysans se rencontrent dans le district de Wladyslawow (13,8 morgs) et en général sur toute l'étendue de la gubernie de Suwalki (18,31 m.) sur la frontière commune avec la gubernie de Siedlce, à l'est (18,22) ainsi que dans les districts de Przasnysz (18 m.) et d'Ostrolenka (19 m.), dans la gubernie de Plock. On compte 300.000 familles, ou 1.200.000 personnes composant la population



des possesseurs de petits champs, c'est-à-dire ayant moins de 10 morgs, et, par conséquent, obligés pour vivre de trouver un travail salarié, en plus de leur culture personnelle. Ici, il est bon de faire remarquer en passant que le gouvernement russe a essayé d'établir dans le Royaume des colonies de paysans russes. Il a fondé des villages russes autour des forteresses de Nowogjeorgiewsk et Iwangorod (ainsi qu'ils ont surnommé Modlin et Deblin); mais ces villages sont aujourd'hui dans un état déplorable.

Quant à la population campagnarde non propriétaire, d'après le professeur Simonenko, dès 1864, après la réforme, il en restait à peine 220.000 personnes. Actuellement, pourtant, elle est beaucoup plus nombreuse. D'après les renseignements du Comité Varsovien de statistique, renseignements considérés partout comme insuffisants, en 1891, la population non propriétaire s'élevait à 849.318 personnes des deux sexes, ce qui constituerait 13,2 % de la population totale des campagnes. C'est dans les goubernies où domine la grande propriété et la culture intensive que l'on trouve le plus de paysans non propriétaires; la moitié à peu près est réunie dans les trois goubernies de Varsovie, Plock et Kalisz.

Un très grand nombre de paysans non propriétaires vont chercher du travail loin de leur contrée natale.

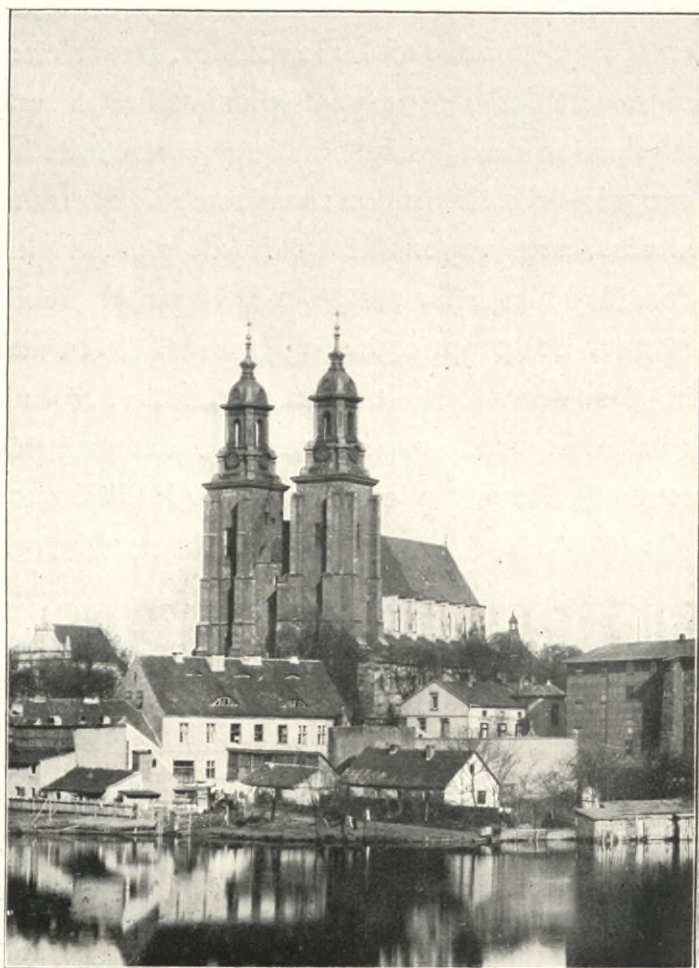
Les salaires des journaliers étaient très faibles dans le Royaume jusqu'à ces dernières

années. D'après les données que le Comité Varsovien de statistique avait réunies il y a quelques années, le gain moyen d'un homme adulte, au moment des travaux champêtres, s'élevait, par jour, à 35 kop. et demi. Les salaires vont de 30 à 31 kop. dans les goubernies de Kielce et de Radom; ils atteignent 47 kop. dans la goubernie de Suwalki; en automne et au printemps, on donne 23 kopecks, en hiver, à peine 17. Durant l'année entière, un journalier peut gagner en tout 82 roubles, une femme, 58. Les garçons de ferme, si l'on compte en argent leur logement et tout leur entretien, gagnent par an, en moyenne, 115 à 132 roubles. Des salaires si misérables ne peuvent plus suffire à une population dont les besoins augmentent avec les progrès de la civilisation; aussi, depuis quelques années, nous voyons des foules de plus en plus considérables aller travailler la terre en Allemagne. Les propriétaires allemands, grâce aux impôts, se défont de leurs produits avec un gain de beaucoup supérieur à celui des propriétaires du Royaume (en mars 1899, la différence s'élevait à 34 % pour le froment et 57 % pour le seigle); aussi payent-ils facilement des salaires plus élevés; de plus, par suite d'une plus grande intensité de culture, ils emploient les journaliers pendant plus longtemps chaque année. Le nombre de ces émigrants temporaires surnommés « obiezysasy » (parcoureurs de pays Saxons), s'élevait en 1899 à peu près à 100.000 personnes. Ils se recrutent parmi les paysans non proprié-



taires ou très petits propriétaires et proviennent surtout des goubernies de Kalisz, de Varsovie et de Plock.

D'après des calculs privés, les « parcourers de pays Saxons » des 5 districts de Kalisz rapportent ou envoient annuellement à leurs familles environ 1.000.000 de roubles. Ils rapportent aussi de l'étranger beaucoup de nouvelles connaissances agricoles, ainsi que des idées diverses sur l'organisation sociale, de sorte que, dans une certaine mesure, ils deviennent des agents de la civilisation pour leur contrée natale. De moindres



escouades de paysans polonais s'en vont parfois d'autres côtés, par exemple dans les goubernies des bords de la Baltique; en revanche, au temps des moissons, ce sont des cultivateurs de la Galicie qui travaillent dans les goubernies méridionales du Royaume.

A part l'émigration à la recherche du salaire, et qui ne dure que les mois d'été, il existe une émigration outre-mer (surtout dans l'Amérique, soit du Nord, soit du Sud). Le plus grand nombre de ces émigrants proviennent de la goubernie de Suwalki, surtout de la partie habitée par des Lithuaniens. De 1882 à 1888, environ 1.500 hommes émigrèrent annuellement; en 1892, ce chiffre s'éleva subitement à 4.000 (soit 6 % de la population totale); depuis 1894, il n'émigre plus que 2,19 %. La goubernie de Plock occupe le second rang dans ce mouvement. Jusqu'en 1889, elle n'y prend presque aucune part; mais en 1890, 4.749 personnes, soit 8,74 % la quittent pour émigrer. En général, l'émigration lui enleva par an, de 1889 à 1894, 5,24 % de sa population; pendant les quatre années suivantes, seulement 2,14 %. Il convient de remarquer que, dans cette goubernie, les non-propriétaires constituent 1/5 de la population totale, que 30 % des établissements de paysans ne comptent même pas 3 morgs; enfin, que les salaires des journaliers y sont moindres que partout ailleurs. Les émigrants de cette goubernie envoient au pays, rien que par la poste, environ 100.000 roubles



par an. Le troisième rang appartient à la gouvernie de Lomza, d'où, durant la première période (1889-1894) sur 1.000 habitants, 2,85 % ont émigré; durant la deuxième, 0,81. En quatrième lieu, citons la gouvernie de Kalisz (1,61 % — 0,44 %), et enfin vient la gouvernie de Varsovie (1,12 % — 0,47 %). Pour les cinq autres gouvernies, on peut dire qu'on n'y connaît pas l'émigration d'outre-mer.

Si nous passons à la production agricole, nous devons dire avant tout que la culture petite et grande du Royaume progresse et se perfectionne grandement.

En 1899 elle se présentait comme suit :

Terres labourées . . . . .	55 %	de l'étendue totale.
Jardins et bâtiments . . . . .	3,3	—
Prés . . . . .	8,6	—
Pâturages . . . . .	7,6	—
Forêts . . . . .	20,6	—
Landes . . . . .	4,9	—

Si nous pouvons nous en rapporter aux chiffres officiels, les landes ont diminué de 52.662 diésiatynes (de 5,4 % à 4,9 %). L'étendue des bois a énormément diminué. En 1887, elle égalait 2.505.305 diésiatynes (22,6 % de l'étendue totale); en 1894, elle n'est plus que de 2.323.38 diés., c'est-à-dire qu'en sept ans elle a perdu 181.467 diés. Comme les forêts gouvernementales (occupant, en 1894, 593.143 diés., c'est-à-dire 25,5 % de toutes les forêts), ainsi que celles appartenant aux villes et colonies, n'ont pu diminuer, cette perte a été subie tout entière par les forêts appartenant à des particu-

liers, qui, par conséquent, en sept ans, ont diminué de 9,8 %, soit de 1,4 % par an. L'introduction d'une protection forestière, telle qu'il en existe déjà une en Russie, arrêtera peut-être cette violente destruction. Quelques données de l'administration forestière de l'État nous indiqueront la valeur des forêts. Au point de vue de la quantité du bois de chauffage produit en un an par 1 diésiatyne de forêt (0,45 sazini hexagone), le Royaume de Pologne a la seconde place (après les gouvernies centrales qui donnent 0,48). Au point de vue du rapport, les gouvernies du Royaume occupent toutes un rang honorable, mais la gouvernie de Piotrkow et celle de Varsovie surpassent toutes les autres.

L'accroissement de la production végétale est indiqué (en tchetwerts) par le tableau ci-dessous.

En moyenne annuellement pendant les années	BLÉS TARDIFS		
	On sema	On récolta	Récolte en grains
1864-1870. . . . .	2.096.415	8.970.393	4,28
1870-1879. . . . .	2.311.700	10.683.900	4,62
1883-1892. . . . .	2.107.286	10.723.543	4,94
	BLÉS HATIFS		
	On sema	On récolta	Récolte en grains
1864-1870. . . . .	2.098.623	9.884.271	4,74
1870-1879. . . . .	2.388.000	10.679.200	4,47
1883-1892. . . . .	2.300.569	10.199.561	4,43
	POMMES DE TERRE		
	On sema	On récolta	Récolte en grains
1864-1870. . . . .	2.666.267	14.418.428	
1870-1879. . . . .	3.823.300	20.254.400	
1883-1892. . . . .	5.643.426	26.336.481	

On est frappé, dans ce tableau, par l'énorme accroissement des pommes de terre, qui s'élève





à 83 %, quand la production du blé tardif et hâtif n'a augmenté, en tout, que de 11 %. C'est que les pommes de terre sont devenues le véritable aliment du peuple, qui se nourrit, en général, très misérablement. Dans beaucoup d'endroits, les paysans ne font même pas de pain du tout, ils en achètent de temps en temps à la ville. De plus, une grande quantité de pommes de terre est transformée en alcool ; enfin, elles constituent un des principaux articles d'exportation. La production du blé perd, en général, son ancienne importance, et on ne lui consacre plus que 65 % à peine de l'étendue labourable. Au point de vue du nombre de diésiatynes occupées, la première place revient au seigle (1.717.600), ensuite vient l'avoine (837.705), puis les pommes de terre (705.065). Leur récolte annuelle s'est élevée de 1883 à 1892 à 284.434.000 pouds, quand, dans toute la Russie européenne, elle n'atteignait que 474.515.000 ; ensuite seu-

lement s'échelonnent le froment (504.905), l'orge (404.632), les haricots (243.707), etc.

L'horticulture industrielle n'a commencé à se développer que dans les vingt ou vingt-cinq dernières années ; c'est encore une branche de culture trop peu exploitée. Les vergers sont nombreux, même chez les paysans, mais peu d'entre eux ont un caractère industriel, et l'on n'a même pas établi d'assortiment commercial. Les fruits ordinaires sont très nombreux en été, et leurs prix tombent très bas ; en revanche, les fruits recherchés sont chers, même l'été, et, en hiver, ils ne sont abordables que pour la population riche. On exporte un peu de fruits en Russie, mais l'importation des pays voisins est de beaucoup supérieure. Il existe beaucoup de pépinières d'arbres fruitiers, et les deux tiers de leurs produits sont exportés dans les goubernies voisines et même dans les localités éloignées de la Russie méridionale, à Taschkent, et dans les pays du Caucase.

La culture maraîchère est développée dans les environs des grandes villes et dans quelques contrées du pays. En général, la production suffit aux besoins locaux, très faibles relativement jusqu'ici, et les primeurs sont même exportées en Russie.

Le Royaume possède environ 9.317.600 têtes de bétail de toute espèce, dont 12,72 % de chevaux ; 31,81 % de bêtes à cornes ; 39,64 % de brebis ; 15,83 % de porcs. En comptant chaque espèce, d'après la méthode employée



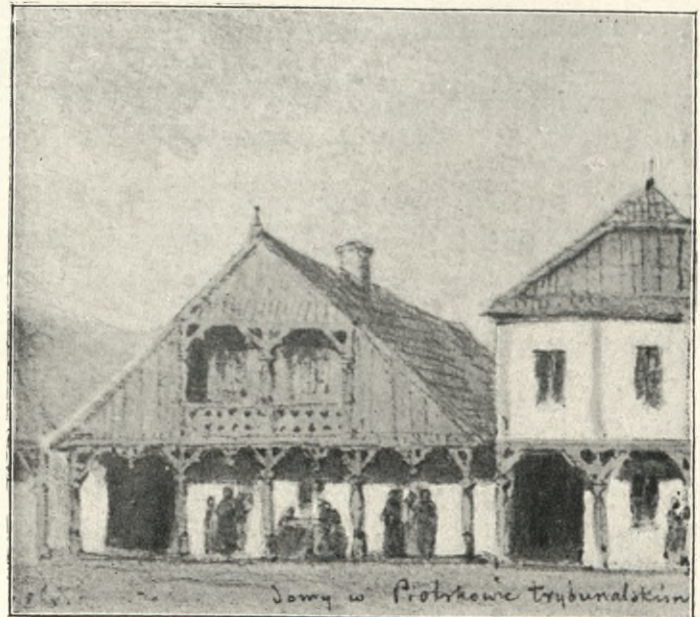
en statistique, nous aurons, en 1873, pour 1.000 diésiatynes de terre labourée, 702 têtes de bêtes à cornes ; en 1888 il y en avait 955. Pour le labourage régulier on trouve suffisant d'avoir 666 têtes pour 1.000 diésiatynes ; par conséquent, dès 1873, le Royaume avait suffisamment de bestiaux, et même 5,4 % de plus que la quantité nécessaire. Dans quelques goubernies, la quantité de bétail n'atteignait pas le chiffre indiqué, mais en 1888, nous n'en trouvons plus, et le Royaume entier a 43 % de bestiaux en plus du chiffre nécessaire. Aussi la production de fumier du Royaume est de 8,8 pouds par diésiatyne, tandis qu'en Russie elle est à peine de 3,3 p. Ce développement favorable contraste d'une manière frappante avec les chiffres relatifs à la Russie d'Europe, où l'on constate, pendant la même période (1870-1883) une diminution du bétail, aussi bien par rapport à la population qu'à la superficie labourée (de 574 à 540). La partie orientale du Royaume, située sur la rive droite de la Vistule, a, en général, la prééminence pour ce qui est de l'élevage ; dans cette région, la goubernie de Suwalki occupe la première place.

Passant à l'étude détaillée de l'élevage, nous la commencerons par les chevaux. Leur quantité a considérablement augmenté durant la période dont il s'agit, car de 753.000 têtes, elle s'est élevée à 1.204.000, soit une augmentation de 59,9 %.

L'élevage des chevaux de race est assez déve-

loppé. Il existe déjà 307 éleveurs connus. Les chevaux des éleveurs polonais ont si souvent remporté des triomphes sur les champs de courses russes qu'on a pris contre eux différentes mesures protectrices.

Les bêtes à cornes, de 1870 à 1888, ont augmenté de 35,1 % (2.231.000 à 3.013.000). L'année dernière, on comptait 37,1 têtes pour 100 personnes, et 39,7 pour 100 diésiatynes de terre labourée. L'importation du bétail des steppes russes entrave les progrès de l'élevage des animaux de boucherie dans le Royaume, comme il l'entravait précédemment en Galicie ; en revanche, les énormes besoins des villes et le développement des moyens de communication favorisent l'élevage des bêtes laitières. Beaucoup d'exploitations villageoises tirent un grand profit de leur production de laitage, bien qu'une grande quantité de beurre et de fromage soit





importée des provinces annexées. D'après les données officielles, voici comment se présente la fabrication industrielle du beurre et du fromage :

	1876			1896		
	Quantité d'entreprises	Valeur de production en roubles	Quantité d'ouvriers	Quantité d'entreprises	Valeur de production en roubles	Quantité d'ouvriers
Beurre . . . . .	343	290.278	628	567	720.517	1.114
Fromage. . . . .	6	26.770	11	14	17.404	20

Parmi les races de prix, on élève surtout des vaches hollandaises, 121 exploitations s'occupent de leur vente. En moyenne, 44 ont la race de Simenthal ; 16 la race de Schwitz et 16 la race d'Oldenburg. Durant ces dernières années, l'attention a été attirée sur les races du pays, dont l'élevage donne en Galicie de si beaux résultats, la race rouge (5) et la race noire (1) des rives du Bug.

Le Royaume possède beaucoup de brebis (46,2 têtes pour 100 personnes et 49,5 pour 100 d.), dont 55 % appartiennent à la race de laine fine. Mais, durant la période de 1870 à 1888, le nombre des brebis a diminué de 10 %. Il existe 53 bergeries de reproduction connues, s'occupant surtout de la race Negretti et de la race Rambouillet. Les produits de cet élevage auraient de grands débouchés en Allemagne, sans les intrigues des agrariens de Prusse, qui leur ont fermé la frontière. La race de porcs du pays se distingue par une viande savoureuse et une grande résistance.

L'élevage industriel de la volaille sur une

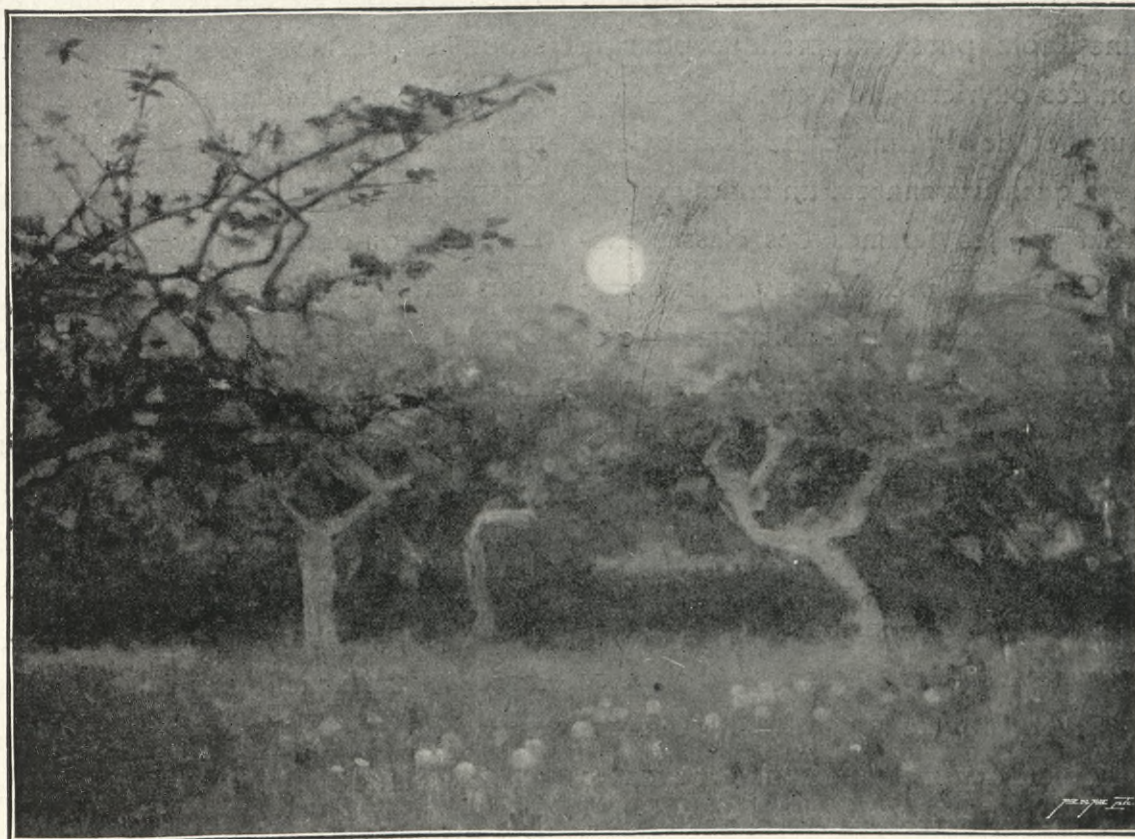
grande échelle commence à peine à s'organiser ; on exporte pourtant beaucoup d'œufs et d'oies. De même la pisciculture est encore à ses débuts. En 1883, on fonda à Varsovie une Association de Pêche, mais elle eut à supporter de grandes pertes. A la fin de 1898, il s'est fondé une nouvelle Association poissonnière par actions. On connaît 22 exploitations privées qui se livrent à l'élevage raisonné du poisson.

L'apiculture est beaucoup plus développée ; on y a même introduit des améliorations originales (ruche à cadres de Lewicki). La protection de l'agriculture par le gouvernement est très peu développée en Russie même, malgré le caractère particulièrement agricole du pays ; pour le Royaume, elle se réduit naturellement au minimum. Elle se borne à entretenir quelques écoles et un haras à Janowka. Comme établissement scientifique ayant trait à l'agriculture, si nous négligeons l'Institut Vétérinaire de Varsovie, le gouvernement ne possède que l'unique Institut agricole et forestier de Pulawy (appelé officiellement Nowa-Aleksandryja). Mais il n'a



aucunement en vue les intérêts du Royaume, et son seul but est la russification. Non seulement les cours y ont lieu en russe, comme d'ailleurs dans toutes les écoles officielles et privées du Royaume, mais les professeurs eux-mêmes,

venus du fond de la Russie, n'ont aucun lien avec le pays, et les places vacantes sont remplies de plus en plus par des auditeurs russes. Aussi, la plus grande partie des jeunes gens du Royaume qui se consacrent aux études agricoles



vont travailler en Galicie ou en Allemagne. Comme écoles élémentaires, on remarque : l'école de jardinage, dépendant du Jardin Pomologique de Varsovie, également gouvernemental, et l'école préparatoire des employés forestiers inférieurs, surtout pour les forêts appartenant à l'État, fondée en 1898 à Drewnica. A cette courte liste, on peut ajouter les 1.500 roubles de subsides annuels accordés au cours d'api-

culture et de jardinage de Varsovie, en 1898.

Le Royaume ne possède pas beaucoup d'écoles agricoles particulières. Il est très difficile d'obtenir la permission d'ouvrir un établissement d'instruction quelconque ; de plus, l'obligation de l'enseignement en russe et l'immixtion policière continuelle des autorités encouragent peu les donateurs à fonder des écoles. L'unique école moyenne d'agriculture commence sa car-



rière, comme adjointe à une école technique privée. Il n'y a pas longtemps, en 1896, fut fondée une école élémentaire d'agriculture à Sobreszyn, grâce au legs considérable du comte Kicki. En 1899-1900, elle comptait 59 élèves. A Czestochowa, près du jardin de M. Zawada, il existe une école purement pratique pour la préparation des ouvriers jardiniers. La Société d'Apiculture et de Jardinage de Varsovie a ouvert, il y a quelques années, un cours gratuit, suivi surtout par les femmes des classes instruites. A Chyliczki, près Varsovie, le comte Zyberk-Plater entretient un établissement d'études ménagères et agricoles pour les femmes.

Le gouvernement russe considère avec méfiance toutes les manifestations d'entente collective, même en Russie proprement dite, à plus forte raison sur les confins rebelles. Par conséquent, il existe fort peu d'institutions collectives dans le Royaume, mais à chacune d'elles se rattachent divers foyers de travail collectif, arrivant tant bien que mal à se concilier avec les statuts obligatoires de cette institution. Quand on ne peut obtenir l'autorisation de fonder une institution quelconque, on se résigne, bien qu'à contre-cœur, à fonder une dépendance de quelque société russe déjà existante à Pétersbourg ou à Moscou ; par ce moyen, en payant une certaine somme au profit de l'institution centrale, on obtient une facilité telle qu'elle d'agir sur place.

Jusqu'à ces dernières années, il n'existait

dans le Royaume que deux institutions ayant une importance générale pour la vie économique du pays. C'étaient le Musée Industriel et Agricole, puis la Société d'encouragement de l'Industrie et du Commerce. Le Musée fut créé en 1875, avec des statuts très tyranniques ; la cotisation des membres était très élevée, et pour la nomination de chacun d'eux, on exigeait l'approbation du Ministère des Finances, après entente avec le général gouverneur de Varsovie. En 1899, on obtint d'autres statuts ; les cotisations ont été abaissées, et c'est seulement au Comité que fut nécessaire l'approbation des autorités. A part différentes collections, le Musée entretient : 1° Un laboratoire chimique faisant toutes les analyses, et où les savants de la ville, à qui les laboratoires universitaires sont fermés, peuvent se livrer à leurs travaux particuliers ; 2° Une station météorologique, sous la direction de laquelle se trouvent 36 autres stations en province ; 3° Un laboratoire géologique ; 4° Une station d'évaluation des semences. Les producteurs les plus importants de grains pour l'ensemencement ont conclu avec elle une entente d'après laquelle leurs récoltes sont d'abord envoyées à la station. Elle les analyse, puis plombe les sacs, et publie le résultat de son analyse. De plus, le Musée publie depuis quelques années *l'Encyclopédie agricole*, ouvrage de grandes proportions et de sérieuse importance. Enfin, à côté du Musée, existent plusieurs institutions plus ou moins indépen-

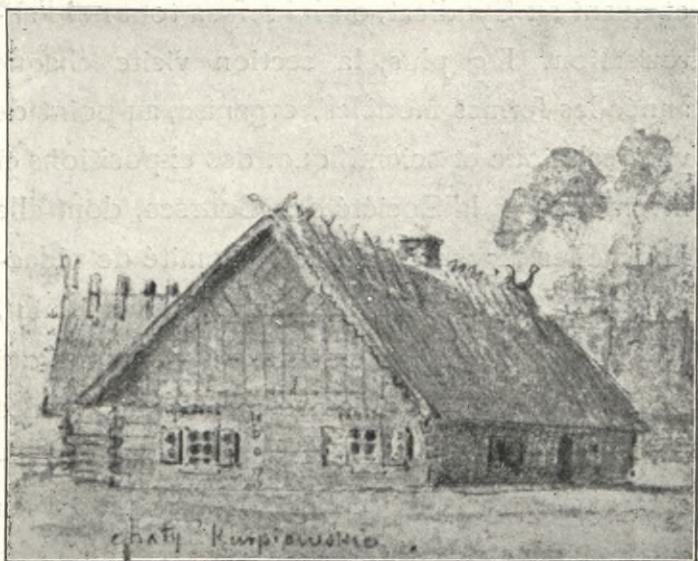


dantes, comme : le Musée Industriel et des Métiers ; l'Exposition permanente des essais et des modèles ; l'École de dessin pour les ouvriers ; le Musée ethnographique ; les cours et ateliers des Brasseries réunies, et, depuis 1897, la section pour le développement des sciences exactes. Cette Commission, grâce aux dons des particuliers, possède les appareils et instruments nécessaires, et organise des séries de conférences constituant une certaine unité.

La Société d'encouragement de l'Industrie n'est que la dépendance d'une Société russe. La section varsoivienne comprend huit divisions : technique, chimique, agricole, ouvrière, commerciale, sucrière, minière et forgeronne ; enfin, celle qui s'occupe des travaux domestiques et du commerce des paysans. La section agricole était, jusqu'à ces derniers temps, l'unique endroit où les propriétaires du Royaume pouvaient se réunir en vue de délibérer sur leurs intérêts communs. Aux séances, qui ont lieu neuf fois par an, on agite des questions de technique agricole et aussi d'importance plus générale. Durant les dernières années, on s'occupa de former un Mémoire relatif à la suppression des servitudes, de trouver le moyen d'assurer des retraites aux intendants et économes, enfin d'un projet de Syndicat agricole qui comprendrait tout le Royaume. Tous ces travaux n'ont servi à rien. Le Mémoire sur la servitude a été englouti dans les chancelleries de Pétersbourg ; le projet des retraites fut renvoyé pour être remanié,

et quant au Syndicat, on lui refusa tout net l'autorisation. De plus, la section visite chaque année les fermes modèles, organise, au point de vue technique et scientifique, des expositions et inventaires de la Société des Courses, dont elle nomme les juges ; constitue le Comité de rédaction de l'*Encyclopédie* déjà mentionnée ; enfin, elle envoie des représentants aux réunions qui ont lieu de temps à autre au Ministère des Finances, et où l'on s'occupe des affaires concernant l'agriculture (comme les droits sur les engrais artificiels, l'organisation de la vente des blés, etc.) Pour chaque nouvelle question qui se présente, la section choisit une délégation spéciale qui fait un rapport motivé à l'assemblée générale. En outre, il existe encore quelques anciennes délégations : la délégation organisatrice, qui prépare les questions devant être agitées en assemblée générale et dirige l'organisation de la pratique agricole. (Dans le Royaume, il s'est établi un usage très rationnel : les jeunes agronomes qui ont terminé leurs études théoriques doivent exercer pratiquement dans les fermes modèles pendant un an ou deux.) La délégation de Sobieszyn a la haute direction de la station expérimentale établie dans cette localité, grâce au legs déjà mentionné du comte Kicki. Cette station possède un champ d'expérience et des pépinières de céréales, où l'on s'applique avant tout à l'amélioration des variétés du pays, plus appropriées aux conditions climatériques et douées souvent de pré-





cieuses qualités. La station a pour aides : le laboratoire de chimie, ayant, entre autres buts, l'étude des productions spéciales à la terre du pays, l'atelier d'appréciation des semences, et la station météorologique. Depuis quelque temps, la station de Sobieszyn est devenue un foyer d'expériences collectives, tentées quelquefois pendant plusieurs années de suite, par toute une série d'exploitations agricoles situées dans différentes parties du pays. En 1897, on entreprit des essais comparatifs des différents engrais artificiels ; 63 grands propriétaires et 340 villageois y prirent part.

La délégation pour l'élevage du bétail réunit les observations relatives à cette branche de l'agriculture ; de plus, elle a établi un projet de lutte contre l'épidémie pulmonaire, mais ce projet n'a pas obtenu de sanction.

La délégation pour l'élevage des chevaux s'occupe de la remonte de l'armée. En 1898,

on fonda une délégation pour l'élevage des brebis.

Pendant les dix dernières années, le gouvernement russe a enfin compris cette vieille vérité, à savoir que la richesse du trésor d'un État dépend directement de la richesse des habitants du pays ; les famines de plus en plus fréquentes dans la Russie centrale en furent surtout des preuves évidentes. Le gouvernement comprit qu'il était urgent de faire quelque chose pour améliorer le bien-être public, et qu'il fallait céder un peu à l'initiative privée. En 1894 fut fondé le Ministère de l'Agriculture ; en 1897 et 1898 on a établi des statuts pour les sociétés agricoles ayant un but plutôt théorique et pour les syndicats, travaillant dans un but surtout pratique comme, par exemple, l'organisation de la vente des produits agricoles, l'achat d'engrais, de semences, etc. Dès lors, il fut plus facile d'obtenir des autorisations, et les propriétaires du Royaume, malgré les dures circonstances où ils se trouvent, ne se firent pas faute d'en profiter. En 1899 fut créée la Société agricole de Kielce, ayant pour but de faciliter les progrès de l'agriculture à l'aide de discussions, conférences, expositions, etc. C'est par son initiative que fut fondée l'Association pour l'élevage du bétail à Miechow. Son but est de créer, avec des animaux se trouvant actuellement dans les étables, une race unique, qu'on améliorerait ensuite. Dans le même but, on forma dans le district de Blonie une Association pour l'élevage du bétail

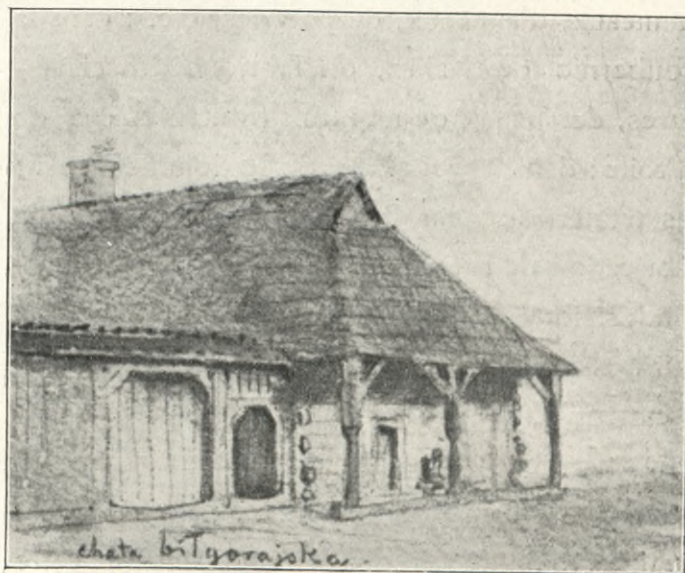


hollandais ; plusieurs autres encore ont été instituées. Durant cette même année 1899, on organisa des syndicats agricoles à Siedlce, Lublin, Radom et autres chefs-lieux de gouvernies. Les syndicats ont pris la résolution d'agir solidairement, afin d'assurer à leurs membres les plus grands avantages possibles.

Trente-quatre propriétaires des gouvernies de Plock et de Lomza eurent l'idée très utile de fonder, de leurs propres forces (aussi en 1899) la station expérimentale de Chojnowo. Son but est de diriger scientifiquement la production du sol, chez tous ses membres, par des études expérimentales des besoins d'engrais, par l'analyse de la terre, le contrôle des semences, des engrais, etc. La station dispose de 40 morgs de terrain. Une station semblable s'organise à Kutno. Ont aussi une grande importance pour l'agriculture et l'industrie, qui lui est liée : le laboratoire de chimie bactériologique de la Société pharmaceutique de Varsovie, et la station (d'initiative privée) pour la distillation et la fabrication de la bière du D<sup>r</sup> Weinberg, à Varsovie.

Parmi les acquisitions des dernières années, il faut compter encore la section varsovienne de la Société russe de Pisciculture et de Pêche (ouverte en 1898), puis la très active Société d'Horticulture et d'Apiculture (fondée en 1895), dont nous avons déjà mentionné les cours. Cette Société administre aussi une Caisse de prévoyance, accessible non seulement aux

jardiniers et apiculteurs, mais à tous les travailleurs des exploitations rurales du Royaume. Cette caisse a pour but de remplacer l'institution projetée, mais non approuvée, qui aurait assuré la vieillesse des économes et employés. Bien moins de services ont été rendus par la Société d'Horticulture de Varsovie existant depuis seize ans, et dont font partie beaucoup de jardiniers industriels. Cette Société organise des expositions, des concours, des foires pomologiques, etc. ; elle dirige les expériences collectives, distribue un peu de plantes de choix aux paysans, et leur facilite l'achat d'arbustes ; enfin, elle entretient un jardinier visiteur, que les propriétaires peuvent faire venir pour un prix modéré et qui sert d'instructeur. C'est à dessein que nous nous sommes arrêté si longtemps sur ces institutions de l'initiative polonaise, dans la sphère agricole. Les étrangers ne peuvent se représenter, même approximativement, l'énergie





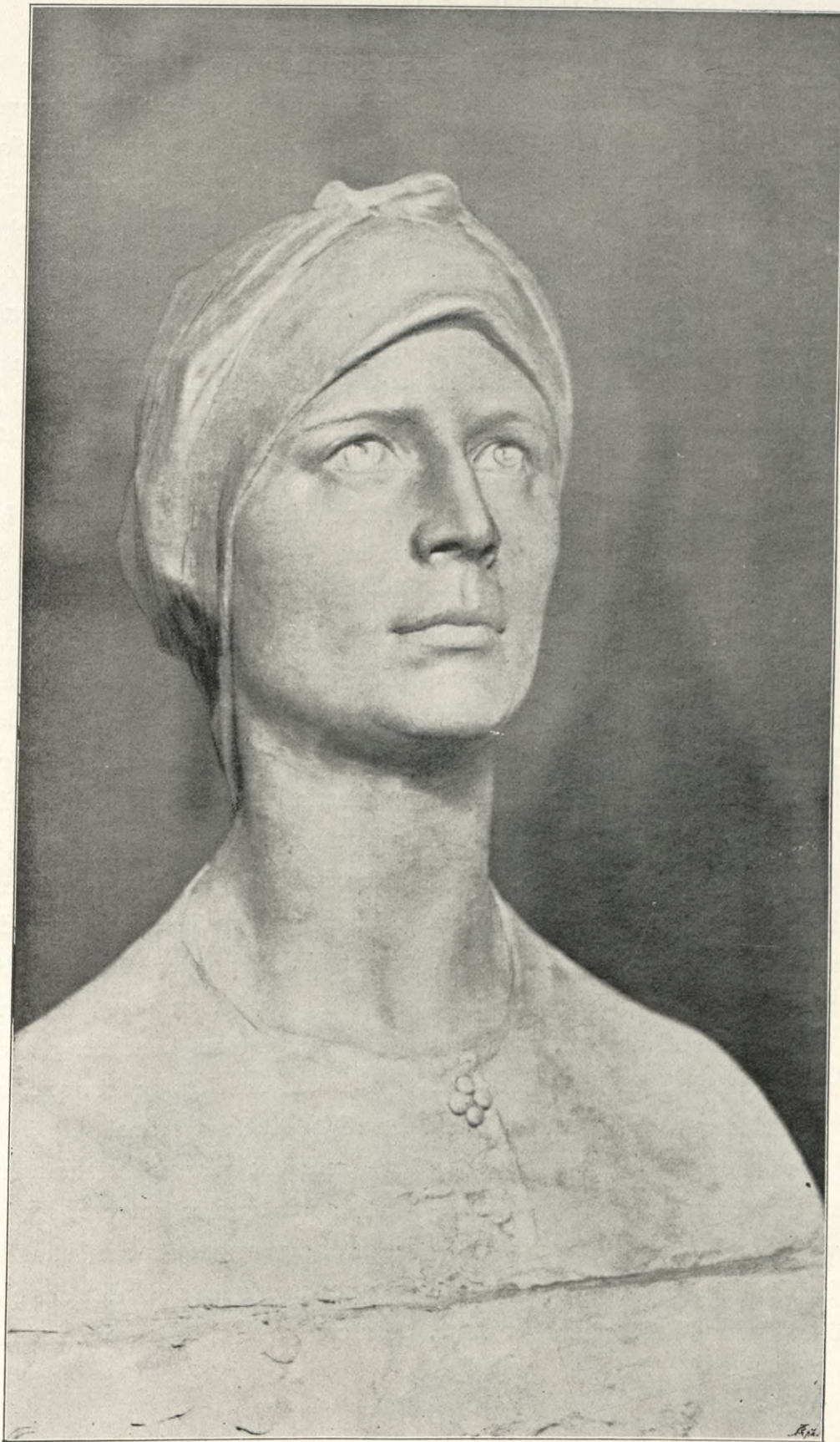
qu'a dû déployer l'initiative privée, les individus ou les groupes, pour conquérir même cette minime quantité d'institutions. Chacune d'elle a dû être arrachée au gouvernement, chacune est entourée par lui, non de sollicitude, mais de défiance et de soupçons, qui entravent dès le début sa liberté de développement. Et c'est ainsi qu'un pays, possédant aujourd'hui une importante culture économique, doit se contenter d'une organisation défectueuse, provisoire, comme on en subit durant une invasion.

L'activité industrielle a pris, dans le Royaume, les formes les plus diverses. L'industrie villageoise, c'est-à-dire la réunion du travail dans les champs et à l'atelier, a des représentants dans le pays entier. Les travaux de bossellerie (*sitarskie*) de Bilgoray (gouvernie de Lublin), par exemple, sont très connus, même à l'étranger. Dans cette même gouvernie, nous remarquons la fabrication domestique de drap, de tonneaux, d'anneaux, de poteries, etc. ; dans la gouvernie de Kalisz, on fabrique des chaussures, des peaux de moutons (fourrures), et de la toile ; dans la gouvernie de Radom fleurissent les tanneries ; dans la gouvernie de Plock, la fabrication de la toile, etc. En général, pourtant, l'industrie villageoise est peu développée, ce qui fait qu'une grande partie des paysans n'ont aucun ouvrage pendant l'hiver ; d'autre part, leur instruction technique laisse beaucoup à désirer. C'est seulement dans ces derniers temps qu'un groupe de personnes s'est occupé de cette

question. On fonda la Section d'Industrie domestique et de Commerce campagnard, dépendant de la Société d'encouragement à l'Industrie et au Commerce de Varsovie. Voulant compenser l'absence d'Écoles d'arts et métiers, la section a fondé un atelier modèle de tissage, à Stanislawow, et envoie des instructeurs dans tout le pays. Des résultats moins bons furent obtenus pour la poterie. Actuellement, outre le tissage, on s'occupe encore de la vannerie et d'autres branches de l'industrie domestique.

Les différents métiers étaient très répandus dans l'ancienne Pologne. On en a la preuve par l'existence de nombreuses corporations. Le dernier acte législatif organisant la situation des artisans, fut le règlement corporatif de 1816. Actuellement, il est tombé en désuétude ; les corporations ont perdu leur ancienne importance et beaucoup d'ouvriers n'en font pas partie. On n'a, jusqu'ici, rien fait pour accommoder l'ancien règlement aux nouvelles circonstances. Les efforts des particuliers, ayant pour but de produire un mouvement collectif, n'ont pas eu de résultat appréciable. Le nombre des ouvriers est très élevé, mais ils ont perdu, en grande partie, leur ancien caractère de producteurs indépendants. Le *sweating-system* se propage de plus en plus, et la plus grande partie de ceux qu'on appelle encore des *maîtres* dépend entièrement des entrepreneurs, uniques fournisseurs de matériaux bruts et acquéreurs de produits manufacturés. Une grande partie de la







production ouvrière est exportée à l'étranger.

Les chaussures de Varsovie se vendent dans les localités les plus reculées de la Russie d'Europe et même d'Asie. Il est très difficile d'estimer l'importance de la production ouvrière, étant donné l'inexactitude des dates de la statistique et le complet arbitraire dans le choix des sources officielles. Pour 1888, on comptait, dans la gouvernie de Kalisz, environ 8.000 ouvriers et 3 millions de roubles de production ; dans la gouvernie de Piotrkow : 15.000 ouvriers et 15 millions de production ; dans la gouvernie de Kielce : 6.500 ouvriers environ. Varsovie est un important foyer de travail ouvrier. En 1888, on y comptait 6.873 *maîtres*, 17.102 ouvriers et 22.188 apprentis ; la valeur de leur production était estimée à 40 millions de roubles, la valeur de leurs ateliers et instruments à 2.355.000.

Pour Varsovie, nous possédons encore des données détaillées datant de 1894. D'après elles, le nombre total des artisans s'élèverait à 55.097, dont 10.401 maîtres, 26.527 ouvriers, 18.479 apprentis ; la valeur des ateliers et instruments égalerait 3.092.905 roubles ; on acheta, durant l'année, pour 30.543.200 roubles de matériaux bruts ; enfin, la valeur *nette* de la production (c'est-à-dire en en retranchant le prix des matériaux) s'élèverait à 56.868.850 roubles.

Le groupe le plus important se composait des ouvriers travaillant pour l'habillement, et dont,

en grande partie, la production est exportée. Ils étaient en tout 32.686 personnes ; les couturières formaient la majorité (8.150) ; ensuite les cordonniers (7.416), puis les modistes (5.853) ; les fabricants de souliers (4.680) ; les tailleurs (3.129), etc. Le second groupe, quant au nombre de ceux qui le composent, était celui des ouvriers pour l'alimentation. On y comptait 6.689 personnes. D'abord les bouchers (1.911), les charcutiers (1.714) et les boulangers (1.178).

Les métiers ayant rapport au bâtiment occupaient 3.645 ouvriers environ, tels que carriers, charpentiers, peintres, etc.

Malgré l'accroissement de l'industrie usinière, bien que beaucoup de branches d'industries ouvrières aient succombé dans la concurrence avec les fabriques, et que d'autres luttent encore, mais avec peine, contre elles, Varsovie est demeurée une ville essentiellement ouvrière, et ce caractère est devenu encore plus intense durant les dernières années. En 1875, sur 1.000 habitants de Varsovie, on comptait 46 ouvriers, 3 ; en 1894, on en trouve 105,6 (sans compter les membres de leurs familles) ; quant aux ouvriers de fabrique, on en comptait en 1896, 44,8 sur 1.000.

Quant aux transformations intérieures, il nous faut noter que le nombre des maîtres a augmenté, durant ces dix-neuf années, en moindres proportions que le nombre des ouvriers, et que, par conséquent, la moyenne des entreprises a



vraisemblablement augmenté. L'accroissement de la production ouvrière, comparée à la production des fabriques, sera rendu plus sensible encore par le tableau suivant :

	Périodes	Accroissement du nombre d'ouvriers			Accroissement de valeur de la production		
Métiers . . .	1875-1894	13.258	55.097	+ 325,9 0/0	8.368.182	56.868.850	+ 580 0/0
Fabriques . . .	1876-1896	9.891	28.614	+ 186,3 0/0	18.004.540	49.507.180	+ 175 0/0

	Périodes	Accroissement du nombre d'entreprises			Pour une entreprise, produit en roubles		Pour un ouvrier, produit en roubles			
Métiers . . .	1876-1894	3.122	10.401	+ 233 0/0	3.165	5.477	+ 73 0/0	672	1.013	+ 51 0/0
Fabriques . . .	1876-1894	236	474	+ 102 0/0	75.686	95.582	+ 26 0/0	1.800	1.650	- 8 0/0

Quant à la grande industrie, nous avons déjà dit que son accroissement date à peine de 25 ans. Il serait impossible d'indiquer exactement cet accroissement, aussi citerons-nous les chiffres adoptés dans les trois ouvrages les plus nouveaux. Radziszewski a découvert, dans les documents officiels, le chiffre de 294 millions de roubles comme indiquant la valeur totale de la production de la grande industrie en 1896, mais il le considère comme trop faible. Koszut-ski, également dans les docu-

ments officiels, trouve le chiffre de 280 millions et, l'estimant inférieur à la vérité au moins d'un quart, déclare que la production de la grande industrie, en 1895-97, s'est élevée à 350 millions de roubles. Le même auteur calcule que la valeur de la production agricole (végétations) en

1883-92 a été, en moyenne, de 233 millions de roubles par an ; d'autre part, l'élevage des bestiaux, des chevaux, de la volaille, le laitage, a atteint environ 300 millions. La valeur de la production ouvrière se serait élevée de





80 à 100 millions. On voit donc par là que, dans le Royaume, la grande industrie a pris une place prépondérante, dont la valeur dépasse aussi bien la production ouvrière (elle vaut plus du triple) que la production agricole.

Si, maintenant, nous additionnons la valeur de la production ouvrière avec celle de la grande industrie, nous verrons que, non seulement le Royaume de Pologne a cessé depuis longtemps d'être un pays agricole, mais que, par la valeur de sa production, il a le caractère d'un pays industriel. Enfin, l'adjoint au Ministre des Finances de Russie, M. Kowalewski, estime la production de la grande industrie dans le Royaume à 380 millions de roubles en 1896. Pour faire bien comprendre ce qui précède, nous allons donner un tableau tracé d'après les données de cet auteur.

*Valeur de la production industrielle dans le Royaume de Pologne en 1896*

	Étendue en wiovistas carrés	Population Recensem. de 1897	Valeur de la production en millions de roubles
Gouvern. de Piotrkow.	10.763 4	1.409.044	215,9
— Varsovie .	15.359 2	1.933.689	98,4
— Radom .	10.854 0	820.363	21,5
— Lublin .	14.789 4	1.159.463	12,3
— Kalisz .	9.961 3	846.719	11,3
— Kielce .	8.868 3	763.746	7,8
— Siedlce .	12.580 8	775.316	4,0
— Plock .	8.286 7	566.877	3,8
— Lomza .	9.265 9	585.781	3,3
— Suwalki .	10.824 3	604.945	1,8
Roy. de Pologne entier.	111.533 6	9.455.943	380,1
Goub. de Moscou .	29.236 4	2.433.356	403,2
— Pétersbourg.	39.203 2	2.107.691	316,7
— Wladimir .	42.831 8	1.570.733	117,6
— Jekatevynslaw	55.705 6	2.112.651	97,5

Comme terme de comparaison, nous citons les chiffres qui se rapportent aux goubernies russes les plus développées industriellement.

Nous voyons par ce tableau que deux goubernies seulement, parmi celles du Royaume, ont un caractère nettement industriel : la goubernie de Piotrkow et celle de Varsovie. Dans la première, on peut distinguer deux régions. La première, essentiellement, presque exclusivement textile, comprend les villes de Lodz, Zgierz, Pabjanice, Tomaszow et les districts de Lodz, de Lask et de Brzeziny. Il doit son importance uniquement à l'activité de l'ancien gouvernement polonais, car c'est dans ces contrées que furent installés par lui les maîtres ouvriers qu'il avait fait venir d'Allemagne. Le principal foyer de production, Lodz, ne possède aucun avantage naturel; le chauffage manque sur place, on est obligé de faire venir du charbon des mines de Dobrowa; il n'y a pas d'eau, on en obtient à l'aide de puits artésiens. En 1793, Lodz comptait 99 habitants; en 1820, il y en avait 749. Les premiers fabricants de draps, venus de l'étranger, s'y installèrent en 1823. En 1827, arriva Geyer, qui fonda à Lodz la première filature de coton. Un peu plus tard, on vit s'établir une filature de lin, et dès 1830, Lodz était devenu un centre d'industrie textile. Quoique artificiellement fondée, elle jouit bientôt d'une puissance attractive, grâce aux dispositions de la population et des rapports commerciaux engagés. Dès lors, Lodz



n'a cessé de grandir, avec une rapidité tout américaine. En 1872 on y comptait déjà 50.498 habitants; le recensement de 1897 en indique 315.209; elle est, par conséquent, à l'heure actuelle, la seconde ville du Royaume, quant à l'étendue, et la cinquième de tout l'Empire russe.

La première place est occupée, à Lodz, par l'industrie du coton, ensuite vient l'industrie de la laine qui tient la tête dans les autres foyers de production de la même région. D'après les recherches de M. Radziszewski, voici comment se présente l'industrie textile dans la ville de Lodz :

	1880			1892		
	Nombre de fabriques	Valeur de production en roubles	Quantité d'ouvriers	Nombre de fabriques	Valeur de production en roubles	Quantité d'ouvriers
En général . . . . .	293	34.700.694	16.368	257	62.675.569	30.237
Produit du coton . . . . .	172	15.606.545	8.879	107	40.314.759	16.379
Produit de la laine . . . . .	105	12.806.304	6.093	112	19.517.034	11.433

Koszutski estime la production de toute la région, pour 1895-97, à 130 ou 140 millions de roubles par an.

La partie méridionale de la goubernie de Piotrkow se fait remarquer par des richesses minières, aussi est-elle devenue le centre principal des entreprises minières et houillères. Mais depuis l'élévation des droits de douane, on a vu s'y développer aussi une industrie de fabriques variées (filatures, mécanique, etc.), dans la région dite de Sosnowice (districts de Bedzin, de Czestochowa et de Noworadom). Le principal centre d'activité minière est ici Sosnowice, composé, au point de vue administratif, de toute une série de villages et de colonies indépendantes les unes des autres et situées le long de la frontière de Prusse. C'est justement la proximité de la frontière, et, par conséquent,

la facilité de transport des machines, des matières brutes et du personnel ouvrier, qui a invité les industriels allemands à choisir cette localité, quand, après 1877, ils s'installèrent en plus grand nombre, grâce à leurs conventions commerciales avec le Royaume, ou bien fondèrent des succursales de leurs entreprises fonctionnant à l'étranger. Le bon marché du combustible, l'abondance d'eau (de la rivière la Przemsza Noire), la grande quantité de femmes et d'enfants qui ne trouvaient pas d'emploi dans les mines ou les usines, favorisèrent le développement de l'industrie dans ces contrées; en revanche, il était entravé par les arrêtés sur les bâtiments en zone frontière et par ceux qui limitent l'achat des terres villageoises, car, malgré tous les efforts, Sosnowice n'est pas encore placé au rang des villes. Outre Sosno-



wice et Dobrowa, qui tendent à se fondre en une seule localité, la ville de Czestochowa prend de plus en plus d'importance au point de vue de ses fabriques. Elle a des moyens de communication facile avec le reste du pays et aussi avec l'étranger, par Herby, qui doit lui être bientôt réuni par un chemin de fer. Cette facilité augmentera encore son activité industrielle. Koszutski évalue la production de toute cette région à 70 ou 80 millions de roubles.

La troisième région industrielle se compose de Varsovie et de ses environs. L'activité industrielle y est très variée : elle est alimentée surtout par les rapports commerciaux très animés de cette partie du pays et par les aptitudes de la population. Pour ce qui est de Varsovie même, parmi toutes les variétés d'industries qui y abondent, on peut distinguer la production de machines et d'objets métalliques comme la plus importante. La valeur de cette production, en effet, dépasse la moitié de la valeur totale

(26 millions de roubles  $1/2$  sur  $49 \frac{1}{2}$  d'après Radziszewski). Près de la moitié des ouvriers y sont employés (13.994 sur 28.614). Après elle, comme entreprises importantes, viennent les tanneries, les brasseries et les manufactures de

tabacs. Des fabriques de toute espèce surgissent sans cesse aux environs de Varsovie ; la plus importante d'entre elles est la fabrique de toiles de Zyrardow. La production du pays entier est évaluée par Koszutski à 100 millions de roubles.

Parmi les différentes sortes de grande industrie, la plus importante est l'industrie textile et de filature. La valeur de sa production annuelle est de 112 à 162 millions de roubles, la quantité d'ouvriers s'élève de 81 à 100.000



personnes.

La branche d'industrie textile la plus anciennement connue en Pologne, et, par conséquent, la plus répandue est celle de la laine. Le gouvernement polonais, de 1815 à 1830, l'entourait d'une protection spéciale, vu que, par là, il



protégeait en même temps l'agriculture nationale, productive de la matière première. Grâce à cette protection, l'industrie de la laine avait pris, dès 1830, une importance assez considérable, si bien qu'en 1829 on évaluait déjà sa production à 6 millions de roubles. (D'après d'autres documents, la seule exportation en Russie et en Chine s'élevait à 9 millions 4 de roubles par an.) Les arrêtés douaniers de la Russie, après 1831, dont nous avons parlé au commencement du présent chapitre, ont ruiné cette branche d'industrie, dont la production, en 1832, n'atteignit même plus 2 millions de roubles. Pendant longtemps cette industrie ne fit que végéter, et fut considérablement distancée par celle du coton.

C'est seulement en 1873 que les chiffres indiquent une production égale à celle d'avant 1830. De cette époque date un rapide progrès. Étant deux fois moindre que la production du coton en 1873, elle ne l'avait pas encore égalée en 1890, mais aujourd'hui elle l'a dépassée. Cette industrie est concentrée spécialement à Lodz et à Tomaszow près Rawa; ensuite à Żgierz (gouvernie de Piotrkow), à Leczyca, à Ozorkow (gouvernie de Kalisz), etc. Quant à sa valeur de production actuelle, vu l'indolence de la statistique officielle, il est, hélas! bien difficile de l'évaluer avec exactitude, chaque document fournissant un chiffre différent. Nous citerons les données des trois auteurs :

Auteurs	Région et année	Nombre de fabriques	Valeur de product. en roubles	Nombre d'ouvriers	Pour une fabrique valeur en roubles	Pour une fabrique ouvriers :	Pour un ouvrier roubles :
Kowalewsky.	Gouvernie de Piotrkow. 1896	297	68.411.000	34.913	230.374	118	1.959
Radziszewski	Royaume entier . . . 1896	440	53.585.588	34.770	121.785	76	1.541
Koszutski	Id. . . . 1895	309	66.500.000	36.000	215.210	116	1.847
	+ 1/4	»	83.000.000	45.000	269.012	145	»

M. Koszutski, ainsi que nous l'avons déjà dit, considère les chiffres officiels comme trop faibles d'environ un quart, c'est pourquoi il présente

des données de deux espèces que nous reproduisons ici. Il a tracé aussi le tableau suivant, représentant le développement de cette industrie :

Années	Quantité de fabriques	Valeur de production en milliers de roubles	Nombre d'ouvriers	Pour une fabrique roubles :	Pour une fabrique ouvriers :	Pour un ouvrier roubles :
1840	»	2.632	»	»	»	»
1860	119	4.354	8.257	»	»	»
1873	267	5.967	5.605	22.346	21	1.073
1884	362	29.356	15.965	81.544	44	1.835
1895	309	66.500	36.000	215.210	116	1.847
+ 1/4	»	83.000	45.000	269.012	145	»



L'industrie de la laine, dans le Royaume, dépasse de beaucoup la même industrie en Russie ; seule, la goubernie de Moscou fournit une grande quantité d'objets en laine (pour 56 millions de roubles) ; dans les autres, cette industrie est très insignifiante. L'industrie lainière du Royaume constitue un tiers ou la moitié de l'industrie lainière de la Russie européenne ; le Royaume excelle surtout dans le filage, pour lequel sa production est infiniment supérieure ; non seulement elle satisfait à ses propres besoins, mais fait encore de l'exportation en Russie. Les filatures polonaises sont d'une importance six fois plus grande. On remarque, pour les tissages, une grande supériorité de production d'après son rapport avec la population, bien que, ici, l'importance moyenne des fabriques polonaises soit un peu moindre. Pour les autres branches, moins importantes, le Royaume a l'avantage au point de vue des produits de tricotage et pour la fabrication de la laine artificielle.

L'industrie du coton doit aussi son existence aux efforts du gouvernement polonais. Avant 1830, elle n'atteignait pas les proportions de l'industrie lainière, et souffrit beaucoup de la crise qui suivit l'insurrection de 1830-1831 ; pourtant, même à cette époque difficile, elle fit preuve de beaucoup de vitalité, et, dans les derniers temps, dépassa de beaucoup l'industrie de la laine. Elle se concentre surtout à Lodz, où elle a conservé la supériorité sur l'industrie lainière, dans le district de Lodz, à Zgierz, Pabjanice, à Sosnowice, Ozorkow, Czestochowa, Zawiercie, etc.

Bien que, quant à la valeur de production totale, l'industrie du coton ait cédé le pas à l'industrie lainière, elle la surpasse pourtant sensiblement par l'étendue de ses fabriques et sa concentration industrielle. Pour expliquer son développement, nous empruntons quelques chiffres au tableau de M. Koszutski, en y ajoutant, pour 1896, les chiffres fournis par d'autres auteurs :

Auteurs	Région	Années	Nombre de fabriques	Valeur de prod. en milliers de r.	Ouvriers	Pour une fabrique roubles :	Pour une fabrique ouvriers :	Pour un ouvrier roubles
Koszutski.	Tout le Royaume.	1840		2.532				
		1860	208	8.091		1.990		474
		1873	393	12.215	13.605	26.012	34	751
		1884	240	41.075	22.858	171.146	95	1.797
		1895	75	59.426	34.223	792.347	456	1.737
		+ 1/4		74.283	72.779	990.433		
Radziszewski.		1896	147	199.412 (219)	34.482	336.138	235	1.436
Kowalewsky.	Goub. de Piotrkow.		87	58.507	18.701	672.494	215	3.129

Outre le travail de fabrique dont nous parlons, il existe encore : 1° Une insignifiante industrie



villageoise; 2° le tissage du coton à la main, dans les environs de Lodz, Pabjanice, Zgierz, Ozorkow et de Zdunska Wola (gouvernie de Kalisz), occupe environ 1.000 personnes qui travaillent chez elles, mais pour des fabricants ou des intermédiaires.

En comparant avec la Russie, l'industrie du coton, par rapport à la population, est plus développée dans le Royaume, et la progression a été plus rapide dans ces dernières années. La supériorité du Royaume se fait surtout remarquer pour le tissage, et dans la branche, moins importante, de la passementerie.

Le tissage de la toile, en tant que petite industrie, existait depuis longtemps dans le Royaume, mais, comme grande industrie, il n'a commencé qu'à l'arrivée du Français Philippe de Girard, fabricant de la machine à filer le lin. Sa fabrique fut installée définitivement (1835), dans une nouvelle colonie que, en l'honneur de l'inventeur, on baptisa Zyrardow (Girardow). En 1845, cette fabrique possédait la première machine à vapeur, occupait 300 ouvriers, et sa production était évaluée à 60.000 roubles. Cependant, peu après, la fabrique périclita. Pour la sauver d'une ruine complète, la Banque de Pologne l'acquiesça en 1847, et, après une direction de neuf ans, la revendit à la maison Hille et Dietrich qui mena l'entreprise à son apogée. En 1865, Zyrardow avait déjà 950 ouvriers, et la valeur de sa production atteignait 390.000 roubles. A mesure qu'elle se développait, les

autres fabriques, de moindre importance, disparaissaient l'une après l'autre, et, aujourd'hui, Zyrardow, jointe à deux autres petites fabriques appartenant à la même raison sociale, monopolise, on peut le dire, toute l'industrie des toiles. Outre les tissus de lin, la fabrique de Zyrardow produit encore des tissus de coton, de laine, de jute et mélangés, ainsi que des objets tricotés (bas et autres). La valeur de sa production dépasse, d'après ses propres données, 6 millions de roubles; on y emploie annuellement comme matière première en lin et étoupes 722.000 roubles; en coton 482.000 roubles, en laine, 146.000. Elle occupe plus de 8.700 ouvriers; elle possède: 12 machines à vapeur d'une force de 3.908 chevaux-vapeur; 35 chaudières à vapeur, et toute une série de machines spéciales de construction récente; une grande partie des produits est exportée en Russie. De même que la fabrique de cotonnades Scheibler à Lodz est la plus importante représentante de cette industrie pour tout l'Empire russe, de même Zyrardow n'a pas de rivale au point de vue de l'étendue. Cette fabrique est, de plus, remarquable par ses dispositions humanitaires en faveur des ouvriers.

Radziszewski, dans le tableau suivant, indique la valeur complète de fabriques de produits du lin et du chanvre.

	Nombre de fabriques	Product. annuelle en roubles	Nombre d'ouvriers
1876	5.570	1.824.281	9.349
1896	18	7.553.740	10.517



Quant aux sortes moins importantes de tissages, nous parlerons : 1° des fabriques de soieries qui, d'après Kowalewski, étaient au nombre de 17 dans les gubernies de Varsovie et de Piotrkow; elles produisaient 1.997.000 roubles et occupaient 1.049 ouvriers. La plus importante, la société par actions N. Blazy et fils, a une production de 340.000 roubles. 2° De la nouvelle industrie du jute qui, d'après



le même auteur, était représentée dans les gubernies de Varsovie et de Piotrkow par 3 fabriques occupant 1.761 ouvriers, et produisant 2.360.000 roubles, alors que dans tout le reste de l'Empire, il y avait à peine 4 fabriques, 992 ouvriers, et une production de 1.404.000 roubles.

Une autre branche d'industrie très importante dans le Royaume est constituée par les mines et hauts-fourneaux.

Étudions tout d'abord les mines de charbon. L'exploitation de la houille du bassin de Dobrowa, partie du bassin silésien (ou « polonosilésien ») commença dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, lors de l'éphémère administration prussienne. Aux environs de 1840, elle donnait 61 millions de pouds de charbon par an. La loi minière, promulguée en 1870, et permettant d'extraire les richesses minières des terrains appartenant à autrui, même sans le consentement du propriétaire, moyennant une certaine indemnité, a beaucoup contribué à la prospérité de l'industrie minière, bien que, jusqu'à présent, les prescriptions relatives aux terres des paysans l'entravent beaucoup. Cependant, l'accroissement du réseau de chemins de fer, le développement de l'industrie, la cherté du bois, augmentent sans cesse les besoins; de plus, de 1877 à 1887, les droits d'entrée sur le charbon étranger furent considérablement élevés (jusqu'à 2 kop. or pour 1 poud; en 1894 on l'a abaissé à 1 kop.). L'importation de charbon silésien a diminué; en revanche, la





production du pays a augmenté rapidement : pendant la période de 1870 à 1880, elle a quadruplé (de 19 1/2 à 78 pouds 1/2); en 1895, elle atteignait déjà 224,8 m. p. et ne cesse pas d'augmenter encore, si bien que d'après les prévisions du Congrès minier de 1899, elle a dû,

en 1900, atteindre 269.000 pouds. Le tableau suivant rend compte de l'état de cette production en 1838 et 1896 (d'après Radziszewski). Il présente les données officielles sans retouches, bien que, cette fois encore, elles soient inférieures à la vérité.

Années	Nombre de mines	Valeur de production en roubles	Nombre d'ouvriers	Pour une mine, roubl.	Pour une mine, ouvr.	Pour un ouvr., roubles
1876	22	1.529.917	2.592	69.541	118	590
1896	20	9.500.000	13.562	475.000	678	700

Cinq grandes sociétés par actions possèdent 10 mines, produisant ensemble 200 millions de pouds, soit 89 % de la production totale. La plus importante est la Société de Sosnowice, extrayant de trois mines 96,5 millions, soit 43 % de la production totale du charbon. Cette gigan-

tesque entreprise possède, en outre, des terres, des bois, des mines de zinc, une fabrique de zinc, une fabrique de lames de zinc, une fabrique de blanc de zinc, et emploie, dans toutes ces exploitations, environ 7.000 ouvriers. Quant à l'état de ses intérêts, il suffit de savoir qu'en



1898 les actions de 500 francs étaient vendues 1.200 fr. L'intense concentration de l'industrie minière facilite l'entente des patrons. Durant les dernières années, leur syndicat intime a si terriblement élevé le prix des matériaux de chauffage, chose si indispensable que, en 1900, le gouvernement a dû donner aux administrateurs de la ville de Varsovie le droit provisoire d'importer du charbon de l'étranger, *sans payer d'impôt*. Sur la production totale de 1895 (225.000 pouds) de 20 à 30.000 ont été exportés de l'autre côté de la frontière est du Royaume. On n'y importe du charbon que dans les localités n'ayant pas de moyens de communication suffisants, comme les environs de Kalisz, et c'est surtout du coke que l'on importe, car la houille du Royaume n'en donne pas.

Le bassin de Dobrowa constitue, au point de vue de la production, la seconde région houillère de l'Empire entier. La première place appartient à la région du Don, seulement. Cependant, étant donné son rapport avec le chiffre des habitants, la production du Royaume est de beaucoup supérieure à celle de la Russie. L'installation technique des mines de Dobrowa est aussi très supérieure. Le Royaume possède 16.938 chevaux-vapeur, tandis que, pour toute la Russie, on en compte à peine 14.075. Aussi, pour une mine ou un ouvrier, on trouve une quantité de charbon bien plus grande dans le Royaume qu'en Russie.

La production du fer est une des plus an-

ciennes industries de la Pologne, mais elle a traversé bien des vicissitudes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ceux qui ont le plus contribué à son développement furent Staszic et le comte Lubecki, en leur qualité de représentants du gouvernement ; plus tard, la Banque de Pologne y travailla aussi. En passant des mains de la Banque dans celles du gouvernement, les industries minières métallurgiques commencèrent à périlcliter ; le gouvernement dut bientôt les revendre ou les mettre en ferme. Le développement rapide commence en 1870 ; il est bientôt accru, après l'augmentation des droits (1877-1887), par la fondation de succursales des entreprises de l'étranger. Le minerai de fer se rencontre dans de nombreuses localités du Royaume, mais, généralement, il est assez pauvre en métal, si bien que pour « enrichir » le résultat de la fusion, on mélange au minerai du Royaume, d'autre minerai, importé de la Russie du Sud. En 1865, on extrait à peine, d'après les données officielles, 3,3 mil. de pouds de minerai ; en 1883, on en trouve déjà 9,8 ; en 1893, 13,8 ; en 1896, 18,7, et en 1899, 28,2 (il y avait, cette année-là, 5.300 ouvriers). En 1870, on coula 1,6 poud de fonte ; en 1885, 2,5 ; durant les treize années suivantes (1885-99), la production augmenta de 460% (elle atteignit 13,9 mil. pouds) et elle ne cessa d'augmenter ensuite. En 1899, elle atteignait 18,8 mil. de pouds et occupait déjà 13.234 ouvriers.

Pourtant, cette production ne suffit pas à satisfaire les besoins de l'industrie locale ; une



grande quantité de fonte est importée de Russie. La production du fer n'augmente plus depuis 1885, elle oscille aux environs de 4 mil. de pouds par an ; en revanche, la production de l'acier, du fer, de la fonte a augmenté de 1885 à 1897 de 400 % (de 2.446.000 pouds à 12.204.000 p.). L'industrie du fer se concentre dans les gouvernies de Piotrkow et de Radom. La plus grande exploitation en ce genre est la Huta Bankowa, fondée par la Banque de Pologne, occupant plus de 4.000 ouvriers, et ayant un roulement annuel de 10 millions de roubles. Elle produit du minerai, de la fonte (15 mill. de pouds en 1896), de l'acier (5,7) et des objets de fer ou d'acier (rails, fils de fer, etc.). En 1894, elle possédait 52 machines, d'une force de 4.100 chev.-vapeur.

L'industrie du fer est solidement constituée en Pologne et donne de très gros bénéfices : durant les quatre dernières années, l'usine de Huta Bankowa a donné des dividendes de 18, 20, 19 et 24 % ; les autres entreprises, durant le même laps de temps, ont rapporté 10, 25, 28, 30 et 32 %.

L'industrie qui travaille et transforme le fer, l'acier, les autres métaux, est aussi très développée, et ses produits constituent un des éléments les plus importants de l'exportation en Russie, bien qu'on importe aussi de l'étranger beaucoup de ces sortes d'objets.

Toute l'industrie métallurgique, mécanique et métallique est présentée dans le tableau suivant, d'après les données officielles non revues.

	1876			1896		
	Nombre de fabriq. ou d'entreprises	Product. annuelle en roubles	Quantité d'ouvriers	Nombre de fabriq. ou d'entreprises	Product. annuelle en roubles	Quantité d'ouvriers
1. Minerai, Fonte, Acier . . . . .	137	3.937.749	3.907	140	22.803.369	15.336
2. Industrie mécanique (construction) . . . . .	9	2.837.650	2.306	34	11.669.048	5.897
3. Diverses fabrications de fer et de tôle . . . . .	33	911.863	679	79	7.999.466	5.104
4. Diverses fabrications métalliques autres . . . . .	16	822.297	780	78	10.136.257	6.318
5. Industrie du zinc . . . . .	2	187.500	440	7	1.995.159	1.102
6. Fabrication d'objets en cuivre . . . . .	17	34.190	28	26	308.066	312
Industrie générale. . . . .	260	10.025.794	11.433	414	64.235.684	55.176

Nous avons déjà parlé de la production du minerai, de la fonte et de l'acier ; quant à la production mécanique, les données de 1876 ne concernent que la ville de Varsovie. La production moyenne des fabriques égalait alors 315.924 roubles ; vingt ans plus tard, il existait à Varsovie 16 fabriques mécaniques, ayant une production

annuelle de 8.641.061 roubles ; la moyenne était donc de 540.066 roubles ; quant au chiffre total des ouvriers, il s'élevait à 3.473.

Le second centre de l'industrie mécanique est la gubernie de Piotrkow, comptant, en 1896, 11 fabriques ayant une production de 2.805.823 roubles, et employant 2.164 ouvriers. De plus,

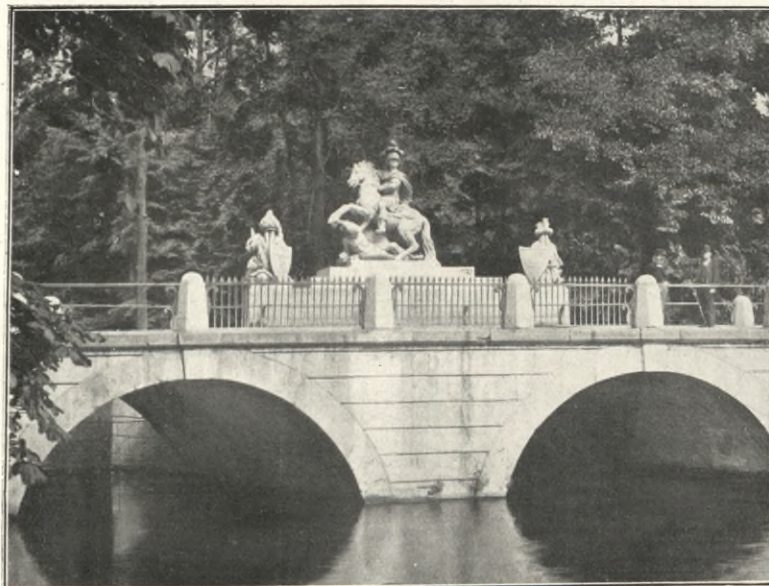


il existe 7 fabriques plus petites dans les gouvernies de Varsovie, Lublin et Radom ; elles produisent ensemble 222.164 roubles et ont 260 ouvriers. Ces chiffres généraux sont trop faibles, ici comme partout. Non seulement le nombre d'ouvriers et la valeur de la production sont estimés d'une façon très inférieure à la vraisemblance, mais, dans le cas qui nous occupe, nous savons, à n'en pouvoir douter, qu'une partie au moins des fabriques d'instruments agricoles n'a pas du tout été prise en considération.

Les documents indiquent, pour 1896, 34 fabriques d'instruments aratoires occupant 689 ouvriers et produisant 421.652 roubles.

L'industrie mécanique du Royaume travaille surtout pour l'exportation en Russie, et se fait remarquer par la grande valeur de ses produits. Les branches de production qui dépendent directement des commandes de l'État n'existent pas dans le Royaume : on n'y fabrique ni ferrures pour les vaisseaux cuirassés, ni artillerie, ni fils télégraphiques, et très peu de wagons ou locomotives (une seule fabrique, produisant 650.700 roubles). Le Royaume est aussi inférieur à la

Russie pour la fabrication des bateaux à vapeur et des pompes, mais il la dépasse sensiblement pour la fabrication des chaudières à vapeur, des différentes machines et de leurs parties.



Dans la 3<sup>e</sup> partie, objets en fer et en tôle, Varsovie tient la tête ; ses 24 fabriques, comptant 3.800 ouvriers, ont une production de 7.135.421 roubles. Quant à la 4<sup>e</sup> partie, fabriques d'autres objets métalliques, elle se compose uniquement de l'indus-

trie varsoviennne. La 6<sup>e</sup>, fabrication d'objets en cuivre, est insignifiante, et se concentre surtout à Varsovie (4 fabriques, 123 ouvriers, production de 197.250 roubles), dans la gouvernie de Piotrkow (4 fab., 93.980 roubles, 109 ouvriers) et dans celle de Radom (1 fab., 57.500 roubles, 12 ouvriers).

Quant à l'industrie du zinc, son minerai (galman) s'extrait dans les gouvernies de Piotrkow et de Kielce ; mais, vu l'épuisement des filons les plus accessibles, sa production, depuis quelques années, reste stationnaire. Les mines de minerais de zinc appartiennent à la Société de Sosnowice et à la Société Franco-Russe (dont les actions ont été complètement rachetées par



la Société de Huta Bankowa). Chacune de ces Sociétés possède une usine.

Durant les quatre dernières années : 1896-99, la production annuelle oscillait entre 346 et 386.000 pouds de zinc ; 723 ouvriers travaillaient dans les usines et 1.260 dans les mines. De plus, 2 lamineries fabriquaient 400.000 pouds de plaques de zinc, et une fabrique 70.000 pouds de blanc de zinc. La Russie ne produit pas du tout de zinc, mais il en est importé beaucoup de l'étranger.

Encore un mot sur deux branches d'industrie de la Société d'Agriculture. La raffinerie est une industrie très importante pour l'agriculture, aussi jouit-elle de la protection de tous les gouvernements. Sur le territoire du Royaume, le gouvernement du Grand Duché de Varsovie s'efforçait déjà de l'introduire ; ensuite, l'activité du Comte Lubecki et de la Banque de Pologne firent beaucoup pour son développement. Au début, il n'existait que de petites fabriques, mais on reconnut bientôt que, seules, les grandes entreprises avaient leur raison d'être. En 1856, le nombre des raffineries fut réduit à 44, et, depuis, leur nombre n'a jamais dépassé ce chiffre, bien que la production, au contraire, se fût très rapidement accrue : en 1856, on produisit 800.000 pouds ; en 1870, 1 million 1/2 de pouds ; en 1881, 2 millions 3 ; enfin, en 1897-98, 9 millions 4. Depuis 1856 la raffinerie est réellement devenue une grande industrie, et, de plus en plus, les fabriques sont montées par actions.

M. Radziszewski indique le développement de l'industrie sucrière comme suit :

En 1876, il existait 41 fabriques, produisant 9.474.702 roubles et occupant 12.804 ouvriers.

En 1896, le nombre de fabriques était de 44, produisant 19.537.727 roubles, avec 17.103 ouvriers, soit une augmentation de + 7,3 % pour les fabriques et de + 106 % de production.

Il existe des raffineries dans toutes les gouvernies, excepté celle de Suwalki, mais le plus grand nombre se trouve dans la gouvernie de Varsovie (20, et 8 millions 75 roubles de production), dans celles de Lublin et de Kalisz. Le sucre est exporté dans les gouvernies voisines (celles de Wilno, de Grodno, etc.), en Finlande et hors des frontières de l'Empire (en Angleterre pour plus de 1 million de pouds). Au point de vue de l'importance de cette industrie, une autre partie des terres polonaises est supérieure au Royaume, c'est le pays surnommé « gouvernies du sud-ouest », mais le Royaume les surpasse comme qualité de production. Il faut aussi remarquer que la culture des betteraves à sucre donne, dans le Royaume, de meilleurs résultats : les récoltes sont plus importantes et contiennent plus de sucre. Les betteraves du Royaume contiennent en moyenne 16,57 % de sucre ; les betteraves d'Ukraine et de Podolie n'en renferment que 16,16 %. L'avenir de l'industrie sucrière s'annonce brillamment, car elle est jusqu'ici faiblement représentée dans les gouvernies qui, précisément, possèdent les ter-



rains les mieux appropriés (celles de Lublin, de Radom et de Kielce), n'était la difficulté d'écoulement. Par suite de la politique fiscale du gouvernement, le sucre est très cher dans tout l'Empire russe, et inaccessible à la masse de la population; en revanche, les Anglais se le procurent à bas prix et en engraisent leurs porcs.

Nous avons déjà parlé en un autre endroit de la concurrence terrible des blés russes pour l'agriculture polonaise, et de la protection accordée par le gouvernement à ces blés, à l'aide des tarifs variables de transport. La farine russe est encore plus favorisée: malgré sa plus grande valeur, elle ne paie pas plus de droits que le blé. Par suite de cette protection, la minoterie polonaise ne peut pas se développer normalement. Ne pouvant, faute de place, nous étendre davantage sur les autres branches de l'industrie, nous groupons les renseignements qui les con-

cernent (tirés en grande partie des recherches de M. Radziszewski) dans le tableau ci-contre.

Si, maintenant, nous jetons un coup d'œil sur l'ensemble de la grande industrie dans le Royaume, nous reconnaitrons facilement qu'elle présente tous les caractères d'une industrie capitaliste. Non seulement elle augmente sans cesse sa production, non seulement elle attire à elle une proportion de plus en plus grande des habitants du pays, mais, en même temps, elle fortifie sans cesse l'importance de l'individualité entreprenante. Les petits établissements cèdent la place aux grandes agglomérations de capitaux et de travail, disposant d'une grande quantité de machines et d'instruments. La production d'une unité entreprenante comme la production d'un ouvrier, augmente de plus en plus. Les faits seront établis par le tableau suivant, dû à M. Koszutski :

Années	Etablissements	Valeur de produc. en mille de roubl.	Ouvriers	Pour une fabrique roubles	Pour une fabrique ouvriers	Pour un ouvrier roubles	Pour une fabrique habitants	Pour un habitant roubles	Pour un ouvrier habitants
1845	10.488	16.966	46.397	1.618	4 1/2	366	458	5,3	104
1857	12.541	42.501	56.364	3.389	4 1/2	754	377	9	84
1866	10.979	52.721	69.182	4.793	7	762	491	9,8	78
1872	6.513	63.943	63.892	9.837	9 1/2	1.001	933	10,5	95
1882	7.060	170.000	119.000	21.500	15	1.286	1.047	25	62
1895-97	2.802	349.933	243.537	125.000	87	1.433	3.357	37	39

En même temps, nous reconnaissons tous les symptômes d'une production capitaliste: agrandissement des marchés; fluctuation industrielle; changements variables des périodes d'animation et de calme, des beaux intérêts et

des krachs; enfin, association des capitalistes et mouvement ouvrier. Quant aux associations, il convient de noter la quantité sans cesse accrue des sociétés par actions, qui, non seulement organisent de nouvelles entreprises, mais, peu à



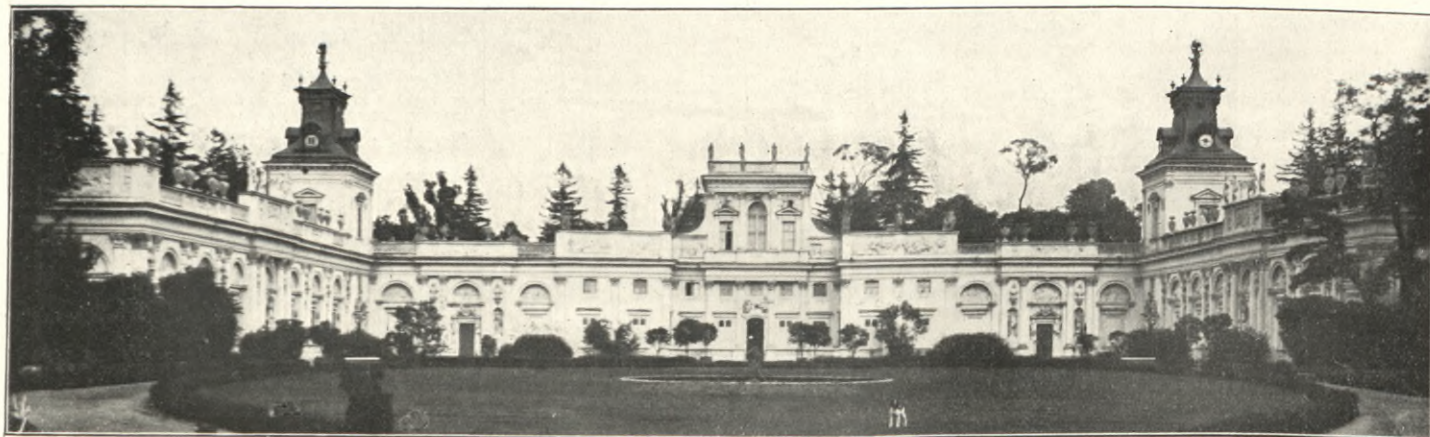
BRANCHES D'INDUSTRIES	1876			1896			PRINCIPALES LOCALITÉS EN 1896	OBSERVATIONS
	Nombre d'entreprises	Valeur de prod. en roubles	Ouvriers	Nombre d'entreprises	Valeur de prod. en roubles	Ouvriers		
Brasseries . . . . .	443	3.345.622	1.810	215	7.149.046	2.481	Varsovie, 15 br., 3.076.000 r., 805 ouv. Goub. de Piotrkow, 32 br., 1.780.189 r., 613 ouv.	Les meilleures bières viennent de Riga ou de l'étranger.
Distilleries d'eau-de-vie . . . . .	674	15.440.130	3 440	426	15.486.313	3.345	Augmentation dans les goub. de Siedlce, Radom et Piotrkow ; diminution ailleurs.	L'esprit-de-vin est exporté à l'étranger.
Fabriques de levure . . . . .					202.220		Dans 3 fabriques d'eau-de-vie de la gouvernie de Piotrkow.	
Distilleries . . . . .				39	1.500.000	616		
Fabriques d'amidon . . . . .	9	124.450	102	35	482.040	347	Varsovie, ses environs, Lodz.	On en importe de Russie.
— de chicorée . . . . .	13	288.680	168	20	349.830	334	Gouvernie de Varsovie.	
— de tabac . . . . .				12		2.500 env.	Ville de Varsovie.	Données 1892 (Koszutski).
Scieries forestières . . . . .	229	1.119.212	969	247	2.761.837	2.281	Goub. de Piotrkow et Kielce.	
Objets en bois courbé, tonnellerie, planches, allumettes, meubles, chevilles, gonds, etc. . . . .	11	106.355	279	48	1.167.837	2.314	Goub. de Piotrkow et Lublin.	
Fabr. de Meubles, Charpentes . . . . .	11	257.540	362	36	1.434.000	2.100	Varsovie et Lodz.	Le bois vient de l'étranger.
Fabriques de poix . . . . .	97	175.351	321	53	31.673	258		Péliclite, vu la cherté des matières premières.
Tourbe . . . . .	2	5.180	14	11	73.070	120	Goub. de Varsovie et Piotrkow.	
Tanneries . . . . .	403	3.694.416	1.868	408	7.100.832	3.258	Ville de Varsovie, 21 fabriques, 4.729.654 r., 1.476 ouv. — Goub. de Radom, 57 fabriq., 833,229 r., 427 ouv. Diminution à Kalisz et Piotrkow.	Les données de 1876 ne concernent pas la goub. de Suwalki qui, en 1896, avait 43 fab., 161.888 r. et 2.280 ouv. Exportat. en Russie et à l'étranger.
Briques . . . . .	600	2.088.854	3.529	764	3.884.305	7.114	Goub. de Varsovie, 66 fabriq., 1.485.365 r., 2.447 ouv. — Goub. de Piotrkow, 94 fabr., 1.306.380 r., 2.193 ouv.	Les données de 1876 ne concernent pas Suwalki ; en 1896 elle avait 53 fab., 201.140 r., 271 ouv.
Porcelaine, faïence, terre cuite . . . . .	9	149.142	439	10	581.700	1.075	Goub. de Varsovie, 4 fabriq., 382.000 r., 633 ouv.	Concurrence terrible de la Russie.
Glaces, verreries . . . . .	36	534.270	1.038	31	2.091.591	275	G. Piotrkow, Varsovie, Siedlce.	
Ciment, chaux, plâtre, glaise incombustible . . . . .	105	357.225	628	96	1.413.733	1.790	Goub. de Piotrkow, 36 fabriq., 1.291.000 r., 1.503 ouv.	
Briques pour poêles . . . . .	3	21.500	40	44	165.288	264		
Papeteries . . . . .	31	1.085.179	1.306	26	3.041.520	2.178	Goub. de Varsovie, 3 fabriques, 2.135.140 r., 1.373 ouv.	
Produits chimiques . . . . .	24	304.000	259	50	623 000	1.988		Données non augment. en 1870 et 1895 (Koszutski).
Pierres . . . . .				329	515,788	2.375	Petite ind., 1 à 15 ouv., de 16 à 39 pouds, prod. 251.638 r.	
Charbon brun . . . . .						200	Environs de Czestochowa.	3 millions de pouds, 1897.



peu, prennent en leur possession les plus importantes des entreprises anciennes. Les sociétés par actions commencèrent à se montrer dans le Royaume après 1870 ; en 1886, on en comptait déjà 69 ; en 1896, 100 (26 pour le tissage, 18 fabriques de sucre, 35 mines et métallurgies, etc.). Les derniers comptes-rendus officiels prouvent que, durant l'année, 55 nouvelles sociétés par actions ont obtenu la concession gouvernementale, dans le Royaume. Les syndicats et conventions ne sont pas non plus inconnus dans le Royaume. Quelques-uns englobent tout l'Empire russe, comme l'ancien Syndicat de l'industrie sucrière, le Syndicat des fabriques de papier, l'entente des Sociétés d'assurances contre l'incendie, etc.

L'un des caractères de l'industrie capitaliste est l'exportation. En recherchant de plus vastes marchés, l'industrie néglige souvent les marchés plus proches du pays lui-même. Nous en avons un exemple même par l'Angleterre, qui exporte une énorme quantité de ses produits à l'étranger

et est elle-même inondée par les produits allemands. Beaucoup de branches d'industrie, dans le Royaume, doivent renoncer d'autant plus à l'exportation, qu'elles ne se sont pas développées peu à peu, en étendant par degré leur production et leurs marchés, mais ont été instituées en pleine force de développement par des maisons d'exportation allemandes déjà existantes. Plus récemment, il y a dix ans, l'immigration d'un grand nombre de Juifs, chassés de Russie, mais y ayant conservé des rapports commerciaux déjà établis, agit dans le même sens. C'est surtout l'industrie du tissage qui travaille pour l'exportation. D'après les calculs du professeur Janzul, en 1886, 52 % de la production de cette industrie sont destinés à l'exportation au-delà des frontières orientales du Royaume. En même temps, une grande quantité de produits de même nature sont importés dans le Royaume par la Russie. Nous ne savons rien sur les importations de l'étranger, car elles se composent surtout d'objets supérieurs, non produits dans le pays,





vu leur peu de nécessité. Quant à l'exportation des produits tissés, il faut aussi remarquer que, autant qu'on peut en juger par les données de ce même professeur, environ 80 % sont dirigés non vers la Russie proprement dite, mais vers les goubernies voisines, liées historiquement et par leur civilisation avec le Royaume de Pologne. Elles constituent, par conséquent, pour lui, un marché naturel. Quoi qu'il en soit, les fabricants du Royaume font une concurrence certaine aux fabricants russes, et réussissent souvent même sur les marchés éloignés, bien que les Russes y soient naturellement protégés par la distance, et, conséquemment, par l'augmentation des frais de transport pour leurs concurrents. Le transport de Moscou à Wladykaukaz coûte 42 % de moins que de Lodz ; pour Jekaterynoslaw, 45 % de moins ; à Kursk, 180 %, à Orenburg, 288 % ; à Afa, 250 % ; à Zlatoust, 284 %. Pour ce qui est des marchés plus éloignés encore de l'Asie centrale ou de la Perse, l'industrie textile polonaise va y avoir bientôt une redoutable concurrence, par l'établissement dans le Caucase de fabriques exclusivement destinées à l'exportation.

L'industrie polonaise n'a aucune supériorité sur l'industrie russe, au point de vue de l'approvisionnement en matières premières. L'industrie textile consomme presque exclusivement des matériaux apportés de l'intérieur du pays. Le tissage du coton profite encore du coton d'Amérique et d'Égypte, et son transport de Libau ou d'Odessa est de 4 à 8 %

moins cher que le transport de Rewel ou d'Odessa à Moscou. Le transport par terre serait évidemment le plus commode pour le Royaume, mais le gouvernement fait payer à la frontière russe de l'Ouest en or 15 kopecks par poud de plus que dans les ports. Cependant, durant ces dernières années, le coton américain ou égyptien a cédé en partie la place au coton de l'Asie centrale et de la Perse, dont le transport à Moscou ne coûte que 43 % à 68 % du transport à Lodz. Les fabricants de Lodz ont déjà dans l'Asie centrale leurs propres installations d'épuration et de tissage du coton. Le tissage de la laine est alimenté en grande partie par la laine achetée à la foire de Rostow sur le Don ; le prix de son transport à Moscou est bien inférieur au prix de son transport à Lodz (pour Moscou, 37 r. 90 ; pour Lodz, 57,01). L'industrie de la toile en Pologne fait venir presque tout son lin de localités éloignées. L'industrie du fer, ainsi que nous l'avons vu, a à sa disposition un minerai assez pauvre et doit, par conséquent, en faire venir d'autres de Russie ; de plus, il n'y a pas du tout de coke dans le pays ; l'industrie polonaise le reçoit de l'étranger et paie des droits, tandis que l'industrie russe possède, dans la Russie méridionale, un riche minerai et du coke sur place.

Les fabricants polonais ont l'avantage sur les fabricants de la région centrale (Moscou) au point de vue du combustible, car ils emploient le charbon du voisinage, tandis que les Russes



en sont réduits au bois, devenu plus cher, vu la destruction des forêts. En revanche, les fabricants du Royaume paient plus cher leurs ouvriers et les font travailler moins longtemps. Le professeur Janzull affirme que les salaires dans le Royaume sont supérieurs aux salaires en Russie de 32,2 % pour les hommes, 73,9 % pour les femmes, et 60 % pour les enfants.

Le compte-rendu officiel publié pour l'Exposition de Chicago (1893) présente la situation détaillée des salaires dans les fabriques de coton du Royaume et de la région de Moscou. On y voit que, dans le Royaume, un ouvrier filateur gagne de 8 r. 50 à 9 r. 50 par semaine, quand, dans la région de Moscou, il n'a que de 4 à 7 roubles 50 à peine. Un tisserand, dans le Royaume, gagne de 4 à 7 roubles ; aux environs de Moscou, seulement 2 à 3 roubles 80. Le même compte-rendu calcule que le prix de fabrication d'un même numéro de

fil de coton est le même dans les régions de Lodz, Moscou et Pétersbourg, mais, dans la première, dans le prix d'un poud de fil, il y a pour 108 kopecks de salaire à l'ouvrier, dans

la seconde 75 seulement, et dans la troisième 81. M. Kowalewsky, déjà plusieurs fois cité, sans donner de calculs détaillés, déclare qu'en considérant l'industrie en général, les salaires du Royaume sont de 6 % plus élevés que ceux de la région moscovite ; pour l'industrie du coton, ils leur sont supérieurs de 13 %. Quant à la durée du travail, il est curieux de remarquer que l'initiative de la régularisation normale de la longueur d'une



journée de travail est venue des fabricants de Lodz, et a éveillé un grand mécontentement chez ceux de Moscou. Plus tard, l'application de la loi fixant la journée de travail à 11 h. 1/2 fut la cause de nombreuses grèves dans le Royaume, car on avait l'habitude d'y travailler



moins longtemps. Ce fait est un exemple de l'insuffisance de la législation industrielle russe pour les régions les plus civilisées de l'Empire. Cette législation a pourtant l'air bien meilleure sur le papier qu'elle ne l'est en réalité, car beaucoup de ses dispositions restent lettre morte. Et comment pourrait-il en être autrement, quand on voit plusieurs inspecteurs de fabriques se succéder à Varsovie, et que tous acceptent des pots de vins des fabricants, bien que parfois ces inspecteurs aient été non seulement des gens éclairés, mais même d'ardents « démocrates ». En général, la situation des ouvriers dans le Royaume est sensiblement meilleure qu'en Russie. Non seulement le salaire est supérieur et la journée plus courte, mais les fabricants du Royaume ne se permettent pas autant de *trucs* que ceux de Russie.

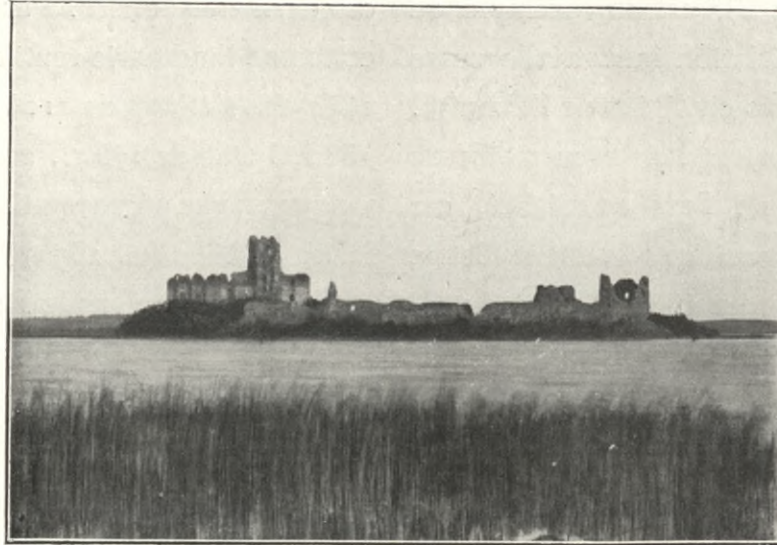
Cependant la conquête de nouveaux droits est extraordinairement difficile pour les ouvriers, dans tout l'Empire, à cause de la législation. Les grèves sont considérées jusqu'à présent comme des délits criminels, et la formation de toute société est formellement interdite. Le mouvement ouvrier est cependant assez développé à Varsovie ; il y a eu toute une série de grèves, comprenant, non seulement le personnel d'une seule fabrique, mais tout l'ensemble des entreprises d'une même sorte (par exemple, les boulangeries). Nous n'avons guère de renseignements sur l'augmentation des salaires, mais il semble que, en général, ils ont augmenté durant

ces dernières années. Par exemple, pour ce qui concerne l'industrie textile, le salaire moyen, en 1867-68, s'élevait de 110 à 120 roubles par an. En 1888, il était de 175 r., soit, pour une période de vingt ans, une augmentation de 50 %. M. Kowalewsky évalue (en 1899) le salaire moyen, pour cette industrie, dans le Royaume, à 187 r. Dans l'industrie de la laine, le salaire moyen s'est élevé de 116 roubles (en 1867-68) à 145 pour les filatures, et à 206 pour les tisserands (année 1888), soit de 25 % et de 79 %. Pour les autres industries, nous avons les données suivantes, concernant le même temps : les salaires ont augmenté de 28 % dans les fabriques de toile (de 128 à 164 roubles) ; de 10 % dans les fabriques de sucre (de 101 à 111) et de 9,7 % dans les fabriques de produits chimiques (de 175 à 192 r.).

Les véritables causes du succès des fabricants du Royaume sont : 1° l'organisation meilleure de leurs entreprises, au point de vue technique et commercial ; 2° les dispositions supérieures aussi bien des directeurs que des ouvriers ; enfin 3° en partie, la résignation à un bénéfice moindre. L'institution des commis-voyageurs est beaucoup plus développée dans le Royaume qu'en Russie. Pour la supériorité technique, l'emploi bien plus répandu des machines à vapeur en fait foi. La gouvernie de Piotrkow (d'après Kowalewsky) possède 59.023 chevaux-vapeur, quand les gubernies russes les mieux dotées à cet égard en comptent : celle de Pétersbourg



49.795 ; celle de Moscou 39.512 ; celle de Wladimir 17.745. L'industrie entière du Royaume disposait en 1893 de machines d'une force de 81.328 chevaux-vapeur. Il y en avait surtout dans les établissements miniers et



métallurgiques (24.410), ensuite dans les fabriques de cotonnades (20.208), de lainages (13.230) et dans les fabriques de sucre (6.083).

On peut compter aussi, au nombre des supériorités techniques, la plus grande quantité de femmes employées dans les fabriques (ce qui, du reste, d'autre part, a son côté regrettable).

D'après les calculs de 1893, elles constituaient les 29 % du nombre total d'ouvriers de fabriques. Elles se trouvaient relativement en plus grand nombre dans les fabriques de tabac (59 % du personnel), de coton (51 %), de toile (48 %), de papier (47 %), de lainage (39 %). D'après un autre document, la gubernie de Piotrkow, en 1897, comptait en tout 94.305 ouvriers (29.103 personnes ou 44 % de plus qu'en 1892). Parmi eux, 3.116 travaillaient pour le compte de fabricants, mais chez elles ; parmi les autres, travaillant dans les fabriques, il y avait 31 % de femmes, 11 % d'adolescents, 1,3 % d'enfants.

Il ne faut cependant pas oublier que les cris poussés par les fabricants russes, à propos de la concurrence des fabricants du Royaume, sont fortement exagérés. La gubernie de Moscou produit, à elle seule, plus que le Royaume entier.

Nous avons déjà vu quel rôle important les étrangers ont eu dans la création de la grande industrie du Royaume. En installant leurs fabriques, ils amenaient avec eux des directeurs, et même une grande partie des ouvriers, car, au début, il leur était vraiment impossible de trouver, parmi les habitants du pays, les gens qui leur étaient nécessaires. A l'exemple des Allemands, les Juifs entreprirent aussi de fonder des fabriques ; c'est entre leurs mains qu'étaient et sont encore concentrés les capitaux locaux. En un mot, la grande industrie du Royaume avait, à ses débuts, très peu de rapports avec la population du pays. La région de Sosnowice se distinguait surtout à cet égard ; elle s'est polonisée plus tard et plus rapidement que les autres. En 1886, le professeur Janzull découvrit que, dans la région de Lodz, 7 % de la population ouvrière se composait de sujets étrangers ; dans la région de Sosnowice, il y en avait 33 %. Il est

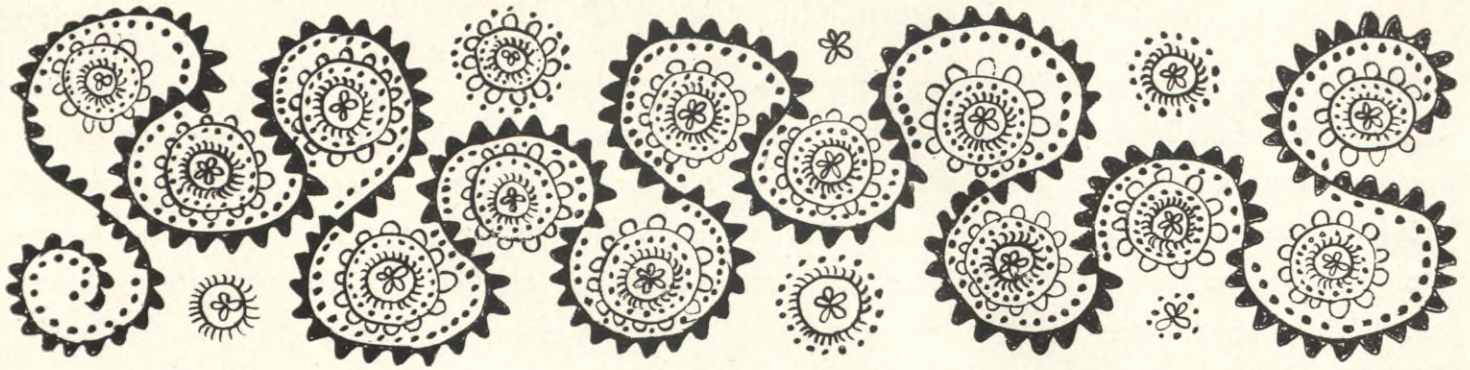


juste de dire que ces *sujets étrangers*, se rencontrant surtout dans les emplois les moins importants, étaient en grande partie *Polonais* eux-mêmes, mais d'autres parties de l'ancienne Pologne. Aujourd'hui, l'état de chose a bien changé. En 1897, dans toute la gubernie de Piotrkow (d'après la source déjà citée), il y avait à peine 3.345 ouvriers étrangers, soit 3,5% du nombre total d'ouvriers; en 1892, il y en avait encore 4.149, soit 6,4% du nombre des ouvriers d'alors. Pour Lodz, nous avons aussi la statistique confessionnelle des ouvriers. Les catholiques, en 1897, constituaient 73,1% des ouvriers; les évangélistes, 24,8%; les Juifs, 1,5%. Les évangélistes sont, dans le Royaume, d'origine allemande pour la plupart, ce qui, toutefois, n'est pas toujours décisif quant à la nationalité. La population locale a remplacé les étrangers aux places de directeurs techniques,

si bien que l'industrie polonaise est maintenant polonaise, non seulement en raison du territoire où elle travaille, mais aussi à cause de la nationalité du personnel. Parmi les fabricants eux-mêmes ont eu lieu des changements, quoique beaucoup moins visibles. Une partie des industriels étrangers s'est assimilée peu à peu à l'entourage, et, de plus en plus souvent, des Polonais de race se rencontrent parmi eux. Par conséquent, les foyers d'industrie eux-mêmes se sont transformés. Il y a quinze ans, Lodz était encore peuplée d'ouvriers polonais, attelés à un dur labeur, et d'une poignée de trafiquants cosmopolites, venus uniquement dans le but de s'enrichir au plus vite. Actuellement, elle devient de plus en plus un foyer de vie civilisée et polonaise, un centre d'activité non seulement industrielle, mais aussi scientifique, littéraire et artistique.







Au point de vue commercial, le Royaume de Pologne, et surtout Varsovie, constitue un immense marché de transit entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. Varsovie est une grande ville ayant un cachet européen, mais qu'aucun cordon douanier ne sépare de la Russie ; de plus, elle est unie avec les pays occidentaux par des lignes de chemins de fer aux dimensions employées en Allemagne et en Autriche, et à la Russie par des lignes de dimension russe. Dans de pareilles conditions, Varsovie est devenue un centre commercial de premier ordre. Un grand nombre de maisons étrangères y ont des représentants et des agents, et, de plus, des dépôts appartenant à elles-mêmes ou à des commissionnaires. A Varsovie aussi se concentre le commerce en gros des produits du Royaume et de la Russie. Le commerce agricole d'exportation tend vers Dantzig, la Prusse occidentale, le Duché de Posen et la Silésie. Chaque année ont lieu à Varsovie des foires pour la vente de la laine et du houblon. Il y est amené de 70 à 80.000 pouds de laine par an, et environ 10.000

de houblon. Varsovie est aussi le centre d'un important commerce de bois de construction, de charpentes, de poutres, etc., dont les principaux débouchés sont Dantzig et Thorn. Le commerce du sucre a pris aussi de grandes proportions, et on compte à Varsovie 22 raffineries. Pour les produits industriels, c'est le commerce des tissus du pays ou de Russie qui a la plus grande importance. En province, le commerce n'a aucune organisation systématique, si l'on ne tient pas compte des Bourses de Varsovie et de Lodz dont toute l'activité se borne presque uniquement à la vente des papiers publics. Les foires jouent encore un rôle considérable. D'après les données officielles, il s'en tient annuellement 1877 ; la valeur des marchandises apportées constituait, en 1894, 20 millions 4 de roubles et la vente 12 millions 1.

Presque tout le commerce, surtout dans les petites villes et dans les villages, se trouvait, jusque dans ces derniers temps, entre les mains des Juifs. Mais de plus en plus les Polonais s'adonnent à cette branche de travail, aussi bien



dans les sphères populaires que parmi la jeunesse instruite, et aujourd'hui le « commerce chrétien » occupe une place importante dans la vente au détail. La société favorise ce mouvement, car elle comprend ou devine, tout au moins, que la question juive sera ainsi simplifiée. Parmi les institutions publiques, la section d'industrie domestique et de commerce villageois de la Société pour la protection de l'Industrie et du Commerce protège le « commerce chrétien » dans les campagnes. En même temps que ce mouvement, se développe aussi celui des écoles commerciales.

Le gouvernement russe apporte d'ordinaire une plus grande attention au développement du commerce et de l'industrie qu'à celui de l'agriculture, et demande souvent l'opinion ou les observations des réunions de commerçants, des comités boursiers, des congrès d'entrepreneurs en différents genres. Les industriels et les négociants du Royaume profitent en partie de cette disposition. Outre les organisations officielles, ils en ont aussi de privées, comme les sections de la Société pour la protection de l'Industrie et du Commerce à Varsovie, Kalisz et Lodz, et le Musée du Commerce et de l'Industrie à Varsovie, dont nous avons déjà parlé. Pourtant, en général, le gouvernement ne fait presque rien, et, trop souvent, il paralyse même l'initiative privée (1). L'enseignement technique s'en ressent

(1) On sait ce qui s'est passé dans la Russie proprement dite, où, pour obtenir la concession d'une Société par actions, il fallut douze ans de démarches !

surtout. A part quelques écoles d'artisans, quelques écoles techniques ou secondaires et quelques écoles commerciales primaires, entretenues par des particuliers, des Compagnies de chemins de fer ou par des legs, il faut indiquer l'École secondaire des Mines (*des sztygars*), à Dobrowa, dont les industriels supportent les frais ; l'École secondaire technique fondée à Varsovie par les banquiers Wawelberg et Rotwand, qui se trouve dans une très bonne situation, et enfin l'Institut Polytechnique supérieur de Varsovie, avec ses sections de mécanique, de chimie et de construction. Il a été fondé par souscription en 1898.

Nous constatons la même indifférence pour les besoins du pays dans la question des voies de communication, qui laissent beaucoup à désirer. Le Royaume possède un grand nombre de rivières navigables. Sur 100 verstes carrés, on compte 1 à 2 verstes de rivières dans trois gubernies (celles de Plock, Piotrkow et Kalisz). Dans les sept autres gubernies, on en compte plus de 2 verstes. Mais on n'a presque rien fait pour améliorer les communications et préserver les habitants des inondations. Aussi, le mouvement commercial est insignifiant sur les rivières, et c'est à peine si 37 bateaux à vapeur naviguent sur la Vistule.

Il existe plus de 2.000 verstes de voies ferrées dans l'étendue du Royaume, ce qui constitue à peine 5,75 % de toutes les voies ferrées de l'Empire. De plus, en les construisant, on a eu



avant tout, et parfois uniquement en vue leur importance stratégique et non leur importance économique. Aussi, quelques-unes des lignes existantes n'ont aucune influence sur la vie économique du pays, et les plus indispensables, comme celles de Varsovie à Kalisz et à la frontière prussienne ou Chelm-Belzec, sont à peine construites aujourd'hui, après toute une suite



d'années, parceque, à présent seulement, les autorités militaires ont changé d'avis sur leur danger en cas de guerre. Il suffit de jeter les yeux sur une carte des chemins de fer pour se rendre compte combien le Royaume est déshérité à ce point de vue, en comparaison des pays voisins, et quel grand nombre de voies autrichiennes et prussiennes aboutissent à la frontière du Royaume sans y avoir de prolongement. Jusqu'à présent, la Galicie, qui borne le Royaume sur une immense étendue, ne communique avec lui que par *un seul point*. Avec la Prusse, qui l'entoure à l'ouest et au nord, le Royaume n'est joint qu'en *cinq endroits*. De plus, toutes les lignes de chemins de fer du Royaume se trouvent ou directement entre les mains du gouverne-



ment, ou dans la plus complète dépendance vis-à-vis de lui ; si bien que, non seulement les tarifs de transport, mais la composition du personnel elle-même dépendent absolument du gouvernement. Par suite, les emplois supérieurs des Compagnies privées sont occupés par des Russes, et dans les Compagnies de l'État, les Polonais sont peu à peu évincés de tous les emplois. Pendant les dix dernières années, l'État a racheté toutes les lignes de chemins de fer, excepté celles de Varsovie-Vienne et de Varsovie-Lodz. Ces deux Compagnies privées font des affaires superbes. La ligne de Varsovie-Vienne a transporté en 1897 plus de 290 millions de pouds de marchandises ; ses bénéfices bruts se sont élevés à 15.668.086 roubles, son revenu net à 5.741.191 roubles. La ligne de Lodz, qui compte à peine 26 verstes de longueur, a transporté, durant la même année, 77 millions de pouds et a donné un revenu brut de 1.517.000 r. et un revenu net de 929.000 r.

Parmi les lignes qui constituent aujourd'hui la propriété de l'État, celle qui a donné les plus beaux bénéfices est la ligne de Dobrowa, qui ouvre un débouché vers l'Est au commerce de la région de Sosnowice.

La suppression de la Banque de Pologne, en 1885, fut une grande perte pour la vie économique du pays. La Banque de l'État, qui a une succursale à Varsovie et des sections dans neuf autres villes, ne peut la remplacer. A sa tête se trouvent des gens ne connaissant pas les besoins

du pays et qui ne s'intéressent pas de ces questions. De plus, la succursale et les sections sont paralysées à un haut degré dans leur action, les crédits de quelque importance nécessitant l'approbation du Comité principal de Pétersbourg. Enfin, les statuts de la Banque ont été composés en vue d'autres circonstances, si bien qu'ils ne s'accordent pas avec la loi sur les hypothèques, obligatoire dans le Royaume.

D'ailleurs, la Banque de l'État n'est plus la seule source de crédit organisé. Outre les nombreuses maisons de banque, il existe des banques par actions et différentes autres institutions de crédit. La plus puissante d'entre elles est la Banque commerciale de Varsovie, fondée en 1870 et disposant actuellement de 9 millions de roubles de capital de fondation et de 3 millions 4 de roubles de capital de réserve. Elle a des sections à Lodz, à Czestochowa, à Sosnowice et à Saint-Pétersbourg. En 1877, la Banque et ses sections avaient 1.398 millions de roubles en circulation ; elle avait racheté plus de 91 millions de billets et donnait 9 3/5 % de dividende.

La Banque d'Escompte de Varsovie a de bien moindres proportions. Elle fut fondée en 1871 avec un capital de 2 millions de roubles ; ses affaires, en 1897, atteignaient 392 millions de roubles ; elle avait escompté 14 millions de billets et donnait un dividende de 8 %. La Banque commerciale de Lodz se développe d'une façon florissante. Fondée en 1872 avec un capital d'à peine 1 million de roubles, elle dispose actuel-

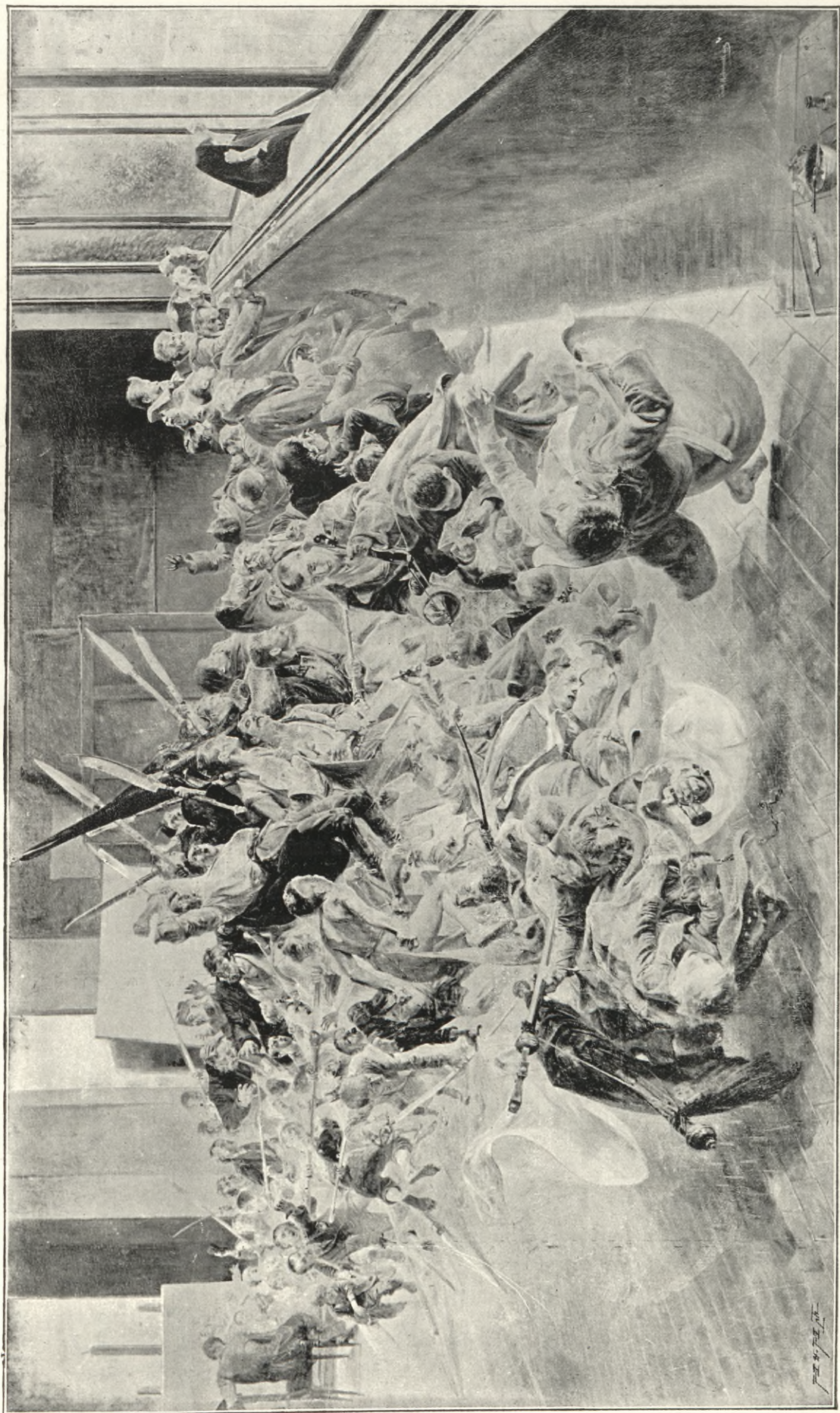


lement d'un capital garanti de 5 millions, et de 2 millions  $1/2$  de fonds de réserve ; en 1897, le chiffre de ses affaires s'élevait à 533 millions de roubles, le rachat des billets à 24 millions, les dividendes donnaient 10 %. Elle possède des succursales à Varsovie, Kielce, Lublin et Radom. Depuis 1897, il existe à Lodz une seconde Banque, dite Marchande, possédant 2 millions de capital garanti. Les succursales de la Banque d'Azow et du Don font aussi beaucoup d'affaires à Varsovie et à Lodz. Aucune de ces Banques n'accorde de prêts à longue échéance, car c'est justement par eux que la Banque de Pologne avait si efficacement contribué au développement de l'industrie. Cette partie est laissée à la Banque du Commerce et de l'Industrie à Varsovie.

Les institutions de crédit hypothécaires ont un caractère de sociétés mutuelles, composées de créanciers des propriétaires d'immeubles. La plus ancienne est la Société de Crédit Foncier qui s'étend à tout le royaume. Les directeurs locaux (par gubernies), aussi bien que centraux, sont élus ; seul, le président du Comité central est nommé par le Gouvernement. La Société accorde des prêts jusqu'à la moitié de la valeur des biens en lettres de change, autrefois de 5 %, actuellement de  $4\ 1/2$  %. La conversion des lettres de change de  $4\ 1/2$  à 4 % a été interrompue par suite de la hausse du taux dans tout l'Empire et de la baisse de toutes les valeurs publiques. Pour l'amortissement, la

Société prend annuellement 1 ou  $1\ 1/2$  % pour les prêts de  $4\ 1/2$  % ; pour les emprunts à 4 %, elle prend  $1\ 1/2$  ou 2 %. La Société a rendu de grands services aux propriétaires fonciers qui traversaient des moments difficiles, et s'est fait une réputation solide au point de vue financier, si bien que ses lettres sont considérées comme l'une des hypothèques les plus sûres. Le 1/13 mai 1897, on évaluait à 125.431.000 roubles les effets de la Société en cours ; le fonds de réserve s'élevait à 8.276.109 r., 90. La Société avait mis de côté une certaine partie de ses revenus pour le Fonds d'utilité publique ; mais, vu la confiscation de ce fonds par l'État, elle cessa de l'augmenter. Après de nombreuses années, le Gouvernement employa l'argent de ce fonds à des subventions supplémentaires aux sections de la Banque Villageoise qui opéraient dans le royaume de Pologne ; elle le fit également servir à bâtir un hôpital des fous aux environs de Varsovie et à subventionner le théâtre de Varsovie. Bien que cette Société ne sorte jamais de ses attributions économiques, et bien qu'à sa tête se trouve forcément un Russe, elle ne possède pas la confiance du Gouvernement qui s'oppose à toute extension de son activité, comme aux assurances mutuelles, etc. La méfiance du Gouvernement est aussi une des causes qui paralysent l'activité de la Société sur les terres villageoises. En outre, les décrets restreignant les droits de propriété sur ces terres y contribuent aussi, de même que









le paragraphe des statuts de la Société fixant le minimum des prêts à 500 roubles. Quoiqu'il en soit, les paysans du Royaume n'ont aucun crédit hypothécaire organisé ; il serait pourtant indispensable, en cas de partage dans la famille, etc.

Les institutions municipales de crédit ont, en principe, la même organisation (à Varsovie, Lodz, Lublin, Kalisz, Plock et Piotrkow). On avait projeté de fonder une Société de Crédit qui s'étendrait à toutes les villes principales du Royaume, mais, pour raison.... politique, ce projet ne fut pas autorisé. On permit seulement,

pour commencer, de créer des Sociétés qui opèreraient dans l'enceinte d'une seule ville ; actuellement, on a reconnu possible l'extension de l'activité d'une Société opérant dans la ville principale d'une goubernie aux autres villes de cette même goubernie, et la fondation d'autres Sociétés dans quelques villes plus petites.

L'activité collective est tellement paralysée par le gouvernement, qu'il existe fort peu d'institutions mutuelles de crédit dans tout l'Empire. Le Royaume, malgré l'animation de sa vie industrielle, a moins de Sociétés de crédit et de sociétaires que l'apathique Galicie. En revanche, les institutions existantes réunissent des capitaux beaucoup plus importants. Seulement, ces institutions, pour la plupart du moins, ne sont accessibles qu'aux classes les plus fortunées (industriels, négociants, propriétaires fonciers), tandis que les travailleurs, indépendants mais pauvres, sont livrés en proie à l'usure, ou bien doivent s'adresser à des institutions tant soit peu philanthropiques, comme les Caisses d'artisans à Varsovie, qui doivent leur existence à des souscriptions et à des legs.

Dans ces dernières années, le gouvernement a mis à l'étude différents statuts normaux, et il autorise plus facilement la création d'institutions de crédit mutuel ; aussi le mouvement s'est accéléré, et, dans le courant de 1899, on a fondé dans le Royaume 20 Sociétés de prêts et d'épargne et 10 de crédit mutuel. Dans le tableau suivant, nous donnons un aperçu général



de ces Sociétés, autant que les statisticiens non officiels ont pu avoir à cet égard des données exactes ; nous noterons de plus que, outre leurs fonds particuliers ou placés, ces Sociétés jouissent aussi d'un crédit à la Banque d'État et dans d'autres institutions financières.

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT MUTUEL EN 1899

	Nomb. de Sociétés existantes	Sociétés que concernent ces données	Membres	Parts	Réserves	Dépôts d'épargne	Prêts accordés	Bénéfices
Caisses d'artisans . . . . .	8	8	17.677	1.977.513	573.139	8.426.086	22.232.575	271.517
Sociétés de prêts et d'épargne	27	4	6.745	343.060	30.291	406.430	942.863	17.009
Sociétés de crédit mutuel . .	16	11	8.509	2.452.069	577.651	5.955.987	33.251.078	228.237
Ensemble. . . . .	51	23	32.931	4.772.642	1.181.081	14.788.503	56.426.516	516.763

Au nombre des grandes institutions financières figurent aussi deux Sociétés par actions de prêts sur objets mobiliers et deux Sociétés d'assurances : à Varsovie, l'Assurance contre l'incendie, ayant 2.000.000 de capital garanti et environ autant de capital de réserve, et la Prévoyance de Varsovie (assurance sur la vie et les accidents), fondée en 1891 avec un capital de 500.000 roubles, et disposant, en 1896, de

812.000 roubles de réserve. En outre, de nombreuses Sociétés russes et autres y font des affaires, et, pour l'incendie, il existe en outre une assurance obligatoire des immeubles dans des administrations spéciales de l'État. Ces administrations n'assurent qu'une partie de la valeur.

Nous terminons ici cette courte esquisse de la vie économique du Royaume. Bien que pré-





sentée superficiellement, elle fait connaître les côtés sombres et lumineux des différents domaines du travail national. En général, on peut dire que le bien-être a augmenté dans le pays durant ces dernières années. A part les données déjà citées, nous en avons une preuve dans la facilité plus grande à réunir des fonds pour les besoins nationaux ou sociaux, non seulement dans le Royaume, mais dans les autres parties de la Pologne, annexées par les autres puissances.

Ce fait est une preuve que, dans le Royaume, ce n'est pas seulement la somme de richesse produite qui a augmenté, mais qu'il y a eu aussi accroissement notable de cette partie de la richesse qui devient la propriété de la population indigène ou assimilée.

Parmi les causes paralysant le développement économique, il faut mentionner la séparation du Royaume d'avec ses débouchés et d'avec la mer, c'est-à-dire la rupture des liens qui l'unissent à la Pologne autrichienne et prussienne,

puis les obstacles apportés par le gouvernement russe à toute action collective. La suppression du cordon douanier entre le Royaume et la Russie (avec les gouvernies qu'elle contient) et la politique d'impôts et de tarifs qui suivit, ont exercé une influence néfaste sur l'agriculture et la meunerie, mais ont accéléré le développement industriel; cependant, par là même, elles ont contribué à l'affluence excessive des étrangers et ont donné à l'activité industrielle un caractère trop exclusivement exportatif.

Ce qu'il y a de plus triste au point de vue de l'avenir du Royaume, c'est qu'il n'a aucune influence sur la politique de l'État et sur sa législation, auxquelles il doit se soumettre passivement. La seule garantie de leur bienveillance à son égard peut être le profit fiscal que retire l'État du développement économique de ses parties distinctes. Mais cette garantie, comme le prouve l'histoire des différentes provinces annexées à la Russie, n'est pas suffisante.













# TABLE DES GRAVURES

DES FASCICULES 9 A 16

	Pages.
KURZAWA : La Vistule et le Wawel . . . . .	129
J. MACHALSKI : La Vistule près de Cracovie . . . . .	133
— Inondation. . . . .	135
Le « Rondel » à Cracovie . . . . .	137
JEAN MATEJKO : Le Wawel. . . . .	141
E. TROJANOWSKI : Boulevards (plantations) de Cracovie .	144
Ruines du Château Royal de Cracovie . . . . .	147
Halle aux Draps (Sukiennice) à Cracovie, avant restauration.	149
— — — après restauration.	152
Cour intérieure de la Bibliothèque des Jagellons à Cracovie.	155
W. GERSON : Types de constructions rurales en Pologne. 158, 159	158, 159
MATEJKO : Stanczyk . . . . .	161
Théâtre national de Cracovie . . . . .	163
Académie des Beaux-Arts à Cracovie . . . . .	165
W. GERSON : Types de constructions rurales . . . . .	167, 172
Université de Cracovie . . . . .	173
W. GERSON : Types de constructions rurales . . . . .	175, 176
L. WYCZOLKOWSKI : Tombeau royal . . . . .	177
F. MIACZYNSKI : Une Maison à Dantzig . . . . .	182
— Une Tour d'église à Dantzig. . . . .	184
Château (Bibliothèque) de Kornik. . . . .	185
Bibliothèque de Raczyński à Posen . . . . .	189
W. GERSON : Types de constructions rurales . . . . .	192
J. PIECHOWSKI : Noces chez un gentilhomme campagnard	193
La Cathédrale de Plock . . . . .	196
W. GERSON : Types de constructions rurales . . . . .	198, 199
J. STANISLAWSKI : Un Jardin au clair de lune . . . . .	201
W. GERSON : Types de constructions rurales . . . . .	204, 205
K. LASZCZKA : La Pensée . . . . .	207
Le Grand Théâtre de Varsovie . . . . .	209
C. GODEBSKI : Monument de Mickiewicz à Varsovie. . . . .	212
Cathédrale Saint-Jean, à Varsovie . . . . .	216
Palais Royal « Lazienki » à Varsovie . . . . .	217
Pont de Sobieski dans le parc du Palais « Lazienki ». . . . .	221
Château Royal à Wilanow . . . . .	224
H. WEYSSENHOFF : Cimetière lithuanien . . . . .	226
Château de Troki . . . . .	228
J. PANKIEWICZ : Canal de Pinsk (d'après pointe-sèche) . . . . .	232
J. MALCZEWSKI : Ma Patrie au XIX <sup>e</sup> siècle. . . . .	235
Église Sainte-Anne, à Wilno . . . . .	236
J. CHELMONSKI : En route . . . . .	237



POLITECHNIKA K  
BIBLIOTEKA C

Biblioteka Politechniki Krakowskiej



III-306513

Kam. Zam. 480/55 20.000

Biblioteka Politechniki Krakowskiej



10000301174